



**Edition provisoire**

Tuesday 15 March 2022, afternoon

## Compte rendu officiel des débats

### Opening of the sitting No. 4

#### Debate (continued): Consequences of the Russian Federation's aggression against Ukraine

**M. Tiny KOX (Pays-Bas, GUE, Président de l'Assemblée):** Chers collègues,

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du rapport de Mme Ingjerd SCHOU, au nom de la Commission des questions politiques et de la démocratie, sur les conséquences de l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine.

Je vous rappelle que nous devons en avoir terminé avec l'examen de ce texte, vote inclus, à 20 h 30. Nous devons donc interrompre la liste des orateurs vers 19 h 45 afin de pouvoir entendre la réplique de la commission et procéder au vote nécessaire.

Dans la discussion générale, la parole est maintenant à M. Antonio GUTIÉRREZ LIMONES d'Espagne.

Vous avez la parole, Monsieur GUTIÉRREZ LIMONES.

**M. Antonio GUTIÉRREZ LIMONES (Espagne, SOC):** Bonjour, Monsieur le Président.

Tout d'abord, je voudrais vous remercier, vous, le Secrétaire Général, et le Secrétaire général de l'Assemblée parlementaire, pour votre leadership durant ces jours difficiles.

Je vais maintenant m'exprimer en espagnol.

**M. Antonio GUTIÉRREZ LIMONES (Espagne, SOC)\*:** Chers Collègues,

Permettez-moi tout d'abord de vous faire part de mes réflexions sur les temps que nous vivons et sur notre engagement à leur égard.

Au début du XXI<sup>e</sup> siècle, nous pensions que toutes les grandes guerres que tous nos peuples avaient subies au cours du siècle précédent appartenaient au passé et que notre génération ne verrait pas de nouvelles guerres.

---

Dans ce compte rendu:

1. Les discours prononcés en français, en anglais, en allemand et en italien sont reproduits in extenso en français.
2. Les discours prononcés dans une autre langue sont résumés à partir de l'interprétation et sont signalés par un astérisque (\*).
3. Les discours en allemand et en italien, in extenso dans ces langues, sont disponibles sur le site internet de l'Assemblée parlementaire.
4. Le texte des amendements est disponible au comptoir de la distribution et sur le site internet de l'Assemblée. Seuls sont publiés dans le compte rendu les amendements et les sous-amendements oraux.
5. Les corrections doivent être adressées au bureau 1081 au plus tard 24 heures après la publication du compte rendu.

Les conflits continuaient à exister dans le monde, mais ils semblaient tous loin de nos frontières : en Afrique, en Palestine, en Irak, au Yémen, en Somalie. Ils étaient loin de nous. Si loin que nous n'avons jamais parlé des millions de familles syriennes qui vivent encore dans des camps de réfugiés, ni de la situation des femmes en Afghanistan avec les Talibans.

Nous n'avons pas non plus suffisamment écouté nos collègues ukrainiens, lorsque la Crimée a été envahie, qui nous ont avertis que la Russie poursuivrait cette invasion.

Nous sommes devenus indifférents à ceux qui souffrent. Indifférence signifie étymologiquement « pas différent ». Elie Wiesel, qui a reçu le prix Nobel de la paix et qui était un survivant de l'Holocauste, a dit que l'indifférence était un statut étrange et artificiel qui se situait entre la lumière et l'obscurité, l'aube et le crépuscule, le crime et le châtement, la cruauté et la compassion, le bien et le mal.

Parce que l'indifférence, Mesdames et Messieurs, nous emmène loin, il est beaucoup plus facile de voir les victimes de loin. L'engagement est quelque chose d'inconfortable dans nos vies car il signifie s'impliquer dans la douleur et la souffrance. Le désespoir des autres brise notre quotidien et interrompt nos rêves.

Cependant, l'indifférence n'est pas un début mais une fin. Elle est toujours l'amie de notre ennemi. Elle soutient toujours les agresseurs. C'est pourquoi nos frères et sœurs ukrainiens, leurs familles qui fuient, les blessés, les prisonniers, les enfants affamés, les réfugiés sans maison ne devraient jamais penser que nous ne leur donnons pas une étincelle d'espoir, que nous ne participons pas à leur fuite horrible et à leur angoisse, parce que simplement, pour l'instant, nous les avons exilés d'une mémoire humaine.

La dernière chose que nous pouvons penser est que la souffrance est loin de nous quand elle arrive à des gens comme nous. Lorsque nous nions l'humanité des autres, nous nous nions nous-mêmes. Le désespoir, la douleur, la souffrance du peuple ukrainien ont réveillé nos consciences. Assumons notre engagement et notre responsabilité envers nos frères et sœurs ukrainiens et envers nous-mêmes.

Merci beaucoup.

**M. Tiny KOX (Pays-Bas, GUE, Président de l'Assemblée):** Merci beaucoup, Monsieur GUTIÉRREZ LIMONES.

La parole est à M. Zsolt CSENGER-ZALÁN, de Hongrie.

Vous avez la parole.

**M. Zsolt CSENGER-ZALÁN (Hongrie, PPE/DC):** Merci de me donner la parole, Monsieur le Président.

Chers Collègues,

La Hongrie condamne l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine et soutient l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'Ukraine dans ses frontières internationalement reconnues. À cet égard, le 10 mars, l'Assemblée nationale hongroise a également adopté une déclaration politique.

La Hongrie est gravement préoccupée par la situation en matière de sécurité dans notre voisinage direct. En tant que pays voisin de l'Ukraine, cette guerre représente manifestement un risque élevé pour notre sécurité et, par conséquent, nous soutenons fermement l'unité de l'UE et de l'OTAN sur cette question, ainsi que nos réponses conjointes à la situation.

Toutefois, la Hongrie ne fournit pas d'équipements militaires létaux à l'Ukraine. Notre priorité est de prévenir tout type d'incident susceptible de menacer la sécurité du peuple hongrois. Par conséquent, nous ne pouvons soutenir aucune mesure qui pourrait faire de la Hongrie ou du peuple hongrois une cible.

Dans l'intervalle, nous faisons fonctionner nos points de passage frontaliers à pleine capacité. Ils ont pris des mesures pour être en mesure d'accueillir les réfugiés qui pourraient avoir besoin d'un abri et ils ont ouvert un couloir humanitaire pour les citoyens de pays tiers, que nous avons autorisés à entrer sans visa ni restriction majeure.

Nos installations dans les trois comtés proches de la frontière sont disponibles, et 265 véhicules de transport de grande capacité sont en attente. Neuf hôpitaux ont été désignés à proximité de la frontière ukrainienne pour prendre en charge plus de 11 000 personnes. Nous sommes prêts à accueillir toutes les personnes déplacées, y compris les non-Ukrainiens qui sont des résidents légaux de l'Ukraine, et à leur fournir une protection juridique adéquate.

La Hongrie a lancé l'une de ses plus grandes opérations d'aide humanitaire à ce jour, fournissant aux Ukrainiens, y compris ceux qui fuient le pays et les personnes déplacées à l'intérieur du pays, des fournitures médicales, de la nourriture, de l'eau, des produits d'hygiène, des produits de soins pour enfants, du carburant et d'autres biens essentiels.

Chers Collègues, l'effusion de sang insensée doit cesser au plus vite et les négociations doivent se poursuivre en vue d'un cessez-le-feu immédiat.

La délégation hongroise soutiendra ce rapport.

Merci beaucoup.

**M. Tiny KOX (Pays-Bas, GUE, Président de l'Assemblée):** Merci, Monsieur CSENGER-ZALÁN.

Je donne maintenant la parole à Mme Iwona ARENT, de Pologne.

Madame ARENT, vous avez la parole.

**Mme Iwona ARENT (Pologne, CE/AD):** Monsieur le Président,

Chers collègues,

La politique étrangère russe est inscrite dans l'agression et les ambitions impériales depuis des années, et le dictateur Poutine ne tient compte ni de son propre peuple, ni du droit à l'autodétermination des autres nations.

Il viole impitoyablement les principes de l'État de droit, des droits de l'homme et du droit international.

Dictateur Poutine, vous pouvez faire apparaître la réalité et vous pouvez vous livrer à une propagande brutale. Dictateur Poutine, vous pouvez persuader les citoyens russes et le monde entier qu'il ne s'agit pas d'une agression des troupes russes contre un État indépendant et démocratique qu'est l'Ukraine, mais seulement d'une opération spéciale.

Je veux vous sortir de votre erreur. Nous parlerons de vos crimes, des meurtres de civils, de militaires, de la course effrénée à la destruction des infrastructures du pays. Nous n'oublierons pas la mort d'enfants innocents, de femmes enceintes, le bombardement de maternités, d'hôpitaux d'oncologie, de jardins d'enfants, etc.

Les fous et les assassins doivent être isolés car ils menacent leur entourage et la paix en Europe. La main de la justice vous aura, Monsieur Poutine.

**Mme Iwona ARENT (Pologne, CE/AD)\*:** Poutine, la main de la justice t'aura.

Va te faire foutre.

**M. Tiny KOX (Pays-Bas, GUE, Président de l'Assemblée):** Merci, Iwona.

Dans le débat, la parole est à M. Antón GÓMEZ-REINO, de l'Espagne.

Il n'est pas connecté, nous passons donc à l'orateur suivant.

Il s'agit de Mme Emilie Haya MOATTI d'Israël.

Emilie, vous avez la parole.

**Mme Emilie Haya MOATTI (Israël):** Merci, Monsieur le Président.

Chers amis et collègues,

Je voudrais aborder brièvement trois aspects de la réponse d'Israël à la situation tragique en Ukraine. La position officielle d'Israël est clairement contre l'attaque russe et soutient l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'Ukraine. En conséquence, Israël a voté en faveur de la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies.

Le Premier ministre Naftali Bennett fait partie des quelques dirigeants qui ont décidé d'essayer de créer un canal de communication entre l'Ukraine et la Russie pour tenter, avant tout, de parvenir à un cessez-le-feu et de mettre fin à la souffrance humaine. Il poursuivra cet effort tant qu'il y aura la moindre chance de succès.

La troisième dimension, dont je suis la plus fière en tant qu'Israélienne, est la dimension humaine. Le gouvernement israélien et la société civile se sont massivement mobilisés pour aider les citoyens ukrainiens en détresse. Plusieurs avions transportant des centaines de tonnes d'aide humanitaire ont été envoyés en Ukraine avec des couvertures, des tentes, des médicaments, etc. De l'aide est également envoyée aux réfugiés dans les pays voisins. Hier encore, le gouvernement a approuvé la création d'un hôpital de campagne dans l'ouest de l'Ukraine, avec du personnel médical.

Enfin, les diplomates israéliens basés en Ukraine et dans les pays voisins ont travaillé jour et nuit aux postes frontières pour faciliter le transfert des femmes, des enfants et des hommes vers des lieux sûrs.

De nombreux volontaires ont pris l'avion pour apporter leur aide.

Je me joins aux autres intervenants pour espérer qu'une solution pacifique sera bientôt trouvée pour mettre fin à ce terrible épisode de souffrance humaine.

Merci beaucoup.

**M. Tiny KOX (Pays-Bas, GUE, Président de l'Assemblée):** Merci.

J'appelle maintenant dans le débat Mme Lesia ZABURANNA de l'Ukraine.

Vous avez la parole.

**Mme Lesia ZABURANNA (Ukraine, ADLE):** Chers collègues,

Je suis née et j'ai grandi à Kiev. Cette ville m'a toujours fasciné avec ses beaux paysages et ses habitants aimables. J'ai passé mes meilleures années d'études à Kiev. Cette ville m'a toujours fasciné par ses rues bondées et ses cafés animés. J'ai été sélectionné pour servir les gens à Kiev également. Cette ville m'a aussi fasciné par son esprit libre et son courage indescriptible.

Tout a changé il y a presque 20 jours. Tôt le matin du 24 février, la guerre a frappé à la porte de mon pays avec des missiles, des bombes russes tombant dans toutes les régions d'Ukraine.

Au moment où je vous parle, l'Ukraine continue de contrer courageusement les nombreuses tentatives de l'armée russe de détruire les lieux et les personnes qui comptent pour plus de 40 millions de nos citoyens. Des vues magnifiques sont devenues des bâtiments résidentiels endommagés mais disparus. Des personnes aimables sont devenues des réfugiés contraints de quitter leur maison pour survivre. Les stations de métro sont devenues des abris, et les cafés animés sont devenus des lieux de bénévolat pour fournir de la nourriture à ceux qui en ont besoin.

En ce moment même, la Russie tente de s'emparer de ma ville natale, Kiev, de la couper de tout approvisionnement et de faire souffrir des millions d'innocents de la faim et de la déshydratation. La même chose est déjà arrivée à d'autres villes ukrainiennes, comme Marioupol, Kharkiv, Bucha, Irpin.

Au mépris de tous les principes du droit international, les barbares ont lancé des actions militaires dans les zones des centrales nucléaires, ils ont désactivé la seule ligne d'alimentation électrique et bloqué la sortie de la centrale de Tchernobyl, empêchant nos travailleurs de la réparer. De plus, les occupants russes ont provoqué un incendie sur le territoire maintenant miné près de la centrale de Zaporizhzhia.

Europe, s'il vous plaît, réveillez-vous !

L'action de la Fédération de Russie constitue une menace non seulement pour l'avenir de l'Ukraine, mais aussi pour celui de l'Europe. Oui, dans cette guerre, des héros se battent pour protéger ces villes ukrainiennes, dans la guerre des valeurs les soldats ukrainiens font un travail incroyable pour protéger notre terre, tandis que les citoyens ukrainiens la sécurisent grâce à leurs efforts.

Chers collègues, votre soutien et vos mots de solidarité sont cruciaux pour nous. Nous savons que vous êtes à nos côtés dans cette guerre, mais, s'il vous plaît, je vous demande instamment de venir immédiatement demander à votre gouvernement le plus tôt possible et de le supplier d'imposer une zone d'exclusion aérienne au-dessus de l'Ukraine.

Des civils meurent en ce moment même au centre de l'Europe. Ce n'est qu'unis que nous pourrons faire tourner le vent.

Merci.

**M. Tiny KOX (Pays-Bas, GUE, Président de l'Assemblée):** Merci, Madame ZABURANNA.

Je donne maintenant la parole à Mme Sena Nur ÇELİK de la Turquie.

Madame ÇELİK, vous avez la parole.

**Mme Sena Nur ÇELİK (Turquie, NI):** Cher Président,

Chers collègues,

Je voudrais commencer par exprimer ma solidarité avec le peuple ukrainien et mon soutien à l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

Je condamne l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine, qui viole gravement les principes fondamentaux du droit international et met en péril la sécurité et la stabilité de notre région et du monde.

Puisque les attaques se poursuivent et que les pertes de vies civiles augmentent, la priorité devrait être de faciliter un cessez-le-feu et d'établir des corridors humanitaires. Il y a aussi la question du besoin croissant d'une aide humanitaire urgente en raison du déplacement de la population civile dans tout le pays et vers les pays voisins, et de la destruction et des dommages importants causés aux infrastructures civiles et aux habitations.

Les Nations Unies estiment que 12 millions de personnes à l'intérieur de l'Ukraine auront besoin de secours et de protection, tandis que plus de 4 millions de réfugiés ukrainiens pourraient avoir besoin de protection dans les pays voisins au cours des prochains mois.

L'agression militaire de la Russie n'est pas seulement un problème pour l'Ukraine, c'est une crise aux conséquences dévastatrices qui exige une réponse mondiale urgente. Nous ne devons pas oublier que l'Ukraine ne souffrirait pas aujourd'hui si la communauté internationale avait pris des mesures concrètes pour mettre fin à l'agression de la Russie lorsqu'elle bombardait des hôpitaux et des écoles en Syrie, tuant des dizaines de milliers de civils, et lorsqu'elle annexait illégalement la Crimée.

Dans ce contexte, je crois qu'il est très important que nous envoyions une réponse unifiée et ferme de cette Assemblée aujourd'hui. La communauté internationale doit prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre fin à l'agression de la Russie et défendre la vie et la dignité du peuple ukrainien.

Je voudrais remercier le rapporteur et réitérer mon soutien au rapport, qui, je crois, contribuera à la réalisation de ce que je viens de mentionner.

Enfin, je voudrais insister sur deux points. Bien que les pays européens aient été beaucoup plus réceptifs à l'afflux de réfugiés ukrainiens par rapport à l'afflux de réfugiés syriens, nous avons vu des rapports de violence raciste et de discrimination à l'encontre de personnes africaines, asiatiques et du Moyen-Orient fuyant l'Ukraine. Tous les États membres du Conseil de l'Europe doivent accueillir et assurer une protection égale à tous les réfugiés arrivant d'Ukraine, sans distinction de race, de religion ou d'origine, fournir une aide humanitaire urgente à l'Ukraine et apporter le soutien nécessaire aux pays de la ligne de front.

Enfin, tout en réagissant à l'occupation illégale entreprise par un État membre du Conseil de l'Europe, nous devons également nous exprimer sur l'occupation illégale des territoires palestiniens et les violations persistantes du droit international par Israël. Fermer les yeux sur la punition collective et la souffrance du peuple palestinien démontre l'hypocrisie de la communauté internationale en matière de défense des droits de l'homme, ce qui, espérons-le, changera à l'avenir.

Merci beaucoup.

**M. Tiny KOX (Pays-Bas, GUE, Président de l'Assemblée):** Merci Madame ÇELİK.

Le prochain sur la liste est M. Sergio GUTIÉRREZ PRIETO, mais il n'est pas connecté d'après ce que l'on m'a dit, donc nous continuons.

**M. Tiny KOX (Pays-Bas, GUE, Président de l'Assemblée):** Le prochain orateur est M. Alain MILON de la France.

Monsieur MILON, vous avez la parole.

**M. Alain MILON (France, PPE/DC):** Monsieur le Président,

Mes Chers Collègues,

Je veux tout d'abord exprimer ma solidarité avec l'Ukraine et saluer tout particulièrement nos collègues : ils ont tiré la sonnette d'alarme lors de la précédente partie de session et nous n'avons pas su, malheureusement, percevoir l'urgence de leur propos.

J'appelle la Russie à cesser ses actions militaires et à retirer ses forces de la totalité du territoire ukrainien, immédiatement et sans condition, et à respecter pleinement l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières reconnues au niveau international.

La raison d'être du Conseil de l'Europe est la défense de la démocratie, de l'État de droit et des droits de l'homme. Depuis – hélas – plusieurs années, en dépit des mains que nous lui avons tendues, la Fédération de Russie dirigée par Vladimir Poutine s'écarte de ces valeurs, de nos valeurs.

Je pense à l'annexion de la Crimée, à l'occupation de certains territoires, à l'affaire Navalny, à la dissolution de l'ONG Memorial, à la contestation croissante d'arrêts importants de la Cour européenne des droits de l'homme.

Mais l'invasion de l'Ukraine, cette guerre à grande échelle lancée le 24 février, marque une rupture majeure. Comme l'a dit le ministère russe des Affaires étrangères, le cours des événements est devenu irréversible, mais c'est bien par la seule volonté de la Fédération de Russie. C'est elle qui a déclenché cette guerre de manière préméditée, en faisant semblant de vouloir négocier. C'est elle qui, aujourd'hui, viole les droits humains élémentaires en attaquant des civils, en utilisant de manière cynique les couloirs humanitaires, en bombardant l'hôpital pédiatrique de Marioupol. Ce sont ses troupes qui n'hésitent pas, aujourd'hui, à arrêter des maires ukrainiens, attaquant ainsi les bases de la société démocratique ukrainienne.

Comme le soulignait hier M. Della Vedova, il faut réagir avec calme et fermeté. Ce calme et cette fermeté doivent nous conduire à demander le retrait de la Fédération de Russie du Conseil de l'Europe. C'est la crédibilité de notre Organisation qui est en jeu, même si j'ai conscience des conséquences que ce retrait aura pour le peuple russe, que je n'oublie pas.

Ce calme et cette fermeté doivent aussi nous conduire à user de tous les éléments à la disposition de l'Organisation pour étayer les violations des droits fondamentaux que nous constatons aujourd'hui en Ukraine.

Ce calme et cette fermeté doivent enfin nous conduire à tirer des conséquences de long terme sur le fonctionnement du Conseil de l'Europe, pour lui permettre d'être pleinement en capacité de promouvoir la sécurité démocratique en Europe.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

**M. Tiny KOX (Pays-Bas, GUE, Président de l'Assemblée):** Merci, Alain.

Dans le débat, la parole est à M. Marcin GWÓZDŹ de Pologne.

Monsieur GWÓZDŹ, vous avez la parole.

**M. Marcin GWÓZDŹ (Pologne, CE/AD):** Monsieur le Président,

Chers collègues,

L'agression armée de la Fédération de Russie contre l'Ukraine a provoqué une tragédie pour la nation ukrainienne. Chaque jour, des victimes innocentes meurent au cours de ces attaques. Vladimir Poutine et ses soldats détruisent des villages et des villes, laissant derrière eux une terre brûlée. La Russie ne prend pas en compte sanctions et continue l'œuvre de destruction.

La réaction des autres pays doit être forte et décisive. L'Ukraine doit savoir qu'elle n'est pas seule, que nous sommes aux côtés de l'Ukraine et que nous sommes convaincus que l'Ukraine vaincra. Montrons ce qu'est la vraie solidarité. La solidarité ne consiste pas à vendre des armes et des technologies à un agresseur qui assassine des femmes et des enfants. Les pays qui vendent des armes malgré les restrictions imposées sont coresponsables des effusions de sang et des tragédies humaines.

Une guerre est en cours, et en plus du gaz, le sang des femmes et des enfants tués coule dans les gazoducs. Des sanctions fortes et efficaces doivent arrêter Poutine et aider l'Ukraine, car l'Ukraine ne se bat pas seulement pour son pays mais pour toute l'Europe.

Europe, réveille-toi !

Merci.

**M. Tiny KOX (Pays-Bas, GUE, Président de l'Assemblée):** Merci, Monsieur GWÓZDŹ.

J'appelle maintenant au débat M. Josip JURATOVIC, d'Allemagne.

Vous avez la parole.

**M. Josip JURATOVIC (Allemagne, SOC):** Cher Monsieur le Président,

Chers collègues,

En tant que député allemand d'origine croate, je suis en train de vivre le *déjà vu* des guerres des Balkans. Poutine mène une guerre contre son peuple frère, et le monde entier se demande ce qui ne va pas chez cet homme.

Certes, après la désastreuse ère Eltsine, il a sorti la Russie de l'anarchie et lui a rendu sa dignité. Certes avec de mauvais moyens, mais c'était encore supportable. Mais sa méthode était dirigée contre la démocratie - d'abord dans son propre pays et maintenant aussi contre son voisin. C'est à la fois une violation du droit international et un crime. Pas seulement contre les Ukrainiens, mais aussi contre son propre peuple.

Nous, démocrates européens, en sommes sortis renforcés et plus déterminés que jamais à défendre la démocratie. M. Poutine se trouve désormais dans une spirale descendante et la seule façon de sortir de cette situation est de mettre fin immédiatement à la guerre. Et comme M. Poutine ne peut manifestement rien faire avec la démocratie, il doit au moins se comporter en patriote russe en mettant immédiatement fin à la guerre, afin que nous puissions mettre fin en paix aux souffrances de la vie et de son peuple.

Car c'est aussi son peuple - c'est son peuple qui en souffre en ce moment et c'est aussi son peuple qui devra ensuite tout remettre en ordre par la voie pacifique. Avant toute chose, les moyens que nous sommes contraints de consacrer à l'armement seraient utiles si nous investissions dans l'avenir - dans les objectifs qui nous attendent à l'avenir. Tout d'abord dans le domaine de la protection du climat et de toutes ces choses que nous devons résoudre ensemble - sans guerre, mais dans la paix et la concertation, dans le dialogue et le compromis.

C'est pourquoi je demande à M. Poutine de nous ouvrir cette voie - en premier lieu en tant que patriote du peuple russe.

Je vous remercie.

**M. Tiny KOX (Pays-Bas, GUE, Président de l'Assemblée):** Merci Monsieur Josip JURATOVIC.

Mme JUHÁSZ Hajnalka n'étant pas connectée, selon mes informations, je donne la parole à Mme Krista BAUMANE, de Lettonie.

Madame Krista BAUMANE, vous avez la parole.

**Mme Krista BAUMANE (Lettonie, ADLE):** Cher Président, chers collègues,

Fin janvier, dans cette enceinte, nous avons ratifié les pouvoirs de la délégation russe. Un mois plus tard, la Russie a déclenché la guerre avec l'Ukraine. Je ne peux m'empêcher de dire : nous vous l'avions dit.

Cela fait des années que nous vous mettons en garde contre l'agression de la Russie. Merci de nous avoir enfin écoutés. Les pays baltes et d'autres qui savent très bien, par expérience personnelle, ce que signifie être occupés au cours de notre vie.

Nous sommes réunis ici aujourd'hui pour décider si la Russie a ou non sa place dans cette organisation. Je suis heureuse de constater que, contrairement à l'ambiance qui régnait lors de la session de janvier, la motion visant à expulser la Russie de la manière la plus rapide et la plus directe semble bénéficier d'un soutien massif. Je vous en remercie.

Je suis désolée qu'il ait fallu en arriver là et que cela ait coûté tant de vies et de souffrances.

Chers collègues, comme vous le savez par des témoignages de première main, des Ukrainiens sont tués en ce moment même. Tous les collègues ukrainiens vérifient en permanence leur téléphone pour savoir si leurs proches sont encore en vie. Le peuple ukrainien se bat pour protéger non seulement son propre pays, mais aussi la liberté et la démocratie en Europe.

Nous devons donc, en plus d'expulser la Russie du Conseil de l'Europe, promettre à l'Ukraine toute l'aide nécessaire dont elle a besoin - humanitaire, médicale, militaire et autre - au sein de cette organisation internationale, dans d'autres et au niveau bilatéral. La zone d'exclusion aérienne au-dessus des couloirs humanitaires et des installations nucléaires ne fait peut-être pas partie du mandat du Conseil de l'Europe, mais c'est la première chose que les Ukrainiens demandent à chaque occasion. En tant que responsables politiques, nous devrions les écouter.

Les Ukrainiens n'ont pas peur de mourir pour défendre leur liberté et celle de l'Europe. Nous ne devons pas avoir peur d'exprimer notre soutien en termes clairs et forts et d'agir en conséquence. Nous le devons à l'Ukraine et à l'Europe, ainsi qu'à la crédibilité de cette organisation.

Merci.

*Slava Ukraini !*

**M. Tiny KOX (Pays-Bas, GUE, Président de l'Assemblée):** Merci, Madame Krista BAUMANE.

Je donne maintenant la parole à M. Kimmo KILJUNEN, de Finlande.

Monsieur KILJUNEN, vous avez la parole.

**M. Kimmo KILJUNEN (Finlande, SOC):** Monsieur le Président,

Le 24 février 2022, le monde a changé.

Les structures de sécurité créée après la guerre froide en Europe sont en ruines. Naturellement, on s'appuyait sur des principes comme la souveraineté de tous les États, l'intégrité territoriale, et évidemment le droit de chacun de choisir ses options en matière de sécurité.

Mais le principe était la sécurité commune. La sécurité commune signifie qu'on ne crée pas sa sécurité aux dépens des autres. Si l'un d'entre nous n'est pas en sécurité, nous sommes tous en danger.

Aujourd'hui la Russie a tout cassé. L'agression russe contre l'Ukraine a brisé l'ensemble du système. Au total, la sécurité commune s'est transformée en insécurité commune. En fait, nous sommes tous menacés, car si vous pouvez enfreindre les règles dans un cas, vous pouvez aussi le faire dans d'autres cas.

L'eupéanisation et le développement de la démocratie en Ukraine constituent-ils réellement une menace pour la Russie ?

Ma réponse est très claire. C'est une menace pour la Russie, pas pour la Russie elle-même, pas pour le peuple russe, mais pour le système autoritaire russe, les élites et les structures de pouvoir en Russie. Oui, le développement de la démocratie est une menace dans ce sens. C'est pourquoi les Ukrainiens se battent non seulement pour leur existence en tant qu'État-nation, mais aussi pour le droit du peuple russe à la démocratie.

Que va-t-il se passer ? Mon pronostic est très clair. Le temps de M. Poutine est bientôt, voire plus tôt encore, révolu. C'est fini. Il est absolument révolu. C'est mon pronostic.

Qu'existera-t-il après cela ? Un seul mot : des excuses. Excuses pour le peuple ukrainien, excuses pour le monde, et excuses aussi pour le peuple russe.

Merci.

**M. Tiny KOX (Pays-Bas, GUE, Président de l'Assemblée):** Merci, Kimmo.

Je donne maintenant la parole à M. Aleksandar NIKOLOSKI, de Macédoine du Nord.

Aleksandar, la parole est à vous.

**M. Aleksandar NIKOLOSKI (Macédoine du Nord, PPE/DC):** Monsieur le Président, merci beaucoup.

Chers amis ,

Depuis l'agression et l'annexion de la Crimée en 2014, je soutiens toujours les Ukrainiens dans leur lutte pour la liberté, l'auto-détermination et la démocratie. Au XXI<sup>e</sup> siècle, lorsque le monde parle de nouvelles technologies, d'agenda vert et de développement spatial, le moins que l'on puisse imaginer est une guerre. La guerre en Europe est la chose la plus horrible qui puisse arriver. C'est pourquoi je soutiens fermement l'Ukraine, et c'est pourquoi nous devrions adopter ce soir le rapport sur les conséquences de l'agression russe contre l'Ukraine.

Ces deux derniers jours, nous avons entendu nos collègues ukrainiens nous parler de la souffrance à laquelle ils sont confrontés. En écoutant ces témoignages bouleversants, je ne peux que faire un parallèle avec le sort et le déni du peuple macédonien, contesté depuis des siècles par des voisins géographiques plus grands et plus puissants. Pendant des siècles, nos voisins ont contesté les Macédoniens en tant que nation distincte, culture et langue macédonienne distincte. Nous avons été persécutés pendant les guerres des Balkans, pendant la guerre civile grecque, et finalement contestés au 21<sup>ème</sup> siècle.

Le déni de la langue ukrainienne et la thèse selon laquelle la nation ukrainienne est un produit des léninistes et des communistes est similaire à la thèse de la négation de la nation et de la langue macédoniennes et à la thèse selon laquelle les Macédoniens sont un produit de Tito et des communistes. La contestation et l'humiliation des deux nations et des deux langues ont beaucoup de points communs, des termes similaires ont même été utilisés. Même le grand philosophe Francis Fukuyama, l'auteur de *La fin de l'histoire et du Dernier Homme*, écrit qu'il y a de nombreuses similitudes dans le récit utilisé contre la Macédoine et l'Ukraine et le déni des Macédoniens et des Ukrainiens.

La valeur fondamentale de la démocratie est que les gens décident pour eux-mêmes de ce qu'ils sont. Il s'agit d'un progrès, un acquis de civilisation et aucune guerre ou blocus ne pourra le faire cesser.

Par conséquent, je peux dire librement aux Macédoniens que notre combat et notre destin sont très similaires à ceux des Ukrainiens. C'est pourquoi nous devons les soutenir de tout notre cœur. Nous sommes petits. Nous ne pouvons pas faire grand-chose, mais le moindre soutien signifie beaucoup dans ce tourbillon de la guerre. Le peuple macédonien a toujours été du bon côté de l'histoire. Nous serons du côté de la vérité dans cette crise, cette agression militaire, et cette souffrance et ce malheur qui arrivent en Ukraine.

L'Ukraine gagnera cette route et la démocratie gagnera.

Merci beaucoup.

**M. Tiny KOX (Pays-Bas, GUE, Président de l'Assemblée):** Merci, Monsieur Aleksandar NIKOLOSKI.

Le prochain sur notre liste d'orateurs est Lord David BLENCATHRA, du Royaume-Uni.

Lord David BLENCATHRA, vous avez la parole.

**Lord David BLENCATHRA (Royaume-Uni, CE/AD):** Merci, Monsieur le Président.

Ce Conseil devrait avoir honte, mais il a maintenant une chance de se racheter.

Nous devrions avoir honte car lorsque la Russie a envahi la Géorgie en 2008, l'ensemble du monde occidental n'a rien fait. Cette organisation n'a rien fait. Ce fut le premier grand feu vert donné à Vladimir Poutine pour faire ce qu'il voulait. Vladimir Poutine s'est ensuite emparé de la Crimée et de deux provinces de l'est de l'Ukraine et nous n'avons rien fait.

Lorsque la Russie a quitté le Conseil de l'Europe, qu'avons-nous fait ? Nous sommes allés les voir avec notre sébile et les avons invités à revenir. Je suis fier de dire que l'ensemble de la délégation britannique s'y est opposée.

Pourquoi avons-nous repris la Russie ? Était-ce pour de hautes raisons morales ? Non. C'était pour mettre la main sur l'argent sale russe. Nous étions aussi mauvais à l'époque que les entreprises qui commercent avec la Russie aujourd'hui.

Mais nous pouvons maintenant nous racheter en partie. Nous avons aujourd'hui devant nous notre propre solution, qui est bonne, mais qui devrait être renforcée. La Russie mène une guerre totale contre l'Ukraine en utilisant les tactiques soviétiques standard de destruction massive des infrastructures civiles, de pertes massives de civils et de destruction complète de tout, de sorte que les survivants soient obligés de se rendre.

Par conséquent, il ne faut pas demander à la Russie de partir en tant qu'organisation, il faut l'expulser le plus rapidement possible. Mais bien sûr, cela ne sauvera pas l'Ukraine. Seule la destruction complète des forces de la Russie en Ukraine fonctionnera. La Russie doit être battue militairement et être vue comme telle.

Nous avons besoin d'une résolution qui appelle tous les pays occidentaux à intensifier immédiatement les fournitures et les livraisons de toutes les armes disponibles aux forces de défense ukrainiennes afin qu'elles puissent détruire les avions, l'artillerie et les chars russes, ainsi que leur chaîne logistique. Il devrait être modifié pour indiquer que toute l'aide sera apportée aux forces de défense ukrainiennes pour vaincre la Russie.

Nous ne devons pas céder au chantage de la menace oblique de guerre nucléaire proférée par Vladimir Poutine. Devons-nous alors prendre peur et laisser l'Ukraine se faire détruire ?

De même, chers collègues, nous devons nous garder des faux cessez-le-feu et des faux pourparlers de paix. Je crains de ne faire confiance à aucun autre pays pour négocier un cessez-le-feu avec Vladimir Poutine, en particulier le président Macron et ses longues discussions avec Poutine. Si la Russie accepte un cessez-le-feu, c'est parce qu'elle sent qu'elle a mis ses bottes sur le cou de l'Ukraine. La Russie ne fera taire ses armes que lorsque l'Ukraine sera vaincue. Je veux que tous les canons se taisent, mais seulement lorsqu'il ne restera plus un seul système d'armement russe intact pour tirer des obus et des missiles.

Aujourd'hui, certains membres de ce Conseil affirment que notre mandat se limite aux droits de l'homme, à la démocratie et à l'État de droit, et non à la sécurité européenne. Chers collègues, je crains que ce ne soit une absurdité absolue. Il n'y a pas d'État de droit, il n'y a pas de droits de l'homme, il n'y a pas de démocratie si nous laissons un pays en détruire un autre illégalement et commettre un génocide.

Nous résoudrons la crise humanitaire et des réfugiés non pas en faisant sortir les Ukrainiens d'Ukraine, mais en faisant sortir la Russie d'Ukraine et en ramenant les Ukrainiens dans leur patrie. La paix vient de la victoire. Aidons l'Ukraine à remporter la victoire.

*Slava Ukraini !*

**M. Tiny KOX (Pays-Bas, GUE, Président de l'Assemblée):** Merci beaucoup, David.

Je donne maintenant la parole à M. Pedro BACELAR DE VASCONCELOS, du Portugal.

Pedro, vous avez la parole.

**M. Pedro BACELAR DE VASCONCELOS (Portugal, SOC):** Merci beaucoup, Monsieur le Président.

C'est ma dernière intervention en tant que membre de cette Assemblée parlementaire. Je regrette que cela arrive dans des circonstances aussi tragiques.

Bien entendu, nous soutenons pleinement le projet de résolution proposé par la commission des affaires politiques et de la démocratie. La principale urgence est d'aider les victimes à obtenir un cessez-le-feu effectif, de sécuriser les couloirs humanitaires et de reprendre un engagement sérieux des parties concernées dans des conversations de paix.

L'invasion russe a été vue dans le monde entier par nos médias avec un détail et un réalisme inégalés. Ceux-ci ont placé une forte condamnation de cette agression militaire et une solidarité passionnée avec le peuple ukrainien. Cela donne de l'espoir, la solidarité avec les victimes ukrainiennes devrait signaler une nouvelle prise de conscience de la nécessité absolue de condamner toute tentative de résoudre ce conflit ou tout autre par le recours à la force.

Nous avons perdu l'extraordinaire opportunité offerte par l'extinction pacifique de l'Union soviétique et du Pacte de Varsovie il y a 30 ans. Le monde évolue désormais vers un équilibre polycentrique des pouvoirs dans lesquels les peuples européens doivent faire preuve d'audace et affirmer une autonomie stratégique pour

promouvoir les valeurs qui, depuis la défaite du fascisme et du nazisme en 1945, ont conquis un prestige et un solide respect de la part de toute la communauté internationale : la démocratie, les droits de l'homme et l'État de droit.

L'obsolescence du pacte militaire actuel est devenue notoire. Nous devons résister aux appels à des investissements croissants dans l'industrie militaire et à la mise en place d'un nouveau système de sécurité. Les budgets nationaux doivent atténuer les inégalités qui se creusent dans nos sociétés démocratiques et favoriser une coopération générale entre les pays riches et les pays pauvres. L'autonomie stratégique de l'Europe exige définitivement l'apologie officielle du désarmement universel et la destruction de toutes les armes nucléaires. Nous accueillons avec enthousiasme les sanctions contre les oligarques russes, bien conscients qu'ils sont nés avec la complicité de l'Occident, et nous devons également promouvoir une transparence plus stricte dans les transactions financières mondiales, notamment sur les paradis fiscaux et interdire les services offerts par un système bancaire déréglementé aux criminels internationaux notoires.

Les violations systématiques du droit international public ont augmenté de façon étonnante partout au cours des 30 dernières années. Il est urgent de mettre en place un nouveau système de sécurité pour prévenir les guerres, améliorer la coopération en matière de développement durable et garantir la qualité des droits fondamentaux.

Les armes ou le recours à la force ne peuvent promouvoir la démocratie et la dignité humaine.

Je termine.

Le Conseil de l'Europe doit assumer une position plus efficace avec des instruments effectifs pour contrôler les démocraties, pour dénoncer et poursuivre les violations des droits de l'homme. Le monde n'est pas noir et blanc - au contraire, il est vivement coloré par la diversité humaine et trop grand et trop riche pour accepter la soumission à des ambitions impérialistes.

Merci beaucoup, Monsieur le Président, mon seul souhait est la paix.

**M. Tiny KOX (Pays-Bas, GUE, Président de l'Assemblée):** Merci beaucoup, M. Pedro BACELAR DE VASCONCELOS.

Je vous ai accordé quelques secondes de plus car vous avez indiqué que cela pourrait être votre dernier discours ici.

Merci beaucoup d'avoir été avec nous ces dernières années.

J'appelle maintenant au débat M. Franz Leonhard ESSL, d'Autriche.

Vous avez la parole.

**M. Franz Leonhard ESSL (Autriche, PPE/DC):** Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

Tout d'abord, un message à notre délégation ukrainienne et surtout à la population ukrainienne : vous avez notre soutien.

Oui, mesdames et messieurs,

Il est vrai qu'au sein du Conseil de l'Europe, nous discutons depuis huit ans des relations avec la Russie, car celle-ci a déjà enfreint le droit international en occupant la Crimée. J'étais et je suis toujours d'avis que le Conseil de l'Europe doit être l'organe et le lieu où nous pouvons résoudre les conflits par le dialogue et de manière pacifique.

Malheureusement, la Russie n'a pas mené ce dialogue avec le sérieux nécessaire dans le passé, non ; la Russie n'a pas mis fin à l'agression, elle a au contraire renforcé l'agression. Les dirigeants russes utilisent désormais la force armée contre l'intégrité d'un État indépendant, contre l'Ukraine, détruisent les infrastructures, et donc les bases de la vie, et tuent des personnes – aussi bien des civils que des soldats.

Il est de notre devoir de nous opposer clairement et sans équivoque à cela, nous le faisons aujourd'hui avec une grande unité.

Il s'agit de solidarité avec le peuple ukrainien, mais il ne s'agit pas seulement de cette solidarité. En effet, cette agression n'est pas seulement dirigée contre l'Ukraine, mais elle est dirigée contre notre système social, où la démocratie, l'État de droit et les droits de l'homme sont des valeurs fondamentales indispensables.

C'est pourquoi nous condamnons fermement cette agression. Ici, au Conseil de l'Europe, nous ne le faisons pas par la force des armes, mais avec détermination et unité sur les questions de droit international ; et l'Europe le fait aussi avec les sanctions économiques.

Oui, mesdames et messieurs,

Le comportement de la Russie a uni l'Europe, et pas seulement l'Europe, mais aussi l'Assemblée générale des Nations unies, qui a condamné à une majorité écrasante, par 141 voix contre 5, l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Faisons donc front commun ici et aujourd'hui – contre la dictature et contre la guerre. Soyons unis ici et aujourd'hui pour la démocratie et la liberté. Votons pour l'exclusion de la Russie, votons pour une vie de liberté et de paix, soutenons les personnes qui souffrent en Ukraine et soutenons également les personnes qui se battent pour la démocratie en Russie.

C'est peut-être là la clé d'un avenir de paix.

**M. John HOWELL (Royaume-Uni, CE/AD, Président de l'Assemblée):** Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à Mme Lesia VASYLENKO.

**Mme Lesia VASYLENKO (Ukraine, ADLE):** Chers collègues,

D'habitude j'écris des discours très détaillés que je lis. Aujourd'hui, j'ai également pris quelques notes mais je ne pense pas que j'en aurai besoin. Je vais parler des 20 derniers jours. Je vais témoigner des atrocités qui se sont produites et se produisent encore au milieu de l'Europe après que la Russie a intensifié son agression contre l'Ukraine à une échelle sans précédent.

Je parlerai de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.

Cependant, ces termes juridiques, ces mots, ne rendent pas justice et ne rendront jamais justice à Tanya, une fillette de huit ans morte de déshydratation dans la ville assiégée de Marioupol. Sa mère a été tuée par une attaque de missiles et Tanya est restée sans une goutte d'eau pendant six jours dans les sous-sols de Marioupol.

Ces termes, ces termes juridiques et ces mots secs ne rendront jamais justice au bébé Amir, qui n'a vécu que 39 jours de sa vie, car les bébés ne sont pas censés vivre dans des sous-sols où il fait 13 degrés.

Ces mots et ces termes secs ne rendront jamais justice à Polina, une fillette de dix ans qui a été abattue à bout portant en plein Kiev, sa ville natale, avec ses parents, laissant son petit frère et sa petite sœur survivre et se réveiller dans un service d'urgence pour se rendre compte qu'ils sont orphelins.

La Russie mène une guerre d'extermination du peuple ukrainien, des 44 millions d'Ukrainiens. Poutine ne veut pas d'une Ukraine indépendante. Pour cette raison, il est prêt à faire n'importe quoi.

Il a déjà rasé une ville de 100 000 habitants : Volnovakha. Cette ville n'existe plus. C'est fini. Oubliez-la. Elle a cessé d'exister il y a deux jours.

Poutine vise les plus vulnérables des vulnérables. Il frappe les maternités, il frappe les hôpitaux pour cancéreux, il frappe les hospices pour enfants aveugles, c'est l'information que j'ai reçue il y a juste deux heures. Et pourquoi ? Pour quoi faire ?

Vous savez, j'ai adressé ceci à tous les parents qui sont ici. J'imagine que vous êtes tous des parents. Pouvez-vous imaginer ce que c'est que de ne pas pouvoir dire bonne nuit à votre enfant, ou de ne pas savoir quand vous pourrez l'embrasser la prochaine fois, votre fille ou votre fils ? C'est douloureux.

Je peux vous le dire, car je suis mère de trois enfants. Mon plus jeune bébé a 9 mois. Un de mes enfants plus âgés m'a demandé : « Maman, quand est-ce qu'on te reverra ? Pourquoi on est ici et toi là ? » Je n'ai rien à leur dire. Je n'ai pas la réponse. Parce que vous savez quoi ? Seul Poutine a la réponse à ça.

L'incertitude tue.

Quand je faisais le choix de me séparer de mes trois enfants, je faisais ce choix pour qu'ils vivent. Parce que je leur ai donné la vie à vivre. Je me battrais pour leur vie.

Je vous invite tous, dans cette Assemblée, à faire ce que vous pouvez, mais aussi à demander à vos gouvernements de soutenir l'Ukraine. Mais vraiment aux côtés de l'Ukraine. Pour le bien de la démocratie, pour le bien d'une nation de 44 millions d'habitants, mais aussi pour le bien de votre peuple, que vous représentez. Parce que si l'Ukraine tombe, l'Europe tombera, et le monde tombera. Ce ne sont pas que des mots pour faire de l'effet. C'est la vérité.

Nous avons des installations dangereuses sur le territoire de l'Ukraine. Nous sommes un partenaire responsable qui vous dit de manière responsable que nous sommes incapables de protéger notre ciel et notre territoire sans aide. C'est ce que nous vous demandons.

Je vais terminer. Je veux juste dire six mots que nous devons tous faire et sur lesquels nous devons nous concentrer pour que l'Europe et le monde soient un lieu de vie sûr pour tous. Six mots qui commencent par *D*.

Nous devons aider la Russie et les Russes à se démilitariser, se dé-propagandiser, se dé-poutiniser, se dénucléariser, se démocratiser et se déstaliniser. C'est tout. Ce sont les six *D* sur lesquels nous devons concentrer nos efforts communs pour que nos enfants puissent écouter, non pas les missiles, les roquettes, les bombes et les tirs d'obus, mais le chant des oiseaux, et qu'ils puissent grandir dans un bel avenir.

Merci et gloire à l'Ukraine.

**M. John HOWELL (Royaume-Uni, CE/AD, Président de l'Assemblée):** Merci, Madame Lesia VASYLENKO.

Maintenant M. Bjarni JÓNSSON.

**M. Bjarni JÓNSSON (Islande, GUE):** Monsieur le Président,

L'Europe est unie et choquée alors que la guerre fait rage en Ukraine et que des vies innocentes sont perdues chaque jour, que des communautés et des familles sont déchirées, que des enfants sont privés de l'avenir dont ils rêvent.

Nos pensées vont aux personnes innocentes qui souffrent en Ukraine et à celles qui sont déplacées et cherchent un abri. L'horrible invasion a déjà eu des conséquences dévastatrices.

J'exprime ma profonde tristesse face à l'évolution de la situation que nous voyons empirer de jour en jour. L'Islande condamne fermement l'invasion russe en Ukraine.

Cette guerre d'agression est une violation manifeste du droit international et un sinistre rappel d'un passé que la plupart d'entre nous pensaient ne jamais voir se répéter.

Nous devons réagir fermement et faire davantage pour répondre au besoin urgent et croissant d'aide humanitaire en Ukraine et dans les pays voisins où les réfugiés cherchent refuge. En outre, l'Europe doit accueillir les réfugiés sans discrimination et sans hésitation, au cours d'une crise humanitaire qui évolue rapidement.

Alors que nous devons faire face à la tragédie qui se déroule en Ukraine, causée par l'invasion horrible des forces russes, avec force et sagesse, nous devons non seulement assurer la paix en Europe pour les temps à venir, mais aussi maintenir la paix et l'unité pour résoudre les menaces mortelles qui pèsent sur la planète en raison du changement climatique, pour cimenter et protéger les fondements des droits de l'homme auxquels cette Assemblée tient tant, et pour protéger et nourrir ce qui fait de nous des êtres humains, sans jamais perdre de vue l'importance de l'unité et de la paix.

Ce jour est historique pour le Conseil de l'Europe. Nous sommes unis pour condamner de la manière la plus ferme cette effroyable agression d'un État contre un autre, un acte qui aura des conséquences terribles pour les agresseurs.

Nous appelons les dirigeants russes à cesser immédiatement leur action militaire et à retirer leurs troupes d'Ukraine pour être une nation parmi les nations et mériter d'être membre de cette Assemblée. Tant qu'ils ne le feront pas, ils n'ont pas leur place au Conseil de l'Europe.

Calmes et fermes, nous devons façonner notre chemin commun pour un avenir pacifique et ne jamais cesser d'avoir de l'espoir pendant les nuits les plus sombres.

**M. John HOWELL (Royaume-Uni, CE/AD, Président de l'Assemblée):** Merci beaucoup.

Nous passons maintenant au Mexique et à M. Éctor Jaime RAMÍREZ BARBA.

**M. Éctor Jaime RAMÍREZ BARBA (Mexique)\*:** Monsieur le Président,

Le parti Action nationale et l'institution humaniste qui est née il y a 83 ans croit en des principes comme le bien commun, la dignité des personnes humaines, la solidarité et la subsidiarité.

Nous croyons en la lutte pour la liberté, la démocratie, l'État de droit et les droits de l'homme.

Au nom de notre Parti d'action nationale, et des millions de Mexicains que nous représentons, nous sommes venus dire dans cette Assemblée parlementaire que nous condamnons fermement l'invasion russe en Ukraine. Nous répudions l'imposition autocratique de la force qui a écrasé la raison et les lois aux yeux du monde entier, causant souffrance, douleur et la perte de milliers de vies.

Nous avons projeté le drapeau ukrainien sur le siège de notre parti à Mexico comme un geste affirmatif de fraternité et de solidarité avec le peuple ukrainien.

Notre leader national, Marko Cortés Mendoza, a créé des espaces de dialogue avec le corps diplomatique ukrainien au Mexique, exprimant son rejet de l'offensive sans précédent et non diplomatique contre le territoire souverain ukrainien. Il a exprimé les mesures que notre parti exige du gouvernement mexicain, du congrès et d'autres espaces, jusqu'à ce que les atrocités commises par le gouvernement de Vladimir Poutine cessent.

Il est temps d'être décisif. Le Mexique ne doit pas jouer sur le flou dissimulé de la neutralité sous le principe mal compris de la non-intervention. Au sein de l'ONU, notre pays a adopté une position énergique, votant à l'Assemblée pour condamner la Russie d'une part, et appelant, avec la France, à analyser la situation humanitaire en Ukraine d'autre part.

Le Mexique a également exigé la fin des hostilités, la protection de la population civile et l'application du droit humanitaire international. Nous demandons au gouvernement, aux entreprises et à la société civile de faire tout ce qui est possible pour favoriser le retour à la paix, ce qui est leur devoir légal, éthique et moral.

Entre autres mesures, nous avons demandé de suspendre toutes les activités commerciales et économiques avec la Russie, les vols Aeroflot et charter à destination de notre pays, tous les programmes d'échange et les projets de toutes sortes. Nous avons demandé d'envoyer de l'aide humanitaire, et d'accueillir nos frères ukrainiens, y compris les femmes, les enfants et la population vulnérable jusqu'à ce qu'ils puissent retourner dans leur pays.

La population russe souffre également. Nous espérons que ces tourments prendront bientôt fin.

Enfin, nous voulons vous exprimer, à vous, le Conseil de l'Europe, notre admiration et notre respect pour l'attitude solidaire, humanitaire et empathique face à ce sinistre événement agressif.

Vive l'Ukraine et vive le Conseil de l'Europe.

Je vous dirai qu'au Mexique, nous avons notre propre lutte pour renverser la dictature du président populiste Lopez Obrador, qui a sapé la démocratie, l'État de droit, les droits de l'homme, la liberté d'expression, la sécurité et l'économie de notre grande nation.

Une accolade fraternelle au peuple ukrainien. Le Mexique est avec vous.

**M. John HOWELL (Royaume-Uni, CE/AD, Président de l'Assemblée):** Merci.

La parole est maintenant à M. Pierre-Alain FRIDEZ.

**M. Pierre-Alain FRIDEZ (Suisse, SOC):** Merci, Monsieur le Président.

Je suis arrivé à Strasbourg plein d'émotion, voilà quelques années. Entrer dans le temple des droits de l'homme, dans ce haut lieu qui avait vu l'ensemble des pays européens – hormis le Bélarus – s'unir pour construire une Europe de la paix, du respect des droits de l'homme et de la démocratie, avec l'idée sous-jacente fondatrice : plus jamais cela, plus jamais de guerre qui déchire notre continent.

J'ai longtemps cru au dialogue avec la Russie, à la coexistence pacifique et, aujourd'hui, j'ai de la peine à réaliser l'ampleur des terribles événements qui frappent nos amis ukrainiens. Je suis dévasté.

J'ai participé à l'évaluation des élections en Russie en septembre dernier, évaluation par observation car nous n'étions que cinq parlementaires présents, donc en incapacité de mener une réelle observation. En raison de la pandémie, les Russes ont réduit unilatéralement à 10 au lieu de 40 la composition de la délégation de notre Assemblée et à 50 au lieu de 500 celle de l'OSCE et de l'ODIHR, empêchant de fait, dans cet immense pays, un déploiement suffisamment important pour évaluer correctement la procédure électorale. Aussi, l'OSCE et l'ODIHR ont renoncé et nous y sommes allés à cinq.

L'argument russe selon lequel il était risqué de faire venir 500 observateurs – au vu de la pandémie – est risible, dans un pays qui s'étend de Saint-Petersbourg à Vladivostok, surtout que, parallèlement, un grand nombre d'observateurs complaisants, amis déclarés de la Russie de Poutine, étaient présents. Nous avons pu constater que le système électoral russe ne donnait de loin pas une chance égale à tous les candidats et que nombre de personnes taxées d'agents de l'étranger voyaient leurs droits bafoués en raison d'une loi électorale révisée. On a également observé la partialité des médias, un système de vote par Internet suspect, une réduction des moyens de contrôler les urnes alors que le vote s'étendait sur 72 heures et que les conditions de campagne ne respectaient de loin pas nos standards.

Lors du Bureau de notre Assemblée à Rome, en novembre dernier, j'ai pu dire à M. Tolstoy, qui se targuait du fait que ces élections avaient été exemplaires, que son pays pratiquait une version revisitée de la démocratie. Le formalisme démocratique, cela a le goût ou la couleur de la démocratie mais ce n'est pas de la démocratie. D'autres appellent cela une démocratie.

Les mensonges et déformations de la vérité continuent – un sport national au Kremlin. Qui pourra croire que ce sont les Ukrainiens qui violent systématiquement les droits de l'homme dans leur pays et que leur valeureux Président Zelensky souhaite utiliser les armes chimiques ?

Le peuple ukrainien paie chèrement sa situation hors de la zone d'influence de l'OTAN et près d'une puissance militaire qui tient en respect le monde occidental avec la menace de l'arme nucléaire. Mais la Russie est une puissance militaire pauvre qui va s'épuiser face à l'héroïque résistance du peuple ukrainien.

Deux autres pays sont privés également du parapluie de l'OTAN : la Géorgie et la République de Moldova. Co-rapporteur pour la République de Moldova, je crains que Poutine ne souhaite pousser son offensive jusqu'à la Transnistrie, où stationne une armée russe, et qu'il ne menace la République de Moldova.

Alors, soyons solidaires avec l'Ukraine, la République de Moldova et la Géorgie, et votons pour l'instant l'exclusion de la Russie.

**M. John HOWELL (Royaume-Uni, CE/AD, Président de l'Assemblée):** Merci, Monsieur Pierre-Alain FRIDEZ.

Nous passons maintenant à la Bulgarie et à Mme Ekaterina ZAHARIEVA.

J'espère avoir prononcé votre nom correctement.

**Mme Ekaterina ZAHARIEVA (Bulgarie, PPE/DC):** Merci Président, Ekaterina est suffisant.

Chers Collègues,

Je crois que nous avons tous vu aux informations les conséquences de la guerre russe en Ukraine. Dans mon pays, la Bulgarie, nous pouvons voir et ressentir la guerre car des milliers de personnes sont déjà venues chercher un abri. Ces mères et ces enfants qui fuient leur maison nous racontent des histoires d'horreur et d'atrocités inhumaines.

Je suis fière que les Bulgares de tout le pays aient offert leur hospitalité et montré qu'ils sont les dignes descendants de ces Bulgares ordinaires qui ont sauvé notre population juive pendant la Seconde Guerre mondiale.

Nous félicitons également le peuple ukrainien pour l'immense courage dont il a fait preuve en défendant son pays et nos valeurs communes de liberté et de démocratie. Nous ne devons pas les laisser seuls. Nous devons agir maintenant et leur fournir toute l'aide possible. Je le répète : toute l'aide possible. Humanitaire, médicale, militaire.

Même avant l'agression militaire, Moscou avait déjà un long passé de violation du droit international et des droits de l'homme. Maintenant, nous voyons aussi comment la Russie commet des crimes de guerre – elle tire des bombes à fragmentation sur la population civile. Nous voyons leurs missiles frapper des maisons civiles, des écoles, des hôpitaux, des maternités, des jardins d'enfants, etc.

Le régime de Poutine a également écrasé toutes les personnes qui s'opposent à cette agression sanglante dans son propre pays.

La guerre d'agression non provoquée et injustifiée de la Russie contre l'Ukraine viole grossièrement le droit international. La guerre de Poutine ne peut être arrêtée qu'en augmentant la pression sur le Kremlin par tous les moyens possibles : par des sanctions économiques et politiques sévères.

C'est pourquoi nous devrions aujourd'hui demander explicitement l'expulsion immédiate de la Fédération de Russie du Conseil de l'Europe, comme le prévoit l'article 8.

*Slava Ukraini !*

**M. John HOWELL (Royaume-Uni, CE/AD, Président de l'Assemblée):** Merci beaucoup.

Nous passons maintenant en ligne à M. Harald WEYEL, d'Allemagne.

**M. Harald WEYEL (Allemagne, CE/AD):** Oui, merci beaucoup, Monsieur le Président,

Je souhaite exprimer ici mes salutations, mes condoléances et ma compassion pour le peuple ukrainien - pour tous les groupes ethniques qui sont victimes des combats, de l'agression armée de la Russie.

Hier, lorsque j'ai quitté l'extrémité Ouest de l'Allemagne, à Cologne, pour me rendre à l'extrémité Est, à Berlin, la première chose que j'ai vue en sortant de la gare centrale était une grande tente sur laquelle était écrit : « Bienvenue aux Ukrainiens », également en lettres cyrilliques. Je ne sais pas si c'était de l'ukrainien ou du russe, cette inscription. Il y avait aussi des bus qui transportaient les personnes arrivant ici à la gare centrale vers les centres d'accueil.

La volonté de l'Allemagne de venir en aide est grande et se justifie pleinement ; nous sommes très favorables à ce que l'hébergement fonctionne à court terme, si possible. Nous soutenons également les pays voisins immédiats et nous sommes nous-mêmes prêts à accueillir les réfugiés. Je voudrais toutefois ajouter un point : il n'est pas acceptable que, dans le cadre de cette évolution, les citoyens non ukrainiens non autorisés, c'est-à-dire les personnes qui passent par le Bélarus et la Pologne pour se présenter ici en tant que soi-disant réfugiés, prennent la place des véritables réfugiés, des femmes, des enfants, des hommes âgés, des malades, et c'est pourquoi nous soutenons fermement le fait que la Pologne veille à la frontière à ce que des personnes non autorisées ne puissent pas entrer ici.

Nous verrions les choses de la même manière, si cela venait de notre gouvernement. Je sais par exemple que l'ambassadeur du Maroc en Ukraine a laissé partir les étudiants marocains. Et on devrait faire de même avec tous ceux qui ne sont pas autorisés. Néanmoins, je voudrais aussi demander plus de réflexion pour les perspectives d'avenir. L'UE n'est pas un contrat sans obligation. On n'a pas tout obtenu sur le plan économique lorsqu'on est dans l'Union européenne, et on n'a pas non plus de sécurité supplémentaire.

Il en va de même, je le crains, pour l'adhésion à l'OTAN. L'OTAN peut certes, sous certaines conditions, protéger les États non-membres, être dans une certaine mesure une assurance de sécurité ; mais elle n'est pas une garantie de sécurité contre ses propres membres. Et je voudrais évoquer le conflit entre la Turquie et la Grèce, ou Chypre, membres de l'OTAN. Une note particulière dans l'histoire est le fait que Chypre ne peut pas mettre en service les systèmes de défense antiaérienne russes S-300 parce que la Turquie menace d'agir militairement. Être dans l'OTAN n'est pas une assurance complète, même contre ses propres membres. Il en va de même pour l'UE.

Je vous remercie et vous souhaite bonne chance.

**M. John HOWELL (Royaume-Uni, CE/AD, Président de l'Assemblée):** Merci.

Je donne la parole à Mme Nerea AHEDO.

**Mme Nerea AHEDO (Espagne, ADLE)\*:** Je m'exprime en espagnol.

Je serai très bref car beaucoup de choses ont déjà été dites, et c'est une question qui me semble très importante. Il s'agit de démontrer le soutien unanime du Conseil à l'Ukraine.

Tout d'abord, nous devons montrer notre condamnation la plus énergique de l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine.

Deuxièmement, notre soutien total pour soutenir l'Ukraine et notre solidarité totale à la fois avec ceux qui sont à l'intérieur de l'Ukraine aujourd'hui, défendant et luttant pour leur pays, ainsi que ceux qui ont été obligés de partir. Solidarité avec les réfugiés et nous devons leur accorder une attention intégrée adéquate.

Je comprends également que nous devons mettre en place des mécanismes de coresponsabilité entre les pays et, en outre, des mécanismes de responsabilité qui ne soient pas simplement destinés à cette crise spécifique. Les pays frontaliers ne peuvent pas être les seuls responsables de la gestion de la crise. Si quelque chose se passe à nos frontières méridionales, lorsque des personnes fuient d'autres formes de guerre ou de persécution, la répartition n'est pas toujours aussi solidaire que nous pourrions le souhaiter.

Cette guerre affecte terriblement et directement l'Ukraine, mais elle affecte aussi le peuple russe qui vit sous un régime répressif qui ne respecte pas les droits et les libertés. Je pense que nous sommes tous d'accord, et nous en sommes tous conscients : elle nous affecte tous. Ce qui est triste, c'est que nous ne l'avons pas vu venir.

Cette guerre, en plus des conséquences humanitaires qui sont déjà plus que claires, a des conséquences économiques et géopolitiques. Cette guerre est, je pense, importante même pour notre conception de l'Europe dans le monde. Elle aura à voir avec la culture de la paix ; la résolution des conflits par le dialogue et la négociation ; la défense des droits et des libertés, de la démocratie et du droit.

Cette guerre change l'ordre du monde. Il y aura une déstabilisation qui nous affectera tous absolument. Donc, j'ai déjà dit qu'il y aura des conséquences pour tout le monde et je pense que ce que nous devons faire ici, c'est de bien réfléchir pour être prêts à considérer cette attaque contre l'Ukraine comme inacceptable, ainsi que cette attaque contre nos valeurs européennes.

Nous sommes également conscients que les sanctions auront un effet, mais nous ne savons pas quand. Nous devons réfléchir, en attendant que l'effet réel se fasse sentir, à ce que nous pouvons faire ici, au Conseil. Nous devons prendre une décision qui aura également des conséquences.

Nous devons avancer avec prudence. Tout ce que nous ferons nécessitera de la prudence. Prudence ne signifie pas inaction ou manque de fermeté. L'action humanitaire doit être apportée à la situation de manière énergique. Nous devons envoyer un message clair au gouvernement russe et ne pas oublier les citoyens russes et surtout...

**M. John HOWELL (Royaume-Uni, CE/AD, Président de l'Assemblée):** Merci beaucoup.

Passons tout de suite à Mme María FERNÁNDEZ.

Est-ce que Mme María FERNÁNDEZ est en ligne ?

**Mme María FERNÁNDEZ (Espagne, SOC)\*:** Merci, Monsieur le Président.

Depuis l'Espagne, je voudrais tout d'abord exprimer les regrets des Espagnols pour les pertes de vies humaines en Ukraine.

Nous souhaitons exprimer notre plus ferme condamnation de cette invasion injustifiée et irrationnelle de l'Ukraine par la Russie, qui met en danger la stabilité et la paix en Europe et dans le monde. Le peuple espagnol apporte son soutien total au peuple ukrainien et exprime son soutien à la souveraineté nationale de l'Ukraine sur l'ensemble de son territoire national. Nous voulons exprimer notre admiration et notre respect pour la détermination avec laquelle ce peuple lutte pour sa liberté et son indépendance.

L'Espagne est un pays épris de paix, membre du Conseil de l'Europe, qui défend les valeurs démocratiques, la liberté et le respect des droits fondamentaux ainsi que l'État de droit. C'est pourquoi le peuple espagnol est profondément ému lorsqu'il voit des personnes lutter pour leur liberté.

Le président Poutine ne va pas porter atteinte à l'unité de l'Union européenne dont les valeurs fondamentales sont ce qu'elles sont et ne peuvent être soumises à un régime totalitaire comme celui de la Russie.

Cette attaque de Poutine est une violation flagrante du droit international. Il foule aux pieds la Charte des Nations Unies et foule également aux pieds le Conseil de l'Europe et l'Union européenne, qui l'ont menée à la paix et à la prospérité.

Définir les frontières européennes par la force, voilà ce que l'on tente de faire ici. Il s'agit essentiellement de renforcer l'Union européenne, de renforcer nos valeurs et nos principes, et notre façon de comprendre le monde dans lequel nous vivons.

Pour ces raisons, l'Espagne exige de Poutine qu'il cesse immédiatement et inconditionnellement son agression contre l'Ukraine, qu'il retire ses forces militaires du territoire ukrainien et qu'il revienne au dialogue et au respect du droit international.

Nous soutenons entièrement la réponse immédiate et coordonnée de l'Union européenne, ainsi que l'idée que la Russie mette fin à ses attaques contre l'Ukraine. De plus, nous soutenons la protection de la communauté internationale pour les réfugiés ukrainiens. Nous admirons la générosité et l'attitude des pays voisins qui accueillent chaque jour des milliers de réfugiés ukrainiens. Nous avons besoin du soutien total de la communauté internationale pour l'Ukraine, car elle défend sa sécurité et le droit, et la consolidation démocratique.

Il est nécessaire que cette situation sans précédent au sein du Conseil de l'Europe soit résolue par la décision immédiate et unanime d'expulser la Russie pour son manque de soutien aux valeurs fondamentales de cette institution.

Nous souhaitons donc soutenir toutes les actions visant à mettre fin au conflit et les pétitions de l'Assemblée parlementaire à cette fin.

**M. John HOWELL (Royaume-Uni, CE/AD, Président de l'Assemblée):** Merci beaucoup.

Maintenant, Mme Boriana ÅBERG.

**Mme Boriana ÅBERG (Suède, PPE/DC):** Monsieur le Président, Chers Collègues,

J'ai honte, j'ai terriblement honte de ce qui se passe en Ukraine, de ce que nous laissons la Russie faire à l'Ukraine.

Ce qui se passe actuellement en Ukraine est incompréhensible. Que ce génocide d'Ukrainiens puisse se produire dans notre société civilisée, malgré toutes les leçons que nous a données l'histoire, est incompréhensible.

D'où vient ce mépris total envers tout ce que représente notre civilisation, envers tout ce que représente le Conseil de l'Europe ? Quel genre de personnes sont-elles pour bombarder des jardins d'enfants et des hôpitaux, pour tirer intentionnellement sur des enfants et leurs mères ?

Que cette malveillance puisse exister est insondable. J'espère sincèrement que les honnêtes gens de Russie se réveilleront et se débarrasseront de leur cruel dictateur Poutine – pour se débarrasser du régime qui considère ses citoyens comme des serfs, qui envoie des jeunes hommes non préparés tuer des innocents de l'autre côté de la frontière. Une cruelle machine de guerre qui va jusqu'à faire venir des crématoriums mobiles pour ne pas avoir à ramener les morts chez eux. Pour priver leurs mères de la possibilité de voir leurs fils morts une dernière fois. Le régime russe a industrialisé le meurtre. À la fois de leurs voisins et des leurs.

Non, la Russie n'a pas sa place au Conseil de l'Europe. C'était une erreur d'accorder une fois l'adhésion à la Russie, c'était une erreur d'accorder encore et encore des concessions – après la Transnistrie, après la Géorgie, après la Crimée. Si on n'arrête pas Poutine maintenant, il ne s'arrêtera pas. Nous devons nous demander qui sera le prochain. Les pays baltes ? La Pologne ? La Suède ?

Chers Collègues, nous devons soutenir l'Ukraine de toutes les manières possibles, car les Ukrainiens se battent aussi pour notre liberté.

Chers Ukrainiens, votre courage a suscité l'admiration du monde entier. Nous sommes avec vous. Et nous vous aiderons à reconstruire l'Ukraine.

*Slava Ukraini !*

**M. John HOWELL (Royaume-Uni, CE/AD, Président de l'Assemblée):** Merci beaucoup.

Maintenant, M. Norbert KLEINWÄCHTER.

Il est en ligne, n'est-ce pas ?

**M. Norbert KLEINWÄCHTER (Allemagne, CE/AD):** Monsieur le Président, je remercie le Comité des présidents, notamment pour avoir rendu possible ce débat et cette session aujourd'hui, ainsi que le rapporteur et le personnel qui ont présenté cet excellent rapport.

Nous devrions envoyer un signal fort ce soir avec un vote unanime à la Russie. Et chers collègues, nos cœurs et nos prières vont à l'Ukraine et au peuple ukrainien qui pleure ses proches décédés, qui pleure la perte de son foyer, qui défend le seul et unique foyer qu'il possède.

Ce conflit est une guerre d'agression atroce et méprisable, non seulement contre un pays, mais aussi contre nos valeurs communes et contre l'humanité.

Quelle division avons-nous vu au sein du Conseil de l'Europe et de l'Union européenne dans les débats sur nos prétendues valeurs communes, sur le prétendu manque d'État de droit dans plusieurs pays, sur le prétendu manque de soutien aux réfugiés ou sur le prétendu manque de soutien aux personnes ayant une définition différente du genre.

Aujourd'hui, nous sommes unis parce que la Russie s'attaque à nos véritables valeurs communes que nous partageons tous : la démocratie, la liberté, la souveraineté, le droit à l'autodétermination, le droit de chacun à vivre en paix. Ces valeurs sont remises en question par la Russie de Poutine, et le Conseil de l'Europe n'est pas un lieu où ces valeurs peuvent être remises en question.

Il est donc triste mais juste que la Fédération de Russie quitte cette organisation, et j'espère que vous soutiendrez tous ce vote ce soir. Mais je vous demande également de ne pas utiliser ce rapport pour introduire des choses sur lesquelles nous avons toujours été divisés, et pour introduire des amendements qui ne sont pas universellement partagés, des amendements tels que l'aide aux réfugiés sans discrimination de race.

Vous savez ce qui me fait vraiment honte ? Des millions de femmes, d'enfants et de personnes âgées ukrainiens fuient parce qu'ils ne peuvent pas rester chez eux, parce qu'ils n'ont personne chez qui aller, parce qu'ils ne peuvent pas rester là où ils auraient aimé rester. Nous devons nous occuper d'eux de toute urgence et en priorité. Et j'ai honte quand je lis aux informations que dans certains établissements en Allemagne, il n'y a pas de place pour eux parce qu'il y a encore des clandestins sans passeport dans les établissements. J'ai honte quand je lis qu'une Ukrainienne de 18 ans a été violée aujourd'hui dans un établissement allemand par un Nigérian et un réfugié irakien avec probablement un faux passeport ukrainien. Ils devraient avoir honte, mais nous devrions également avoir honte de permettre que cela se produise.

La Russie de Poutine menace qui nous sommes et ce que nous sommes. C'est ce qu'il veut détruire. Il est temps de jeter l'idéologie, il est temps pour nous de revenir aux racines. Il est temps de distinguer le bien du mal, et il est temps de défendre la démocratie, la liberté et de soutenir l'Ukraine.

Merci.

**M. John HOWELL (Royaume-Uni, CE/AD, Président de l'Assemblée):** Merci beaucoup.

Maintenant, je pense que nous restons en ligne pour Mme Luz MARTINEZ SEIJO.

Est-elle en ligne ?

Oui.

**Mme Luz MARTINEZ SEIJO (Espagne, SOC):** Sur un sujet aussi triste et douloureux que celui que nous vivons, même en le verbalisant, il est difficile d'imaginer que dans notre Europe, un pays voisin, la Russie, commette une atrocité telle qu'une invasion et ce que cela implique.

En tant qu'Européenne, en tant que membre de la délégation espagnole, je veux exprimer mon rejet le plus ferme des violations du droit international en Ukraine.

Ces dernières semaines, nous avons vérifié que Poutine a peur de la démocratie. Il veut se débarrasser d'une Europe forte, et l'Ukraine représente la lutte entre deux modèles : le modèle démocratique, avec des droits et la liberté, et le modèle autoritaire, que représente Poutine.

Poutine est un autocrate. Il pratique la censure. Il persécute l'opposition et encourage les campagnes de désinformation. Mais il existe une autre Russie que nous ne devons pas oublier. Le peuple russe qui souffre du régime de la guerre et qui mérite lui aussi notre solidarité. Cette guerre condamne la Russie à la pauvreté et à l'ostracisme.

En tant qu'Espagnol, je défends la position de mon pays, cohérente avec le reste des pays de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe. L'Espagne contribue par des envois d'aide humanitaire et sanitaire, et accueille des réfugiés ukrainiens.

Les Ukrainiens ont besoin de notre aide maintenant, et en auront besoin lorsque ce cauchemar sera terminé. Nous, Européens, aurons tous des conséquences économiques dans nos pays. L'impact sur le gaz, la hausse des prix, le bien-être des familles, la santé des entreprises et des commerces, la fourniture de produits de base, de services immédiats. Mais il y a quelqu'un à blâmer pour cela : Poutine.

C'est le sacrifice de l'Europe. Mais le sacrifice des Ukrainiens, c'est le manque de liberté et l'horreur.

En bref, nous nous engageons à défendre les droits de l'homme, à condamner l'agression de la Russie. Je suis fermement convaincu que nous devons garder l'unité dans la réponse européenne, en demandant à la Russie de se retirer de ce Conseil. Poutine croyait que l'Ukraine allait céder, que l'Europe allait se diviser. Mais il avait tort. Nous sommes plus unis. Nous devons rester unis pour faire face aux conséquences des sanctions et maintenir l'unité pour atténuer l'impact de la guerre sur les civils.

En conclusion, deux voies s'offrent à nous : la paix, la légalité et la solidarité, ou la guerre. Nous savons que la guerre n'est jamais la solution. L'Europe a bien appris la leçon de son histoire de douleur et de souffrance.

Merci beaucoup et bonne soirée à vous tous.

**M. John HOWELL (Royaume-Uni, CE/AD, Président de l'Assemblée):** Merci beaucoup.

Maintenant, M. Sławomir NITRAS.

**M. Sławomir NITRAS (Pologne, PPE/DC):** Merci, Monsieur le Président.

En tant qu'Europe, nous avons aspiré à stabiliser le monde, à créer un système de sécurité mondial. Nous avons jeté les bases de garanties juridiques internationales pour la sécurité de chaque être humain. Ce sont nos déclarations que nous avons inscrites dans les Constitutions des pays. Nous avons réalisé de grandes choses en matière de résolution des conflits. Le Conseil de l'Europe, entre autres, y a contribué.

Cependant, il y a des moments dans l'histoire où les simples déclarations, les appels et la diplomatie classique ne suffisent pas. Il se trouve que nous vivons ce genre de moment aujourd'hui. Le pire est en train de se produire.

La guerre détruit des vies humaines. Les missiles russes ruinent l'héritage de plusieurs générations et les réalisations culturelles des nations. Des millions de réfugiés, de femmes et d'enfants, qui ont laissé leurs maris, fils et pères dans la zone de guerre, sont maintenant à nos frontières. Aujourd'hui, notre devoir est de couper le carburant du régime de Poutine. Nous devons introduire des sanctions qui non seulement affaibliront la Russie de Poutine, mais aussi paralyseront la machine de guerre russe. Paralysons-la immédiatement. Chaque pétrolier, chaque navire, chaque camion, en provenance ou à destination de la Russie et de la Biélorussie, finance les bombes de Poutine. J'appelle tous les gouvernements d'Europe à arrêter cela immédiatement. Poutine ne s'arrêtera pas, pas tout seul.

Je lance ici un appel à l'aide pour les pays d'Europe centrale et orientale, pour la Pologne, la Hongrie, la Roumanie, la Moldavie et la Slovaquie. Ces pays ont dû prendre la responsabilité d'accueillir des millions de réfugiés. Je leur exprime mon respect pour la gentillesse et la générosité dont ils ont fait preuve. C'est un grand acte de nouvelle solidarité, la nouvelle idée qui est née en Europe centrale, dans mon pays, en Pologne, il y a 40 ans.

Cependant, ces pays ne sont pas en mesure de gérer seuls une telle quantité de personnes. J'en appelle d'abord aux États de l'Union européenne et aux autres pays européens pour qu'ils fassent preuve de solidarité et développent un système d'aide aux réfugiés européens.

Pour terminer, je voudrais remercier les citoyens de Russie et de Biélorussie qui, face aux crimes commis par leurs gouvernements, n'ont pas peur d'exprimer leur résistance. Vos actes de bravoure défendent l'honneur de vos propres nations.

Plus important encore, je veux m'adresser au peuple ukrainien, à ceux qui sont ici avec nous aujourd'hui, et à vos frères qui défendent leur patrie. En ces temps cruels, l'Europe est à vos côtés.

*Slava Ukraini !*

**M. John HOWELL (Royaume-Uni, CE/AD, Président de l'Assemblée):** Merci.

La parole est maintenant à M. Jean-Pierre GRIN.

**M. Jean-Pierre GRIN (Suisse, ADLE):** Merci beaucoup, Monsieur le Président.

Bonjour depuis la Suisse.

Il y aura un avant 24 février 2022 et un après. Qui aurait pu imaginer, avant ce fatidique 24 février, qu'une guerre éclate entre deux pays européens souverains ? La folie guerrière de Vladimir Poutine a pris tout le monde de court.

Les pays européens et l'alliance de l'OTAN maintenaient un armement que tous espéraient dissuasif. La Suisse, mon pays, conserve une armée de milice que certains contestait, demandant même la suppression de notre armée. Actuellement, ils contestent encore l'achat de matériel et de nouveaux avions.

Après ce 24 février et depuis trois semaines, le réveil est brutal. Il nous démontre que, parfois, la folie humaine n'a pas de limites et que l'on doit toujours, malheureusement, être prêts à nous défendre contre un potentiel envahisseur.

Ce qu'il se passe en Ukraine est un gâchis et la négociation, cette épreuve, est un crime contre la population ukrainienne. Notre Assemblée parlementaire se doit de condamner dans des termes les plus vigoureux l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine. Nous exprimons notre solidarité envers tout le peuple ukrainien.

Les autorités russes suppriment, en Russie, la liberté d'expression et la liberté de réunion avec une féroce répression des manifestations pacifiques. Nous sommes vivement préoccupés par la situation des Ukrainiennes et des Ukrainiens qui sont contraints de fuir leur pays en craignant pour leur vie. Les pays voisins et plus lointains doivent manifester une solidarité et une générosité en continuant de recevoir des milliers de réfugiés, des femmes et des enfants pour la plupart.

La Suisse, pour accueillir ces personnes dans la détresse, a mis en place un statut spécial pour ces réfugiés avec un permis S : ce permis leur permet, dès leur arrivée, d'obtenir un soutien psychologique, de scolariser les enfants et de bénéficier d'un permis de travail d'une certaine durée.

Ces événements tragiques confirment l'utilité du Conseil de l'Europe qui doit dénoncer toutes ces violations des droits de l'homme, en demandant fermement à la Russie de cesser les hostilités, de se retirer du territoire de l'Ukraine et de se conformer à ses obligations envers le droit international humanitaire. Malheureusement, notre Assemblée n'a que des mots et Poutine a les armes.

Pour le moment, la Fédération de Russie n'a plus la légitimité de faire partie du Conseil de l'Europe et nous devons l'exclure.

Merci pour votre attention.

**M. John HOWELL (Royaume-Uni, CE/AD, Président de l'Assemblée):** Merci beaucoup, Monsieur GRIN.

La parole est maintenant à M. Titus CORLĂȚEAN.

**M. Titus CORLĂȚEAN (Roumanie, SOC):** Chers collègues,

Au fil des ans, j'ai dit à mes étudiants en droit international ou en protection des droits de l'homme de l'université que la réalisation la plus profonde et la plus importante de l'humanité après la Seconde Guerre mondiale, du moins ici en Europe, était la paix. Je n'ai jamais eu jusqu'à présent, le sentiment que ces étudiants comprenaient vraiment ce dont je parlais. Cette année, c'est la première fois que, malheureusement, ils ont enfin compris.

Une guerre a commencé par un acte d'agression d'un État européen, la Fédération de Russie, contre un autre État souverain européen, l'Ukraine. Cela représente une réalité objective qui peut être décrite comme un crime, une violation du fondement du fonctionnement de la société internationale après la Seconde Guerre mondiale, tel qu'établi par la Charte des Nations unies, ainsi qu'une longue liste de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité.

L'humanité, cela inclut la population civile innocente, la plupart des femmes et des enfants, dont certains souffrent de cancer dans les hôpitaux ukrainiens visés par les missiles russes. Cela signifie une tragédie avant tout pour la nation ukrainienne, y compris pour les minorités ethniques vivant en Ukraine, comme c'est le cas des Roumains. C'est une tragédie pour la nation qui voit sa patrie détruite et ses fils et filles tués, mais c'est aussi un drame pour le monde libre qui n'a pas eu la capacité d'empêcher ou de dissuader cette agression de Vladimir Poutine en raison de ses propres faiblesses ou de son intérêt économique.

Enfin, en réalité, c'est aussi un drame pour la nation russe et ses propres élites qui ont été à l'origine, à l'époque, non seulement d'ambitions impériales ou de guerres d'occupation, mais aussi d'actes culturels, musicaux, artistiques, littéraires de valeur universelle. La phrase clé pour moi de tout le projet de rapport est « dans la maison commune européenne, il n'y a pas de place pour un agresseur. »

Nous tous, les Européens mais aussi nos alliés américains et l'humanité en général, aurions dû comprendre cela dès le début, dès le moment où la Russie a commis l'agression contre la République de Moldavie en occupant la Transnistrie, dès le moment de l'agression commise contre la Géorgie, ou lorsqu'elle a illégalement commis l'annexion de la Crimée.

Aujourd'hui, l'Assemblée est appelée à adopter une position et une décision politiques claires. J'invite mes collègues à prendre la bonne décision et à voter en faveur de la proposition présentée par le rapporteur.

Pour moi, en tant que Roumain, le signal le plus significatif que j'ai vu ces semaines a été l'énorme vague de solidarité, d'amour et de soutien montrée par mes compatriotes pour les réfugiés ukrainiens qui sont arrivés dans mon pays en nombre impressionnant, et principalement ce qui est fait par les personnes de la minorité ethnique russe de Roumanie, à commencer par les femmes qui sont devenues des mères pour les orphelins ukrainiens et des sœurs pour les mères ukrainiennes souffrant de leurs pertes, tout en les accueillant avec amour et compassion dans leurs propres maisons et abris.

C'est le plus puissant message de solidarité mais aussi de forte opposition et de protestation contre la guerre et l'agression, un message envoyé dans la même langue maternelle russe à Vladimir Poutine et à sa propre sœur.

Nous ferons notre travail. Je voterai avec la plupart de mes collègues. J'espère que tous, tout le monde est en faveur du rapport et du projet d'avis.

Merci beaucoup.

**M. John HOWELL (Royaume-Uni, CE/AD, Président de l'Assemblée):** Merci beaucoup.

M. Marek BOROWSKI.

**M. Marek BOROWSKI (Pologne, PPE/DC):** Merci Monsieur le Président.

Chers collègues, chers amis ukrainiens,

Dès que Poutine est devenu Président de la Russie, il a immédiatement commencé à construire un système basé sur la peur, la corruption, l'élimination progressive de la liberté d'expression et des élections libres, le tout selon le meilleur modèle de la police politique soviétique du KGB dont il a été officier pendant de nombreuses années.

La plus grande menace pour ce concept n'était pas l'Union européenne démocratique et riche, dépeinte par les propagandistes russes comme une « Yevropa » pourrie et culturellement étrangère, ni les anciennes républiques soviétiques, asiatiques ou le Bélarus qui étaient également gouvernés par des dictateurs plus ou moins sombres. La plus grande menace était l'Ukraine, un grand pays culturellement et linguistiquement très proche, avec de nombreux liens familiaux avec la Russie. Mais, bien sûr, ce n'était pas une menace militaire. Démocratique, respectueuse des libertés civiles en développement et, n'ayant pas peur de l'Europe, l'Ukraine pourrait devenir un bon exemple pour tous les Russes : regardez, il est possible de vivre autrement, en liberté et sans peur !

C'est la vraie raison pour laquelle Poutine a décidé, dans son esprit malade et dangereux, d'affaiblir l'Ukraine et, de préférence, la soumettre comme il l'a fait avec le Bélarus. Les sanctions imposées à la Russie vont retarder son développement de quelques ou plusieurs dizaines d'années. Il est possible que dans quelque temps, elles entraîneront un changement de pouvoir au Kremlin mais elles ne persuaderont pas Poutine d'arrêter l'agression, d'autant plus que 75 % de Russes, matraqués par la fausse propagande, soutiennent Poutine et acceptent la thèse que l'Occident a attaqué la Russie. Et ils sont prêts à souffrir.

Seule l'action simultanée, des axes de sanctions sévères et une résistance efficace des Ukrainiens peuvent arrêter cette agression et provoquer des changements au Kremlin. Par conséquent, je vous demande de soutenir tous les amendements au rapport qui aident ce pays à augmenter la protection de son territoire et à renforcer l'armée ukrainienne, par exemple par la livraison d'armes de défense anti-aériennes et anti-missiles.

Ici, dans cette salle, il y a toujours eu de nombreux parlementaires qui ont cru que le dialogue et la coopération avec la Russie de Poutine feraient entrer ce pays dans la famille des États démocratiques. Aujourd'hui, ils savent que c'était de la naïveté. Mais si l'Ukraine ne perd pas cette guerre, et cela dépend aussi de nous, ce rêve peut devenir réalité.

Enfin, je voudrais rendre hommage aux Ukrainiens héroïques qui se battent non seulement pour le pays mais pour l'avenir de notre continent. Quel paradoxe pour la démocratie en Russie. Polonais, nous savons bien ce que signifie l'héroïsme. *Slava Ukraini, Slava Yevropa !*

**M. John HOWELL (Royaume-Uni, CE/AD, Président de l'Assemblée):** Merci beaucoup.

Nous passons tout de suite à M. Manuel VESCOVI.

**M. Manuel VESCOVI (Italie, CE/AD):** Merci, Monsieur le Président,

Tout d'abord, je vous remercie de l'occasion qui m'est donnée de convoquer l'Assemblée en session extraordinaire. Dans mon esprit, dans mon cœur, mais je pense que dans chacun de nous, les images que nous voyons à la télévision sont imprimées. Je pense à l'employée qui, hier, à la télévision d'État russe, a dit non à la guerre et aujourd'hui, dans nos médias, on dit que cette femme a disparu. Je pense à cette mère, à cette petite fille, que nous avons vues en images et qui sont mortes ensemble. Je pense à Lisa qui a été touchée par une balle. Quand vous pensez à ces choses, mon espoir est que vraiment aujourd'hui cela touche votre cœur, cela touche tout, parce que vous êtes bouleversés par la guerre en Europe qui est si proche.

Je tiens donc à remercier tous les pays qui aident les réfugiés. Je pense qu'aujourd'hui, tous ensemble, nous allons voter cette résolution, mais je pense qu'aujourd'hui le Conseil de l'Europe doit la voter à l'unanimité. C'est ce que j'espère, afin d'envoyer un signal fort : il est normal d'avoir des discussions, même animées, mais nous ne devons jamais entrer en guerre, jamais. C'est une invasion, un peuple a été envahi, et je pense qu'aujourd'hui le Conseil de l'Europe doit le faire à l'unanimité, et se distancer de cette invasion, qui est une guerre.

Je suis donc favorable à une aide de notre part, de notre pays, mais je pense que chaque pays s'est aujourd'hui mis à disposition pour aider les réfugiés. J'ai entendu tout à l'heure ma collègue qui a quitté l'Ukraine pour donner un avenir à ses enfants et nous raconter de première main ce qui s'y passe, même si nous l'apprenons dans les journaux. Nous soutenons donc pleinement cette résolution.

J'espère qu'il sera adopté à l'unanimité.

Merci, Monsieur le Président.

**M. John HOWELL (Royaume-Uni, CE/AD, Président de l'Assemblée):** Merci beaucoup.

Je pense que nous allons maintenant passer en ligne à M. Thomas PRINGLE.

N'est-il pas en ligne ?

Non.

Ensuite, nous passons à nouveau au Mexique, à M. Héctor VASCONCELOS.

**M. Héctor VASCONCELOS (Mexique)\*:** Merci beaucoup.

C'est une grande satisfaction de pouvoir participer à ce débat, même si je le fais à distance.

Il me semble que l'aspect le plus grave de cette crise en Ukraine est quelque chose que nous n'aimons pas mentionner. C'est un peu comme l'éléphant dans la pièce dont personne ne veut parler. Il s'agit du risque d'utilisation d'armes nucléaires dans ce conflit. Il me semble que c'est absolument intolérable pour toute nation civilisée, car cela impliquerait la destruction de pays et de la civilisation telle que nous la connaissons.

Au Mexique, j'ai suggéré que nous recherchions un accord, un pacte, entre les nations nucléaires qui consisterait à déclarer qu'il ne devrait y avoir aucune situation, aucune circonstance liée au conflit actuel où des armes nucléaires pourraient être utilisées.

Je pense que c'est quelque chose qui pourrait au moins être suggéré. Je sais que ce serait difficile à réaliser, mais je pense que toute nation qui souhaite maintenir et développer la culture qu'elle a mis des millénaires à établir, tout pays qui a cela comme valeur, pourrait convenir que l'élimination de cette menace nucléaire est la priorité absolue.

J'espère vivement que cette possibilité sera examinée afin que nous puissions parvenir à un pacte entre tous les États nucléaires, de sorte qu'en aucune circonstance ces armes ne puissent être utilisées. Je pense qu'il s'agit là de l'aspect le plus sérieux. Bien sûr, il y en a beaucoup d'autres qui sont aussi très importants dans cette crise, comme l'énorme exode de réfugiés vers les pays voisins de l'Ukraine.

Merci beaucoup pour votre attention.

**M. John HOWELL (Royaume-Uni, CE/AD, Président de l'Assemblée):** Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à la Pologne, avec M. Krzysztof ŚMISZEK.

**M. Krzysztof ŚMISZEK (Pologne, SOC):** Monsieur le Président,

Nous devons dire très clairement dans cette salle aujourd'hui que la Russie est en contradiction avec tout ce que le Conseil de l'Europe représente. Son impérialisme criminel est payé par la tragédie, la mort et la douleur de millions d'Ukrainiens.

Son totalitarisme récurrent se manifeste par des peines de prison pour avoir dit la vérité. Son oligarchie dégénérée prive les gens ordinaires de toute possibilité de développement. Il n'y a plus de place pour la Russie dans la communauté des valeurs fondées sur les droits de l'homme, car la Russie est aujourd'hui la plus grande menace pour les droits de l'homme.

Aujourd'hui, en tant que députés polonais, nous nous sentons responsables de parler au nom de nos collègues ukrainiens absents. Beaucoup d'entre eux n'ont pas pu venir ici parce que leurs proches meurent en ce moment même dans leur pays. Des femmes et des enfants sont tués dans des attaques à la roquette. Des bombes tombent sur des maisons, des hôpitaux et des jardins d'enfants. Des jeunes gens qui avaient des rêves, qui devaient être l'avenir de l'Ukraine et de l'Europe, se battent sur le front de la guerre. Leur courage et leur dévouement dans la lutte pour la liberté, la justice et l'indépendance devraient être un modèle pour nous.

Nous devons aussi être courageux aujourd'hui et faire tout ce que nous pouvons pour que le régime de Poutine ressente les conséquences de ses crimes. Il est temps d'exclure immédiatement la Russie du Conseil de l'Europe et de soutenir par tous les moyens les organisations humanitaires et les pays qui aident les réfugiés d'Ukraine.

Le Conseil de l'Europe est un lieu de valeurs. Ce devrait être un privilège et un honneur d'avoir le droit d'être membre de cette communauté. Jusqu'à présent, la Russie est en contradiction avec tout ce que nous défendons ici à Strasbourg, à savoir la paix, la démocratie, l'État de droit, la protection des droits de l'homme et l'interdiction de la discrimination.

Je voudrais également profiter de cette occasion pour remercier les millions de citoyens polonais qui ont ouvert leur cœur et leur foyer à près de deux millions de réfugiés d'Ukraine.

C'est un moment de vérité. C'est le moment de transformer les paroles de compassion en actions concrètes.

Les citoyens polonais, tout comme les Roumains, les Moldaves, les Slovaques et les Hongrois, passent très bien leurs examens. Le temps est maintenant venu pour nous, les politiciens réunis ici à Strasbourg.

S'il vous plaît, rappelez-vous toujours qu'il n'y a pas de symétrie dans cette guerre. Si les Russes déposent leurs armes, il n'y aura plus de guerre. Si les Ukrainiens déposent leurs armes, il n'y aura plus d'Ukraine.

En tant que Polonais, en tant que parlementaire polonais, je tiens à souligner qu'il n'y a pas d'Europe libre sans Ukraine libre.

Gloire à l'Ukraine, gloire à ses héros, *Slava Ukraini*.

**M. John HOWELL (Royaume-Uni, CE/AD, Président de l'Assemblée):** Merci beaucoup.

La parole est à Mme Marie-Christine DALLOZ.

**Mme Marie-Christine DALLOZ (France, PPE/DC):** Merci Monsieur le Président,

Madame la rapporteure,

Mes chers collègues,

Depuis l'agression armée totalement injustifiée de la Fédération de Russie contre l'Ukraine, le 24 février dernier, l'Europe se trouve confrontée à une situation extrêmement grave qui fait resurgir les souvenirs les plus sombres et craindre un embrasement de notre continent.

Le conflit qui oppose désormais deux de nos États membres est dramatique. Les victimes civiles se comptent par centaines, les migrants par centaines de milliers, voire par millions, des villes sont détruites, des populations assiégées commencent à manquer de tout et la menace nucléaire plane.

La paix et la démocratie sont des valeurs essentielles mais fragiles. Elles semblent acquises lorsque tout va bien mais nous constatons ces jours-ci à quel point elles sont menacées. Nous devons les défendre.

Le Conseil de l'Europe a été fondé en 1949 dans une optique de réconciliation des peuples européens. Afin d'atteindre son objectif de promotion des droits de l'homme, il s'est doté de la Convention européenne des droits de l'homme. Dix ans plus tard, en 1959, la Cour européenne des droits de l'homme a été créée pour faire respecter cette Convention.

En tant qu'organe parlementaire du Conseil de l'Europe, l'APCE se doit d'œuvrer à la préservation de ces valeurs.

Dès le 25 février, le Comité des Ministres a suspendu les droits de représentation de la Fédération de Russie au Conseil de l'Europe. Cette décision a été prise en concertation avec notre Assemblée. Je l'approuve pleinement car elle était nécessaire et juste. Parallèlement, le 1er mars, la Cour européenne des droits de l'homme a demandé à la Fédération de Russie de ne pas entreprendre d'attaques militaires contre des civils et de préserver les écoles et les hôpitaux.

Il est évident que ces réactions sont insuffisantes et qu'il faut d'ores et déjà que nous commençons à réfléchir aux actions que l'APCE devra entreprendre pour contribuer à la résolution de ce conflit. Ensuite, lorsqu'il s'agira de trouver une voie de réconciliation, il faudra faire preuve de la plus grande fermeté à l'égard de l'intégralité et de la souveraineté de l'Ukraine car ces principes ne sont pas négociables.

Je veux remercier notre rapporteure Mme Ingjerd SCHOU pour son travail. Je voterai bien évidemment la résolution et la recommandation proposées.

Courage et volonté pour l'Ukraine.

Merci.

**M. John HOWELL (Royaume-Uni, CE/AD, Président de l'Assemblée):** Merci, Madame.

La parole est maintenant à Mme Nicole TRISSE.

**Mme Nicole TRISSE (France, ADLE):** Merci Monsieur le Président.

Madame la rapporteure,

Chers collègues,

La tenue de cette session extraordinaire témoigne de la gravité de la situation, et je voudrais dire d'emblée que nous sommes de tout cœur avec nos chères collègues ukrainiennes qui sont avec nous aujourd'hui et, à travers elle, avec tout le peuple ukrainien.

Je suis moi-même élue d'un territoire français fortement marqué par les deux guerres mondiales du XXème siècle. Jamais je n'aurais imaginé vivre en direct des événements et voir des images me replongeant dans les souvenirs les plus sombres de notre Histoire.

La Fédération de Russie, en adhérant au Conseil de l'Europe, s'était engagée à poursuivre un ensemble de buts partagés, un idéal humaniste et de progrès. Son Président actuel, en choisissant délibérément de lancer une guerre d'agression contre l'Ukraine, bafoue les valeurs qui nous sont chères. Il a renié la parole donnée et plongé l'Europe toute entière dans une crise que la création du Conseil de l'Europe, en 1949, visait justement à éviter.

Comme le disait ma collègue précédemment, nous avons su réagir vite puisque le 25 février, nous avons suspendu les droits de représentation de la Fédération de Russie puis, le 1er mars, c'est la Cour européenne des droits de l'homme qui a elle-même émis une décision, un avis leur demandant d'arrêter de bombarder les civils, les écoles ou encore les hôpitaux. Visiblement, cela ne suffit pas et cela ne suffit plus, de toute manière.

Nous en sommes à 20 jours de combats meurtriers, de bombardements, de tueries de civils, de rapt et de tortures. Chaque jour nous ramène son lot d'atrocités perpétrées par M. Poutine. Et je fais là une distinction entre le dirigeant et le peuple russe qui, lui aussi, finalement, est victime de son Président.

Cette guerre, voulue par une seule personne qui a le fantasme de la « Grande Russie », celle dont le régime avait droit de vie ou de mort sur ses habitants, est non seulement complètement folle mais, de surcroît, met en danger toute l'Europe.

Aujourd'hui, c'est l'Ukraine qui est un pays martyr... et demain ? Où s'arrêtera cet homme qui visiblement n'a aucune envie de désescalade ?

Chers amis, la Fédération de Russie a allégrement franchi la ligne rouge. Il nous faut, si nous croyons en nos valeurs, le dire clairement. Tant que M. Poutine aura cette attitude, nous ne pourrons garder la Fédération de Russie au sein de notre Organisation. L'accepter serait, pour moi, une forme de complicité passive. Ce n'est pas l'idée que je me fais du Conseil de l'Europe, qui vaut bien mieux que cela.

Alors oui, on va nous rétorquer que le peuple russe sera, une fois de plus, lésé. Mais l'argument de la Convention et de la Cour européennes des droits de l'homme est contreproductif. Si nous conservons la Russie comme État membre, nous risquons de laisser penser que, peut-être, il y aurait des circonstances atténuantes... et nous alimenterions ainsi les réseaux sociaux qui sont déjà suffisamment truffés de *fake news* et de propagande pro-russe. Non, ne transigeons pas et assumons notre fermeté.

Bien sûr, lorsque, plus tard, l'Ukraine sera à nouveau en paix, un État souverain et indépendant, et dès lors que la Fédération de Russie aura changé et souhaitera sincèrement se conformer aux valeurs du Conseil de l'Europe, nous pourrons à nouveau envisager d'accueillir le peuple russe et dialoguer avec ses dirigeants.

C'est ce que nous avons réussi à faire à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, entre la France et l'Allemagne, et c'est ainsi qu'a été créé le Conseil de l'Europe. Mais dans l'immédiat, la question ne se pose même pas. Il faut que nous votions massivement cette résolution, sans avoir la main qui tremble.

**M. John HOWELL (Royaume-Uni, CE/AD, Président de l'Assemblée):** Merci beaucoup.

M. Lukas SAVICKAS.

Il est là ?

Très bien, vous avez la parole.

**M. Lukas SAVICKAS (Lituanie, SOC):** Monsieur le Président,

Chers collègues,

Je suis un enfant des années 90 et en Lituanie, c'est assez spécial. Je suis né un mois seulement après la restitution de notre indépendance. Cela signifie que je n'ai pas connu l'occupation soviétique, malgré le fait que sur la couverture de mon certificat de naissance brille encore le symbole soviétique de la faucille et du marteau.

Cela signifie également que, alors que mes grands-parents et mes parents ont vécu de multiples épisodes de guerre et d'occupation, moi, pendant mes 30 ans, je n'ai pas vraiment eu à envisager la perspective d'une guerre dans ma vie.

Cependant, depuis le 24 février 2022, nous avons une nouvelle réalité. Une réalité dans laquelle ce ne sont pas seulement les enfants d'Ukraine, mais aussi ceux d'autres pays européens, [qui] n'ont plus le luxe de vivre une vie sans perspective de guerre. Une nouvelle réalité dans laquelle des Ukrainiens, par milliers, donnent leur vie pour défendre leur droit d'exister, pour défendre notre sécurité à tous, pour défendre toutes les valeurs que nous représentons dans ce Conseil.

Cette réalité, M. Poutine nous l'a apportée en menant une guerre d'agression, en ordonnant une attaque armée contre l'Ukraine, ce qui constitue un crime contre la paix et la Charte de Nuremberg, en attaquant des cibles civiles, en prenant des représentants élus en otage, en attaquant les couloirs humanitaires, en utilisant l'artillerie, les missiles, en bombardant sans discernement.

Malgré de nombreux appels à saisir ces hostilités, la Russie persiste dans son agression, dans l'escalade de la violence, dans les menaces en cas d'ingérence de nos États. Cette partie, à mon avis, est une partie essentielle de l'objectif de Poutine : nous menacer. Voir les alliés occidentaux rester tranquillement à côté de son armée qui progresse vers le pays souverain, le territoire souverain de l'Ukraine.

La citation d'un éminent homme politique français me vient à l'esprit : « La peur nous empêche, vous empêche, d'agir. Elle empêche l'engagement. Quand on a peur, on ne fait plus de rêves, on ne fait plus de projets pour l'avenir. La peur est la principale menace. »

Par conséquent, nous devons suivre l'exemple de nos courageux amis ukrainiens, et rester unis pour défendre nos valeurs communes, en appelant Poutine pour ses actions.

À mon avis, c'est exactement ce que fait le rapport qui nous est présenté aujourd'hui. Il indique clairement que la Fédération de Russie ne peut plus être membre de cette Organisation.

Merci.

**M. John HOWELL (Royaume-Uni, CE/AD, Président de l'Assemblée):** Merci beaucoup.

Maintenant, M. Sorin-Titus MUNCACIU.

**M. Sorin-Titus MUNCACIU (Roumanie, CE/AD):** Merci, Monsieur le Président.

Madame la rapporteure,

Chers collègues,

Je me présente devant vous avec un message de paix. Mon pays, la Roumanie, est un pays qui a toujours voulu la paix. La guerre signifie la destruction ; elle signifie le chaos et la mort. La guerre est l'un des quatre chevaux de l'Apocalypse.

Nous condamnons fermement et sans ambiguïté l'agression préméditée de la Fédération de Russie contre l'Ukraine. Nous devrions envisager tous les moyens pacifiques pour arrêter cette guerre criminelle déclenchée par Poutine.

Depuis le début de cette guerre, la Roumanie et la République de Moldavie ont accueilli plus de 600 000 réfugiés ukrainiens, principalement des femmes et des enfants. L'attitude des Roumains a été empathique. Ils ont fait preuve de compassion envers les réfugiés en leur apportant toute l'aide dont ils avaient besoin. L'Alliance pour l'Union des Roumains, le parti que je représente, a participé activement à l'acheminement de l'aide humanitaire en Ukraine.

L'ampleur de la crise humanitaire actuelle justifie l'accès des Roumains au Fonds européen pour les réfugiés, dont nous faisons partie depuis 2010. Comme vous le savez peut-être, il existe en Ukraine une minorité roumaine d'un demi-million de personnes pour laquelle nous sommes profondément inquiets. Nous voulons que les Roumains d'Ukraine vivent dans les territoires qu'ils habitent depuis des siècles, dans la paix et l'harmonie, et qu'ils jouissent effectivement des droits et libertés fondamentaux proclamés par ce Conseil de l'Europe. Ces droits comprennent le droit à l'éducation dans leur langue maternelle et à la communion directe avec le patriarcat roumain, qui est malheureusement en conflit avec le patriarcat de Moscou au sujet des conséquences désastreuses de l'odieux Pacte Ribbentrop-Molotov sur le plan ecclésiastique.

L'agression russe en Ukraine est une menace pour nous et pour des millions de Roumains vivant en République de Moldavie. Je dois dire que nous pourrions être les prochains. Nous vous rappelons que Moscou maintient illégalement des troupes dans la région de Transnistrie, d'où la Russie a lancé en 1992 une guerre par procuration sanglante contre la République de Moldavie. Cela fait maintenant 30 ans. La Roumanie a une responsabilité historique envers nos frères. La guerre en Ukraine nous pousse à envisager la possibilité de réunifier la Roumanie avec la République de Moldavie.

Mon parti politique et les conservateurs roumains sont d'avis que la Fédération de Russie doit être exclue de cet Organisation.

Je vous remercie.

**M. John HOWELL (Royaume-Uni, CE/AD, Président de l'Assemblée):** Mme Khatia DEKANOIDZE.

Merci.

**Mme Khatia DEKANOIDZE (Géorgie, PPE/DC):** Merci, Monsieur le Président.

Nos cœurs saignent alors que l'Ukraine est attaquée. La Russie a lancé une attaque dévastatrice contre l'Ukraine, une démocratie européenne de 44 millions d'habitants, tuant des innocents, des enfants, des femmes, des femmes enceintes. C'est un désastre de l'histoire moderne.

Nous pensons tous que c'est un mauvais cauchemar : la volonté d'un fou de détruire un pays indépendant. Pour nous, Géorgiens, car je suis originaire de Géorgie, le comportement de la Russie ressemble à s'y méprendre à son approche de la Géorgie en 2008. Poutine suit son ancien manuel dans les moindres détails, mis en scène de manière agressive par les médias de propagande contrôlés par le Kremlin. À l'époque, en 2008, la Russie a ouvertement envahi la Géorgie sous un prétendu prétexte humanitaire et a installé sa présence militaire officielle en Géorgie. Nous avons mis en garde le monde contre ses ambitions délirantes de s'en prendre ensuite à l'Ukraine, mais l'exclamation de la Géorgie n'a pas été bien entendue.

Même les décrets présidentiels signés par Poutine pour ses marionnettes en Géorgie 2008 et en Ukraine 2022 étaient presque totalement identiques dans leur formulation et leur structure. L'Ukraine et la Géorgie ont été mentionnées dans les soi-disant demandes de sécurité formulées par Poutine en décembre et adressées à l'OTAN et à l'UE, demandant d'annuler la décision du sommet, celle où les deux pays ont déclaré qu'ils pouvaient devenir membres de l'alliance de sécurité de l'Atlantique Nord.

Le monde n'a-t-il pas tiré les leçons de l'agression russe ? Comme l'a dit le Premier ministre britannique, « nous avons tendu l'autre joue. » Oui, c'est vrai.

Nous avons averti nos amis, mais peu de choses ont été faites pour arrêter le fou. Au contraire, le président Saakashvili, qui a été le premier Président anti-Poutine et qui a mis en garde et donné un avis sur Poutine, est maintenant en prison, emprisonné dans mon pays.

Les Ukrainiens et le Président Zelenskyy se battent pour leur liberté, leur indépendance, leur terre, leur maison, leur famille, leurs enfants. Pour la plupart, ils sont les héros qui se battent pour la sécurité européenne, pour la sécurité européenne, car la vérité n'a jamais été aussi audacieuse, mes chers amis. Si l'Ukraine reste en retrait, Poutine s'enfoncera de plus en plus profondément en Europe.

Les Ukrainiens ont fait de grands sacrifices, tout comme les Géorgiens. Ils sont morts pour la liberté, le désir de faire partie de l'Europe et du monde libre. L'Ukraine mène notre combat, fait le gros du travail au nom de l'Europe, et elle doit être soutenue. La civilisation doit être protégée en Ukraine, mes chers collègues et amis. Nous vous implorons de protéger le ciel en Ukraine, de protéger le peuple ukrainien. C'est notre devoir et le devoir de la civilisation.

*Slava Ukraini ! Heroiam slava !*

**M. John HOWELL (Royaume-Uni, CE/AD, Président de l'Assemblée):** Merci beaucoup.

Mme Fiona O'LOUGHLIN maintenant ?

**Mme Fiona O'LOUGHLIN (Irlande, ADLE):** Je suis là, Monsieur le Président. Je vous remercie.

Le droit de mener une existence pacifique est le plus fondamental et le plus élémentaire des droits de l'homme. C'est un droit qui est valable dans chacun de nos pays. En effet, dans mon propre pays, l'Irlande, nous avons connu un conflit et en avons tiré de nombreuses leçons.

Ces deux derniers jours, nous avons eu l'occasion d'écouter les témoignages déchirants et très forts de Mariia, de Yuliya, de Narisia, de Zhenya et de Licia. Les histoires que ces neuf femmes courageuses, qui se sont appelées le « bataillon diplomatique féminin », nous racontent sont des histoires personnelles très, très difficiles à entendre. Elles ont entrepris des voyages difficiles pour venir ici et ont amené leurs propres enfants parce que leurs maris, leurs pères et leurs frères étaient partis se battre pour leur patrie. Vous pouvez voir la terreur, l'épuisement, la peur sur leurs visages, et quand elles vérifient leurs téléphones pour s'assurer que leurs proches sont en sécurité.

Ils nous ont donné les faits de ce cauchemar inimaginable. Elles nous ont parlé des 90 enfants qui sont morts, des 57 écoles qui ont été bombardées, des sept hôpitaux qui ont été bombardés. Ces femmes représentent les hommes qui se battent pour leur patrie. Ils se battent pour que leurs enfants aient le droit de vivre dans une démocratie et de jouir des droits de l'homme que nous connaissons.

Elles représentent les femmes qui accouchent dans des abris anti-bombes. Nous avons appris aujourd'hui que 8 000 bébés sont nés depuis le 24 février. Ce sont 8 000 bébés qui sont nés dans un monde sans espoir en Ukraine à ce moment précis. Nous avons l'immense devoir de les aider et de les protéger. Nous ne devons pas seulement être aux côtés de l'Ukraine ; nous devons les défendre. Nous devons également montrer notre solidarité avec ceux qui sont opprimés en Russie, ceux qui risquent la prison et même la vie en manifestant contre la Russie.

Il y aura un temps après Poutine où nous devons tous espérer qu'il y aura à nouveau un temps pour la diplomatie, un temps pour s'asseoir autour de la table, et croire à nouveau qu'il y a plus de choses qui nous unissent que de choses qui nous divisent.

Mais ce n'est pas pour tout de suite.

Nous devons rester fermes. Nous devons envoyer ce soir un message unanime au Comité des ministres pour dire que nous devons expulser la Russie.

Nous avons un dicton irlandais « *Ní neart go cur le chéile* » : nous sommes plus forts ensemble et nous devons rester unis.

Monsieur le Président, jeudi prochain, c'est le jour de la Saint-Patrick. C'est un jour de soutien inégalé pour l'Irlande, alors que nous parcourons le monde. Notre Premier ministre et Taoiseach Micheál Martin a fait passer le message très fort que nous utiliserons notre accès à tous les parlements du monde pour nous tenir aux côtés de l'Ukraine et nous assurer qu'il y a de la justice et de la compassion pour les Ukrainiens.

*Slava Ukraini !*

**M. John HOWELL (Royaume-Uni, CE/AD, Président de l'Assemblée):** Merci beaucoup.

Maintenant, est-ce que M. Pere LÓPEZ est en ligne.

Oui, Monsieur LÓPEZ.

**M. Pere LÓPEZ (Andorre, SOC)\*:** Bonjour,

Tout d'abord, je voudrais dire que j'aurais aimé être présent à Strasbourg pour ce débat très important, qui a lieu afin de montrer très clairement combien nous sommes préoccupés par les citoyens ukrainiens, et par la sécurité de nos collègues parlementaires ukrainiens.

J'ai commencé à prendre part aux travaux de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe il y a trois ans. Je me souviens du vote pour la réintégration de la Fédération de Russie aux travaux de l'Assemblée ; nous avons eu un très long débat jusqu'à 1 heure du matin. Je ne suis pas sûr qu'il soit utile de revenir sur la stratégie qui a été suivie à l'époque.

Je pense qu'aujourd'hui, une chose est certaine : nous avons essayé d'entretenir un dialogue avec la Fédération de Russie. Il est tout aussi clair aujourd'hui que ce dialogue n'a donné aucun résultat. Il est très clair que nous ne pouvons plus accepter la participation de la Fédération de Russie à cette Organisation.

La communauté internationale se penchera sur les décisions prises à Strasbourg. Je voudrais soutenir ce rapport qui a été soumis. Il est important d'être aussi clair que possible. Nous devons prendre une décision très rapidement. Nous devons également voter à l'unanimité, je pense - ce n'est pas le moment pour un discours tiède ou une position tiède lorsqu'un État membre en a attaqué un autre.

Par conséquent, je pense que nous devons prendre une décision claire et rapide aujourd'hui. Nous ne pouvons pas accepter ce genre de comportement. Nous devons renforcer notre rôle au sein du Conseil de l'Europe. Nous devons également démontrer que nous sommes bien sûr aux côtés du peuple ukrainien.

Nous devons également montrer qu'il est totalement incompatible de parler de démocratie et de droits de l'homme lorsqu'une population civile est bombardée et que les gens n'ont rien à manger et à boire, et sont si inquiets.

Merci.

**M. John HOWELL (Royaume-Uni, CE/AD, Président de l'Assemblée):** Nous passons maintenant à M. Ondřej KOLÁŘ.

**M. Ondřej KOLÁŘ (République tchèque, PPE/DC):** Merci.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les délégués,

Au cours des 19 derniers jours, nous avons été témoins d'une brutalité et d'une destruction extrêmes. Le régime criminel de Poutine a déchaîné l'enfer sur un État innocent, sur un État souverain qui, contrairement à la Russie, a choisi de suivre la voie de la liberté, de la démocratie, de l'État de droit et du respect des droits de l'homme.

En agissant ainsi, Poutine a violé toutes les règles et conventions imaginables. Il a transformé la Russie en une dictature où les gens sont licenciés dans la rue pour avoir simplement pensé différemment. Hier, une journaliste russe, Marina Ovsyannikova, a été arrêtée pour avoir protesté contre la guerre de Poutine en direct à la télévision russe. Personne ne l'a revue depuis. Elle a tout simplement disparu. Poutine a fait de la Russie un État terroriste qui, sans sourciller, tue des innocents chez eux, dans les écoles, les jardins d'enfants, les hôpitaux et les maisons de retraite. C'est un État qui utilise des armes de destruction massive contre des enfants et leurs mères.

Au cours des 19 derniers jours, nous avons également été témoins de l'énorme bravoure et du courage du peuple ukrainien et de ses dirigeants. Je viens moi-même d'un pays qui a été trahi par ses amis en 1938. Nos alliés pensaient qu'en sacrifiant notre souveraineté et notre indépendance, ils éviteraient la guerre. Aujourd'hui, nous savons tous que cela s'est terminé par le pire bain de sang de l'histoire de l'humanité, avec plus de 60 millions de victimes.

Aujourd'hui, la lâcheté a heureusement disparu. Notre Premier ministre, ainsi que ses homologues slovène et polonais, se rendent à Kiev pour montrer leur soutien absolu au Président Zelenskyy et au peuple ukrainien dans leur lutte légitime pour la liberté et pour leur patrie.

Malheureusement, il a fallu trop de temps au reste d'entre nous pour comprendre à qui nous avons affaire. Je suis donc reconnaissant à cette honorable institution d'avoir trouvé le courage de s'opposer à une brute, un agresseur et un criminel de guerre, et de l'expulser de ses rangs.

Nous ne pouvons plus laisser Poutine mener une guerre contre le monde libre. La Russie doit voir que le monde civilisé n'acceptera pas un tel comportement.

Merci.

*Slava Ukraini !*

**M. John HOWELL (Royaume-Uni, CE/AD, Président de l'Assemblée):** Merci beaucoup.

Nous passons maintenant en ligne à M. Oleksii GONCHARENKO.

**M. Oleksii GONCHARENKO (Ukraine, CE/AD):** Bonjour chers collègues.

Je ne sais pas - est-ce que vous me voyez maintenant et est-ce que vous me reconnaissez ? Parce que maintenant, je ne ressemble probablement pas à un membre du Parlement, parce que maintenant, je suis plutôt un membre de la défense territoriale de l'Ukraine comme des milliers et des milliers. Plus de 100 000 de mes compatriotes ont rejoint la défense territoriale juste pour se battre pour notre terre, juste pour se battre pour notre liberté - parce que malheureusement le temps des mots est terminé.

Aujourd'hui, il est temps de se battre pour nos valeurs - si nous les avons vraiment.

Je pense que beaucoup d'entre vous, lorsque vous écoutiez mes discours dans cette Assemblée, pensaient « il exagère peut-être », « il est si émotif », et même à l'appel de M. Petr TOLSTOI et M. Leonid SLUTSKIY, ces meurtriers. J'ai même été sanctionné dans notre Assemblée pour mes propos selon lesquels ils étaient des « assassins » et Poutine est un assassin.

Mais maintenant, le monde entier sait qu'ils sont des assassins. Maintenant, je peux vous dire qu'il est temps aujourd'hui de se battre - et non de parler. L'Ukraine se bat aujourd'hui, se bat pour nos valeurs communes, se bat pour tout ce qui est important pour nous - les droits de l'homme, la démocratie, l'État de droit.

Prenez votre décision : êtes-vous à nos côtés dans ce combat ? Nous battons-nous au coude à coude avec vous contre cette dictature ?

C'est très important et j'espère que vous le ferez.

Je veux vous dire que vous savez, peut-être qu'en septembre 1939, quelque part en France, les gens pensaient, « c'est juste une guerre germano-polonaise » - non. C'était la Seconde Guerre mondiale. C'est la même chose aujourd'hui - ce n'est pas une guerre russo-ukrainienne. C'est la Troisième Guerre mondiale, qui a commencé.

S'il vous plaît, aidez-nous, soutenez-nous, pour arrêter Poutine maintenant ou cette guerre s'étendra à toute l'Europe - et pas seulement Kiev mais Varsovie, Strasbourg, Berlin et Paris brûleront. Je ne veux pas de cela. Je crois que nous pouvons arrêter cela maintenant.

Alors s'il vous plaît, aidez-nous. Aidez-nous avec des armes ; fournissez-nous des avions et une défense aérienne, parce que maintenant Poutine tue nos enfants et nos femmes depuis les airs.

S'il vous plaît, je m'adresse à ceux qui sont membres de l'Union européenne - soutenez l'appel ukrainien à devenir candidat, candidat maintenant à l'Union européenne. Nous montrons au monde entier que nous sommes des Européens, mais c'est maintenant à l'Europe de le montrer au monde.

Êtes-vous aux côtés de ceux qui luttent pour la démocratie ou non ? Êtes-vous aux côtés de ceux qui luttent pour la lumière contre les ténèbres ou pas ? Alors s'il vous plaît, lorsque nous pouvons les arrêter avec des mots, vous ne m'écoutiez pas toujours.

Maintenant les mots sont finis, mais s'il vous plaît écoutez-moi maintenant.

Aidez-nous à arrêter Poutine aujourd'hui et nous construirons ensemble une Europe plus forte avec des droits de l'homme, la démocratie et l'état de droit où l'Ukraine sera l'un des leaders.

*Slava Ukraini* et à l'Europe, une Europe libre, qui arrêtera les dictateurs et arrêtera la Troisième Guerre mondiale.

Je crois en vous.

Merci.

**M. John HOWELL (Royaume-Uni, CE/AD, Président de l'Assemblée):** Merci beaucoup.

La parole est maintenant à M. Christophe LACROIX.

**M. Christophe LACROIX (Belgique, SOC):** Merci Monsieur le Président.

C'est évidemment très difficile de succéder à notre collègue ukrainien qui est en train de combattre sur le terrain, avec son peuple et avec tous les résistants de la démocratie ukrainienne, cet outrage et cette ignominie qui sont infligés à ce beau pays par la Russie de Vladimir Poutine.

*« Will all great Neptune's ocean wash this blood clean from my hand ? »*

Effectivement, quelle dynamique agressive de Vladimir Poutine et ce nouvel impérialisme russe qu'il incarne. Il a commencé par la Géorgie, première victime en 2008 ; en dehors de l'Europe, c'est l'expansion militaire vers la Syrie où, déjà, il a envoyé et multiplié les milices, le groupe Wagner et autres qui combattent odieusement aujourd'hui sur le terrain ukrainien. C'est, depuis lors, la radicalisation contre les opposants, contre une expression publique russe libre, pluraliste et indépendante ; c'est sa propagande ; c'est la persécution contre les ONG et contre les LGBTQI. Ce projet impérialiste longuement réfléchi est à la base de cette agression sauvage et ignoble de l'Ukraine.

C'est une croisade, mes chers collègues ! C'est une croisade conservatrice, soutenue d'ailleurs par le patriarche russe Cyrille de Moscou, contre les valeurs démocratiques de liberté, de progrès, de respect des droits humains et des valeurs européennes. Alors oui, nous devons être en alerte, nous, les citoyens libres d'Europe. Nous devons quitter notre pusillanimité, nous devons quitter notre mélange parfois d'inconscience et d'hésitation vis-à-vis de tous ceux qui, même au sein de l'Europe et même parfois au sein de cette Assemblée, combattent nos valeurs démocratiques et nos valeurs européennes.

Cette Europe qui redécouvre la guerre avec son lot de réfugiés, de misère, de détresse humaine doit aujourd'hui accueillir, bien sûr, nos amis ukrainiens mais, plus largement, toutes celles et ceux qui sont victimes des conflits à travers le monde. Et pour sauver nos libertés, nos vies, nos peuples, pour sauver l'Ukraine, pour sauver l'Europe, pour sauver nos valeurs, mais pour sauver aussi le peuple russe qui croit en la liberté, partout en Europe, pour que ces peuples puissent choisir leur destin librement et s'exprimer sans crainte, il est impérieux, mes chers collègues, de soutenir, de défendre et d'aider celles et ceux qui résistent avec vaillance, dignité et courage.

« *All the perfumes of Arabia will not sweeten this hand* », conclut Lady Macbeth dans cette tragédie de Shakespeare.

Vladimir Poutine, vous rejoignez le banc de l'infamie, celui des dictateurs barbares et sanguinaires. Honte à vous ! Sortez de cette Assemblée.

**M. John HOWELL (Royaume-Uni, CE/AD, Président de l'Assemblée):** Merci.

Je donne maintenant la parole à M. Uldis BUDRIKIS.

**M. Uldis BUDRIKIS (Lettonie, PPE/DC):** Merci, Monsieur le Président.

Chers collègues,

le 24 février, si vous avez écouté attentivement, vous avez entendu que les lunettes roses se sont cassées. Un par un, les hommes politiques ont commencé à parler, et ils étaient convaincus de dialoguer avec un dictateur.

Et devinez quoi ? Plus de lunettes, plus de dialogue. Mais quel était le prix à payer ?

Aux informations, nous venons d'apprendre qu'un hôpital a été pris en otage avec tout son personnel et tous ses patients à Marioupol. Des milliers de personnes ont été tuées, des milliers de personnes ont été blessées. Presque trois millions sont déjà des réfugiés.

Mais qu'est-ce que je peux voir maintenant ? Il y a une lueur d'espoir. Dans ces troubles, nous voyons que même notre institution est plus proche, plus unie, et nous sommes aux côtés de l'Ukraine.

Chers collègues, en ce qui concerne le sujet, il ne s'agit pas seulement d'un document juridique pour le Comité des Ministres. D'une part, nous sommes des hommes politiques, et ce sera un message politique que nous enverrons au monde entier, aux Nations unies, à l'UE, même à la Russie, et même à nos amis ukrainiens proches.

Le plus important, c'est que les Ukrainiens attendent ce message. Le peuple ukrainien et le monde libre doivent s'engager à aider l'Ukraine et à combattre le fascisme, qui est en Russie, et à combattre le mal.

Merci, Mme Ingjerd SCHOU, pour votre rapport. Un travail brillant.

Merci au Comité des Présidents, qui a rassemblé les amendements pour les déclarations 19 et 20. Je les applaudis, mais il y a encore du travail à faire. Les premières étapes sont ici sur la table. Bien sûr, je vous demanderai, chers collègues, de soutenir tous les amendements, de soutenir le projet de rapport final.

Puisque je vois que j'ai du temps, mon discours ne demande pas d'applaudissements. Je voudrais que vous, chers collègues, applaudissiez une fois de plus ces héros qui se battent en Ukraine pour toutes nos valeurs et pour le monde libre et contre le fascisme, contre l'agresseur, contre les occupants, et aussi pour le « Bataillon diplomatique féminin » qui est ici. Elles sont nos héroïnes. Lesia, Maryna, Mariia, les deux Yuliya, Yevheniia, Yelizabeta, Larysa, vous êtes nos héroïnes. Je vous applaudis.

*Slava Ukraini !*

**M. John HOWELL (Royaume-Uni, CE/AD, Président de l'Assemblée):** Merci.

Maintenant, est-ce que Mme Petra STIENEN est en ligne ?

Oui, Madame STIENEN.

**Mme Petra STIENEN (Pays-Bas, ADLE):** Monsieur le Président, Madame la rapporteure, chers collègues.

Le 22 février 2022, j'ai dîné à La Haye avec nos collègues ukrainiens Mme Yevheniia KRAVCHUK et Mme Penelope Denu, chef du secrétariat de la Commission sur l'égalité et la non-discrimination de l'APCE au Conseil de l'Europe.

Cela semblait être un moment de normalité, mais Mme Yevheniia KRAVCHUK était tout le temps au téléphone avec sa famille. Elle était aux Pays-Bas pour une mission d'enquête pour son rapport « Justice et sécurité pour les femmes dans la réconciliation pour la paix » et j'espère que ce rapport sera utile le plus tôt possible car cette guerre doit cesser.

Deux jours après notre dîner, Mme Yevheniia KRAVCHUK nous envoyait des photos des ravages causés par les avions russes dans les villes d'Ukraine. Je suis de tout cœur avec tous nos collègues ukrainiens, leurs familles, leurs amis et le peuple ukrainien.

Chers collègues,

Ce que nous voyons aujourd'hui - ce que nous avons vu ces dernières années - est une guerre d'agression tout droit sortie du manuel du dictateur. C'est la guerre de Poutine - Poutine et ses kleptocrates et oligarques. Cette guerre vise à blesser tous ceux qui ne partagent pas leur vision du monde, qui ne reconnaît pas les droits de l'homme, la démocratie ou l'État de droit pour tous. Par conséquent, il n'y a pas de place pour la Russie dans cette Organisation - tant que Poutine n'arrête pas cette guerre.

En attendant, chers collègues, nous devons faire tout notre possible pour maintenir les contacts avec les forces pro-démocratiques en Russie. Toutes ces personnes courageuses qui se dressent et qui paient un prix très élevé. Nous avons déjà vu ce comportement de Poutine dans tant d'autres pays. Nous assistons également à une autre guerre - la guerre de la désinformation, la guerre des fausses nouvelles - tout droit sortie du manuel du dictateur.

C'est pourquoi j'appelle la Secrétaire Générale, Mme Marija PEJČINOVIĆ-BURIĆ, le Comité des Ministres, le Commissaire aux droits de l'homme et le Président de l'Assemblée à faire tout leur possible pour contrer cette guerre, la guerre de la désinformation, car la vérité doit être dite aux Russes, aux Ukrainiens et au monde entier. Nous pouvons également voir un autre chapitre du manuel du dictateur. Poutine compte sur la déstabilisation de nos pays en créant une crise avec les réfugiés. Je sais que M. Poutine comprend l'allemand, alors pour reprendre les mots d'Angela Merkel : « *Wir schaffen das, Mr Poutine* » (« Nous allons y arriver, Monsieur Poutine » en allemand).

Nous pouvons tous constater que dans de nombreux États membres du Conseil de l'Europe, l'hospitalité envers les Ukrainiens fait chaud au cœur. Espérons que cette hospitalité durera et qu'elle sera ouverte à tous les réfugiés.

Monsieur le Président, pour conclure : les droits de l'homme ne sont pas un luxe pour les périodes fastes, mais une nécessité absolue pour les périodes agitées. Par conséquent, il appartient à notre Organisation d'agir et d'être aussi proactive que possible. Tirons les leçons des bonnes expériences vécues lors de la crise de la Covid-19.

C'est pourquoi je soutiens l'amendement n° 8 visant à créer un groupe de travail chargé d'étudier les questions à long terme qui se posent à nous.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

**M. John HOWELL (Royaume-Uni, CE/AD, Président de l'Assemblée):** Merci beaucoup.

Maintenant, M. Domagoj HAJDUKOVIĆ est en ligne.

Monsieur HAJDUKOVIĆ, vous avez la parole.

**M. Domagoj HAJDUKOVIĆ (Croatie, SOC):** Merci, Monsieur le Président.

Chers collègues,

La guerre en Ukraine n'est certainement pas la dernière guerre que nous avons connue au cours des trente dernières années sur le sol européen, mais elle est certainement la plus importante.

Mon propre pays, la Croatie, a subi une agression et une guerre au début des années 1990. En effet, la rhétorique, la brutalité de l'agresseur, le ciblage intentionnel des civils et des cibles civiles comme les écoles, les jardins d'enfants, les hôpitaux, me rappelle sinistrement ce qui s'est passé en Croatie, car ils sont très très similaires.

Chers collègues, mon enfance a été marquée par les brutalités de la guerre. Moi aussi, j'ai cherché refuge dans les sous-sols lorsque les agresseurs bombardaient des cibles civiles. Moi aussi, j'étais une personne déplacée à l'intérieur du pays. C'est pourquoi je peux vraiment compatir à ce que vivent nos amis ukrainiens.

Je suis de tout cœur avec nos collègues ukrainiens. Je suis de tout cœur avec le peuple ukrainien, avec ceux qui souffrent. Je suis de tout cœur avec vos nobles et courageux défenseurs. Ils sont les héros des temps modernes. *Heroiam slava !*

Votre drapeau, chers collègues ukrainiens, le bleu et le jaune, ne représente plus seulement votre pays. Il représente la liberté, la démocratie, la paix, car ce sont les qualités que vous défendez.

En outre, ces couleurs sont les couleurs du drapeau européen. Je tiens à vous faire part de mon soutien le plus sincère et le plus ferme à l'admission des Ukrainiens dans l'Union européenne. Je me réjouis de débattre de sujets liés à l'Ukraine lors de nos réunions de l'Union européenne, et de vous accueillir dans notre famille européenne.

Ceci étant dit, mes amis, nous ne pouvons pas rester les bras croisés alors que les valeurs fondamentales de notre Organisation sont également brutalement piétinées par l'agresseur de l'Ukraine. Il est temps d'en dire assez. Il est temps de tracer une ligne, et il est temps de dire que nous sommes un club exclusif de personnes qui défendent l'humanité et les valeurs humanitaires et des droits de l'homme.

Cette décision ne doit en aucun cas être dirigée contre le peuple russe. Car en effet, chers amis, de nombreux Russes courageux protestent contre la guerre et risquent d'être emprisonnés, sanctionnés, et peut-être même pire.

Mon cœur est donc aussi avec eux, car ils montrent qu'il y a encore de l'humanité et des valeurs justes parmi les citoyens russes.

Permettez-moi de terminer par quelques mots en ukrainien.

*Mon Ukraini, Svobodu Ukrajini, slava Ukraini !*

**M. John HOWELL (Royaume-Uni, CE/AD, Président de l'Assemblée):** Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à M. Marco NICOLINI.

Il est en ligne ?

**M. Marco NICOLINI (Saint-Marin, GUE):** Merci, Monsieur le Président.

Le peuple ukrainien est confronté à la réalité dramatique des bombes qui explosent autour de lui ; les personnes entassées dans les métros ou dans les abris se souviennent d'époques passées que nous espérons ne jamais revoir. Les cours et les commémorations historiques pourraient être d'un réalisme sans humour.

L'agression russe qui a commencé le 24 février n'a aucune justification car ceux qui bombardent les civils ont toujours tort, quelles que soient les raisons du désaccord entre les gouvernements.

En ce qui concerne la situation économique, nous ne devons pas penser que le principal élément qui nous lie aux principaux contributeurs du Conseil de l'Europe est l'argent qu'ils versent. Le Conseil de l'Europe a le devoir d'être prêt à combler d'éventuelles lacunes dans les comptes et, indépendamment de cela, d'essayer de garder chaque pays - du plus petit au plus grand - au sein du Conseil de l'Europe.

En ce moment, la Russie est sur le point de devenir, avec le Bélarus, les seuls pays européens à ne pas faire partie de notre Organisation.

Cela suggère que quelque chose ne va pas dans les fondements démocratiques actuels de ces deux pays qui sont très proches l'un de l'autre. En raison de nos valeurs fondatrices, la peine de mort est inacceptable dans un État membre, mais il est également difficile de définir la très longue durée de vie des dirigeants des deux pays comme le résultat d'un système démocratique mature.

Parmi les nombreux sentiments de colère et d'empathie pour le sort de tant d'Ukrainiens, nous devons nous rappeler que le Conseil de l'Europe est né pour protéger les citoyens avant les nations, et qu'un gouvernement extérieur à la plus ancienne organisation européenne ne répondra plus des jugements des tribunaux et des résolutions de cette assemblée.

Sans écouter la voix de Strasbourg les gouvernements sont moins liés et la population en souffre toujours. Des millions de Russes qui s'opposent aujourd'hui à l'action de leur gouvernement ne pourront pas s'adresser à la Cour des droits de l'homme.

Je pense plutôt que diviser les gens du monde entre les bons et les Russes - comme cela semble être le cas actuellement - pourrait être une très mauvaise voie à suivre, conduisant la population russe confuse d'aujourd'hui à se ranger du côté d'un gouvernement qui se comporte maintenant de manière plutôt agressive.

Pour cette raison, le Conseil de l'Europe ne peut éviter de préparer le dialogue avec le plus grand pays du monde pour prévenir d'autres conflits. Il est clair qu'à l'heure qu'il est, les armes auront cessé de tirer.

Merci Monsieur le Président.

**M. John HOWELL (Royaume-Uni, CE/AD, Président de l'Assemblée):** Merci beaucoup.

Nous passons maintenant au Mexique et à Madame Rosangela Amairany PEÑA ESCALANTE.

**Mme Rosangela Amairany PEÑA ESCALANTE (Mexique):** Depuis l'origine de la Magna Carta mexicaine en 1917, la soi-disant « Doctrine Carranza » a été introduite pour protéger et prendre soin de la souveraineté de la nation par la diplomatie, mais cela appartient au passé. Car après les débuts de la République mexicaine en tant que pays indépendant, et après 300 ans de domination espagnole, les puissances mondiales sont à nouveau intervenues.

La France nous a fait subir deux occupations, les États-Unis nous ont envahis et une partie de notre territoire actuel a été perdue. Chaque puissance étrangère profite des nations vulnérables et les oblige à rester sous son joug de différentes manières. Ainsi, se souvenir de l'histoire des invasions étrangères dans des pays souverains, comme dans le cas du Mexique, résonne avec ce qui se passe aujourd'hui en Ukraine.

Le Mexique a une histoire de politique étrangère dont les principaux piliers sont connus dans le monde entier sous le nom de « Doctrine Estrada », dont les principes sont ceux de la non-intervention, du règlement pacifique des différends et de l'autodétermination des peuples.

Dans ce contexte, le gouvernement du Mexique a fermement condamné l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Nous condamnons tout type d'invasion dans le monde, où qu'elle puisse avoir lieu. Nous condamnons toute intervention qui vise à anéantir un peuple, à le soumettre et à l'assujettir.

Le malheur qui frappe l'Ukraine nécessite le soutien de toutes les nations. L'aide humanitaire est plus que jamais essentielle - non seulement pour les personnes qui souffrent à l'intérieur des frontières de l'Ukraine, mais aussi pour les nations qui reçoivent des réfugiés à leur porte.

Cependant, la mobilité humaine ne concerne pas seulement les ressortissants d'un pays qui se déplacent vers un autre en raison d'un conflit. Parce que les nations européennes sont culturellement diverses dans leur origine, et dans leur façon d'accueillir les populations migrantes, nous devons éliminer tout type de discrimination et permettre l'arrivée de personnes indépendamment de leur origine et de leur statut migratoire.

Nous continuons à parier sur le dialogue et la diplomatie comme ressource efficace pour la résolution des conflits. Nous invitons la Russie à reprendre le chemin de la diplomatie. Nous exigeons un cessez-le-feu immédiat et inconditionnel.

Les peuples sont ceux qui souffrent des décisions de leurs dirigeants. Aucune guerre n'a de bénéfices. Ceux qui souffrent en fin de compte sont les peuples - les peuples qui, par leurs efforts et leur travail, ont construit leurs nations pour vivre dans des conditions adéquates et harmonieuses.

La paix doit être assurée. La décision qui sera prise aujourd'hui par cette Assemblée sera celle qui convient le mieux à l'avenir des deux nations et du continent tout entier. Nous voulons la paix, pas la tragédie.

Je vous remercie.

**M. John HOWELL (Royaume-Uni, CE/AD, Président de l'Assemblée):** Merci.

Et c'est un grand plaisir de vous voir avec nous.

Maintenant, Mme Yelyzaveta YASKO.

**Mme Yelyzaveta YASKO (Ukraine, PPE/DC):** Chers collègues,

J'essaie d'écrire mon discours toute la journée, mais je ne peux pas. Parce qu'il y a une question qui me trotte dans la tête en permanence. Cette question est : comment se fait-il que nous nous retrouvons tous ici, maintenant, dans la situation que nous connaissons actuellement ? Comment tout cela a-t-il pu se produire dans mon pays, dans ma patrie ? Comment se fait-il que des milliers, des millions de personnes qui aiment mon pays, et je suis l'une d'entre eux, soient obligés de partir ? Comment se fait-il que nous ayons pu empêcher la guerre mais que nous ne l'ayons pas fait ?

Je veux parler personnellement. Je suis né l'année où l'Ukraine est devenue indépendante. J'ai 31 ans, je suis ukrainienne, et je n'ai jamais voulu vivre à l'étranger. J'ai toujours voulu être dans mon pays. Mon but dans la vie est lié à l'Ukraine. Tout ce que j'ai est lié à l'Ukraine. Et maintenant, je n'ai plus rien. Même ma vie personnelle, ma famille, ma maison, tout dépend de Poutine. Comment cela peut-il être ainsi ?

Malheureusement, il y a parfois des vérités qui ne sont pas confortables, et je connais deux personnes dans ma vie qui, à mon avis, sont les plus fortes pour dire la vérité sur Poutine. L'une d'entre elles est mon président, le Président Zelenskyy, qui met toute sa vie en danger pour sauver non seulement les Ukrainiens mais l'humanité tout entière. Et un autre est Mikheil Saakashvili, le troisième Président de la Géorgie, citoyen ukrainien, et je suis aussi son épouse civile.

Il a été arrêté comme otage personnel et fait prisonnier en Russie en octobre, donc maintenant je n'ai pas physiquement mes proches, je n'ai pas de maison parce qu'elle est ruinée, je ne sais pas quand je pourrai revenir dans un environnement sûr. Et je veux vous appeler tous aujourd'hui, je sais que vous soutenez l'Ukraine en ce moment, mais la question principale est de savoir comment mettre fin à cette guerre. Pas seulement pour aider les réfugiés. C'est très important, mais comment s'assurer que nous construisions un système de sécurité et la paix en Europe qui fonctionne. Que nous ne nous retrouvions pas dans la situation dans laquelle nous sommes actuellement.

Réfléchissons à cela. Je ne connais personne de plus fort que Zelenskyy en ce moment. Et je suis sûre et je prie pour qu'un jour il reçoive aussi et nous devrions certainement le nommer pour le Prix Nobel de la paix, mais je veux vraiment la paix dans mon pays, je veux que mon cher citoyen ukrainien, Mikheil Saakashvili soit libéré de la prison de Poutine, et je veux avoir la paix chez moi, je veux vous accueillir tous dans mon pays, dans ma maison, et enfin dire que nous avons réussi à construire cette paix tous ensemble.

Faisons-le, s'il vous plaît, parce que nous en avons vraiment besoin pour notre avenir et pour notre lendemain.

Merci.

**M. John HOWELL (Royaume-Uni, CE/AD, Président de l'Assemblée):** Merci beaucoup.

Maintenant, M. Paul HOWELL.

**M. Paul HOWELL (Royaume-Uni, CE/AD):** Merci, Monsieur le Président.

Je suis nouveau dans cette Assemblée, et je n'aurais jamais pu imaginer que ce serait le sujet sur lequel je m'exprimerais en premier, ni que je suivrais un membre dont l'État est soumis à une attaque par un État censé adhérer à nos valeurs.

La Russie n'est clairement pas alignée et doit être expulsée.

J'ai écouté de nombreux orateurs qui ont parlé avec tant de passion et de soutien en faveur du soutien à l'Ukraine. Ils nous ont notamment rappelé à tous que nos collègues ukrainiens risquent de ne même pas pouvoir se joindre à nous en avril. Cela ne fait que mettre en contraste la réalité de cette guerre menée par Poutine, l'agresseur.

Comme d'autres, j'ai également vu tant de personnes dans ma circonscription, Sedgefield, dans le nord-est de l'Angleterre, se mobiliser pour aider en offrant des maisons, en collectant des fonds, en rassemblant et en envoyant des fournitures. Cette situation se reflète clairement dans toutes nos circonscriptions. Il nous incombe à tous de refléter leurs sentiments dans nos actions aujourd'hui.

Qu'il s'agisse de l'apparition des enfants sur le balcon tout à l'heure, ou de l'apparition par liaison vidéo, dans notre groupe politique hier, d'un délégué ukrainien vêtu d'un treillis militaire qui s'est rendu en voiture dans un immeuble d'habitation de Kiev qui venait d'être attaqué. La bravoure des délégués ukrainiens est pour nous un message fort et clair, comme il nous est possible d'en recevoir sans nous rendre en Ukraine.

Je tiens à les remercier, ainsi que d'autres personnes, comme la journaliste russe Marina Ovsyannikova, qui font tout ce qu'elles peuvent pour que le monde comprenne la gravité de ce qui se passe. Je vous salue tous et vous remercie de nous donner cette clarté.

Pour moi, il est impératif que nous nous battions aujourd'hui pour demander l'expulsion urgente de la Russie du Conseil de l'Europe. Nous devons faire tout ce que nous pouvons pour aider l'Ukraine et ostraciser la Russie. Cela devrait inclure tout ce que nous pouvons faire pour soutenir en augmentant l'assistance à l'Ukraine dans ses efforts pour renforcer la protection de son territoire, y compris son espace aérien, afin de réduire le coût humain sévère et les conséquences humanitaires tragiques de la guerre d'agression actuelle de la Russie.

Nous faisons clairement la distinction entre le peuple russe et ses dirigeants, mais nous ne pouvons pas accueillir dans cette Assemblée des représentants de ses dirigeants qui agissent en dehors de ce que nous considérons tous comme des limites acceptables, morales et légales.

Comme de nombreux orateurs aujourd'hui, je souhaite que le drapeau russe soit retiré de l'extérieur de ce bâtiment dès que possible. Mais ce n'est pas seulement le drapeau symbolique qui doit tomber, c'est la conviction de M. Poutine que l'on peut réécrire l'histoire pour justifier ses actions sous le regard du monde.

Nous devons aujourd'hui envoyer un message au Comité des Ministres pour lui dire que notre opinion est que vous devez faire tout ce qui est en votre pouvoir pour faire échouer et ensuite inverser cet agenda obscène que Poutine poursuit, et que nous sommes unis dans cette opinion.

*Slava Ukraini !*

**M. John HOWELL (Royaume-Uni, CE/AD, Président de l'Assemblée):** Merci beaucoup.

Maintenant, M. Irakli CHIKOVANI.

**M. Irakli CHIKOVANI (Géorgie, SOC):** Merci, Monsieur le Président.

L'agression sans précédent et la guerre totale de la Fédération de Russie contre l'Ukraine ont violé tous les principes du droit international et les règles régissant les relations internationales. Et cela se passe en Europe, en 2022. Et cela se produit en dépit des efforts que chacun a déployés ici pour donner une chance à la paix.

Il est presque impossible de trouver des mots de consolation ou de saisir l'ampleur de la douleur que les Ukrainiens traversent en ce moment. Je réaffirme une fois de plus notre solidarité envers l'Ukraine et le peuple ukrainien.

Nous avons été témoins de l'attaque militaire de grande envergure de la Russie contre l'Ukraine, qui viole les principes fondamentaux du droit international et entraîne des conséquences désastreuses, notamment des violations flagrantes des droits de l'homme, des souffrances humaines massives et des déplacements forcés.

Nous avons tous été consternés d'être témoins de la mort de civils pacifiques. Nous sommes une fois de plus aux côtés de l'Ukraine et condamnons fermement ces attaques. Cela doit cesser et doit cesser immédiatement.

La situation actuelle en Ukraine rappelle l'agression russe contre la Géorgie en 2008. Pendant des décennies, l'Ukraine, la Géorgie et la Moldavie ont été confrontées à des actes d'agression et de guerre aux effets dévastateurs qui ont entraîné la fragmentation de centaines de milliers, et maintenant de millions de familles, l'occupation et l'annexion de territoires, des centaines de milliers, et maintenant des millions de réfugiés et de personnes déplacées, et d'innombrables disparitions forcées de civils. Et c'est avec une grande tristesse, je dois le dire, que nous n'avons pas répondu de manière adéquate.

Il est clair que nous devons faire notre maximum pour mettre fin à l'effusion de sang, montrer notre solidarité et, surtout, être résolu à ce que cela ne soit pas toléré. La situation est très sombre, et nous devons y faire face. Je voudrais, une fois de plus, saluer et soutenir l'action immédiate que le Conseil de l'Europe a prise au sein du Conseil des ministres, avec la consultation de l'Assemblée parlementaire et le recours à l'article 8. La Géorgie a soutenu la décision susmentionnée.

Je tiens à rappeler qu'en 2019, la Géorgie faisait partie des quelques États membres du Conseil de l'Europe qui se sont opposés à une modification des règles permettant le retour de la délégation russe à l'Assemblée parlementaire. La Géorgie et l'Ukraine sont en effet étroitement liées par un partenariat stratégique et par une amitié fraternelle historique depuis des siècles. Des injustices historiques ont marqué le destin de nos pays et les ont entrelacés encore davantage. Nous partageons des valeurs et une vision communes de l'avenir européen de nos nations.

Je voudrais, une fois de plus, réaffirmer que le Conseil de l'Europe a été l'un des premiers à réagir à cette crise, et cela est très réjouissant.

De même, je voudrais souligner et saluer le fait que le rapport et le projet d'avis ont été plutôt rassembleurs pour l'Assemblée et non diviseurs. Je suis sûr que nous allons agir tous ensemble.

**M. John HOWELL (Royaume-Uni, CE/AD, Président de l'Assemblée):** Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à M. Serhii SOBOLIEV. Est-il en ligne ? Bien.

**M. Serhii SOBOLIEV (Ukraine, PPE/DC):** Merci beaucoup.

Cher Président, chers collègues,

Je suis maintenant à seulement trente kilomètres de Kiev, où, il y a quelques heures, nous avons tenu notre session parlementaire.

Oui, à Kiev, il y avait des missiles et des bombardements mais nous avons décidé de tenir notre session parlementaire afin de montrer au monde entier, à notre peuple, que nous n'avons pas peur de Poutine et de son régime.

En ce moment même, nous sommes en état d'alerte à Kiev, à Tchernihiv, à Vnyitsa, à Ivano-Frankivsk, à Lviv. Je ne mentionne pas Marioupol et Kharkov où les gens ont dû passer tout leur temps à se cacher des bombes et des missiles de Poutine.

À l'heure actuelle, nous vivons une situation horrible dans toute l'Ukraine, où rien qu'au cours des 21 derniers jours, plus de 800 missiles ont été lancés sur nos villes, où nous pouvons voir des centaines et des centaines d'écoles, d'universités, de jardins d'enfants, où nous pouvons voir des hôpitaux, des maternités, totalement détruits.

Et c'est la deuxième soi-disant plus grande armée du monde qui ne peut pas se battre contre nos soldats, parce que seulement pendant 21 jours notre armée a détruit un tiers de l'armée russe. Ils ne peuvent se battre que contre nos enfants et contre nos femmes. C'est la seule façon qu'ils peuvent faire.

Et nous avons besoin maintenant d'une seule chose - et je vous le demande - cette chose est de fermer notre ciel du régime de Poutine. C'est très important. C'est très important non seulement pour nous, parce qu'ils ne combattent pas seulement l'Ukraine. Ils combattent toute l'Europe. Alors soyez forts.

Je pense que l'amendement principal - pas seulement pour obtenir la sortie de l'Assemblée pour la délégation russe. Nous avons besoin d'une protection aérienne pour l'ensemble de l'Europe. Nous devons fermer notre ciel, ainsi que le ciel de toute l'Europe, aux missiles et aux bombes russes. Notre armée fera son travail. Elle détruira l'armée de Poutine.

Merci.

**M. Tiny KOX (Pays-Bas, GUE, Président de l'Assemblée):** Merci M. Serhii SOBOLIEV. Je vous souhaite bonne chance là-bas.

Restez en bonne santé si possible.

La parole est à M. Zeki Hakan SIDALI, de la Turquie.

**M. Zeki Hakan SIDALI (Turquie, ADLE):** Merci, Monsieur le Président.

Merci également au rapporteur et ma solidarité à M. Serhii SOBOLIEV et à tous les amis ukrainiens.

La Russie montre clairement qu'elle ne reconnaît pas le droit international et les principes de l'ONU, et ignore le Conseil de l'Europe.

L'heure est à l'honnêteté et à l'autocritique. Aujourd'hui, nous sommes tous ensemble debout contre l'expansionnisme russe, et nous montrons sincèrement notre solidarité à l'Ukraine. Mais qu'avons-nous fait lorsque cela a commencé en Crimée ?

Pendant l'annexion de la Crimée, les gens ont été soumis à un exil moderne. La structure démographique a été modifiée, et la situation de la Crimée était à notre ordre du jour à l'APCE récemment.

Nous avons accepté le rapport sur les violations des droits de l'homme en Crimée. Le rapport demandait la levée de l'interdiction du Parlement des Tatars de Crimée, y compris de ses dirigeants M. Jemilev et de son président M. Chubarov.

L'agression russe n'est pas une première. Avons-nous pris des mesures convaincantes ? Non.

Au lieu de cela, nous avons donné la priorité à la démocratie, ce qui a encouragé toutes les démocraties illibérales et les régimes autoritaires, ainsi que leurs dirigeants, à être plus illibéraux et plus autoritaires.

L'inaction ou les mots de blâme augmentent la pression sur leurs peuples et même sur leurs voisins. Il n'existe pas de tentative de coup d'État utile, d'organisation terroriste acceptable ou de régime autoritaire gérable. Les avantages à court terme du jeu des trois singes vont entraîner de plus grandes pertes à long terme.

Nous devons être capables d'affirmer nos valeurs communes sans toucher aux intérêts à court terme de notre pays ou à nos relations bilatérales avec les parties concernées.

En outre, les doubles standards des membres des organisations internationales à l'encontre des démocraties en développement entravent tous les efforts visant à améliorer leurs valeurs démocratiques. De telles mises en œuvre créent également des excuses et du matériel de propagande pour les démagogues radicaux, illibéraux et autoritaires dans leurs pays.

Continuer à différencier les nations avec des préjugés sera la principale source de polarisation à l'avenir.

Espérons que tous les réfugiés d'Ukraine seront mieux accueillis qu'avant, sans aucune discrimination de couleur de cheveux, d'yeux ou de religion.

Chers membres, nous ne pouvons pas rester silencieux et laisser les Ukrainiens à leur destin. Nous devons prendre toutes les mesures possibles pour que la Fédération de Russie cesse son agression et reprenne le chemin de la diplomatie. Mais la Fédération de Russie refuse volontairement de prendre cette voie.

Aujourd'hui, nous allons voter pour la démocratie et la paix. Aujourd'hui nous montrerons notre détermination contre l'agresseur et notre solidarité envers les victimes de cette agression.

Aujourd'hui n'est pas la fin de nos devoirs. Aujourd'hui n'est que le début.

Merci.

**M. Tiny KOX (Pays-Bas, GUE, Président de l'Assemblée):** Je vous remercie.

La parole est à Mme Jane STEVENSON, du Royaume-Uni.

Madame STEVENSON, vous avez la parole.

**Mme Jane STEVENSON (Royaume-Uni, CE/AD):** Merci, Monsieur le Président.

C'est avec une grande tristesse que je prends la parole en ces temps si sombres pour notre continent et en ces temps d'horreur inimaginable pour nos amis, le peuple ukrainien.

Les témoignages de nos collègues ukrainiens ont été déchirants et très difficiles à entendre, et il ne fait aucun doute pour aucun d'entre nous que la Russie ne peut plus rester membre du Conseil de l'Europe. Les conséquences de l'invasion de Poutine se feront sentir sur tout le continent et aussi en Russie. Poutine est en train de tirer un rideau de fer sur notre continent et sur le peuple russe. Et nos pensées doivent aller vers ces Russes courageux qui, même si les conséquences pour leurs familles sont extrêmes, continuent de protester contre l'invasion et l'attaque illégales de l'Ukraine.

Nous devons envoyer un message clair et uni de la part de ce Comité des Ministres et un message de l'Assemblée qui doit être d'agir rapidement et d'agir de manière décisive. Et je veux parler de la formulation de l'article 8 parce que je crois que le temps est essentiel. Nous ne pouvons pas attendre. Notre article 8 est rédigé de manière à être courtois, à être respectueux envers un membre. Il leur permet la décence de se retirer, la courtoisie de sauter avant d'être poussé. Et je veux être clair : Vladimir Poutine ne mérite aucune courtoisie de la part du Conseil, il ne mérite aucun respect, et je demanderais instamment au Comité des ministres de fixer le délai entre leur demande de retrait d'un membre, et le moment où ils considèrent qu'un membre n'est plus un État membre, et il n'y a pas de délai spécifié. Je demande instamment au Comité des ministres de faire en sorte que ce délai soit le plus court possible, même de quelques minutes, et certainement pas plus de quelques heures. Retarder, c'est paraître faible et c'est aussi manquer de respect à nos collègues ukrainiens.

Je demande à tous les collègues de soutenir certains des amendements, en particulier l'amendement 7, qui nous demande de fournir à l'Ukraine tout le soutien nécessaire pour se défendre. Si un collègue est réticent, hésitant ou indécis à ce sujet, je veux lui rappeler que ce matin, deux enfants ukrainiens se trouvaient dans l'hémicycle avec nous. Ces deux beaux enfants, en raison de la bravoure de leur mère, du service public qu'elle a rendu à son pays, retournent maintenant vivre dans une zone de guerre. C'est tout simplement horrible et nous ne pouvons pas attendre, nous ne pouvons pas tergiverser, nous devons agir avec force, nous devons être présents et apporter tout notre soutien à l'Ukraine pour qu'elle puisse se défendre maintenant et se reconstruire dans les mois et les années à venir.

*Slava Ukraini !*

**M. John HOWELL (Royaume-Uni, CE/AD, Président de l'Assemblée):** Merci, Jane.

J'ai bien peur que vous m'ayez fait revenir pour un petit moment au moins.

Maintenant, Mme Thórhildur Sunna ÆVARSDÓTTIR, c'est à vous.

**Mme Thórhildur Sunna ÆVARSDÓTTIR (Islande, SOC):** Merci, Monsieur le Président.

Chers collègues,

Je condamne avec la plus grande fermeté cette guerre meurtrière, et j'exige la cessation immédiate de cette inexcusable agression de la Russie contre l'Ukraine. Je déclare ma pleine solidarité avec le peuple ukrainien qui souffre dans cette guerre insensée et totalement injustifiable. Je demande également l'expulsion immédiate de la Russie du Conseil de l'Europe, un État meurtrier qui envahit ses voisins, qui assassine son peuple, qui commet des crimes de guerre au quotidien. Un tel État n'a pas sa place au sein du Conseil de l'Europe.

Le peuple ukrainien a besoin de notre entière solidarité et de notre soutien. Ses réfugiés doivent être accueillis, et ils doivent être acceptés dans nos communautés. Maintenant, chers collègues, en tant que rapporteure générale sur le statut des défenseurs des droits de l'homme et auteure du rapport sur la situation des Tatars de Crimée, que cette Assemblée a adopté l'été dernier, ainsi qu'en tant que rapporteur sur les

prisonniers politiques en Russie, je dois lancer un avertissement et un appel à l'action à nous tous. Nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour protéger les défenseurs des droits de l'homme en Ukraine. Nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour les défendre au Bélarus et également en Russie.

La Russie de Poutine a montré son intention préméditée et pleinement calculée d'étouffer toute opposition. Nous avons vu ce que la Russie a fait aux Tatars de Crimée. Nous sommes au courant des disparitions forcées. Nous connaissons les exécutions sommaires, les tortures et les meurtres dont sont victimes tous ceux qui s'opposent à l'opresseur occupant ou même simplement ceux qui appartiennent à un groupe minoritaire qui menace Poutine. Il est de notre mandat et de notre devoir de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour aider les défenseurs des droits de l'homme, y compris les activistes, les journalistes indépendants et les travailleurs des ONG à rester en sécurité et à rester forts.

Il y a plusieurs choses que nous pouvons faire pour aider ces courageux défenseurs, et elles incluent :

Fournir des visas souples et rapides aux défenseurs des droits humains ukrainiens, russes et biélorusses et à leurs familles qui cherchent un abri.

Identifier, aider et attirer l'attention de la communauté internationale sur les défenseurs des droits humains en Ukraine qui risquent de faire l'objet d'une menace imminente de la part des autorités russes.

Utiliser la présence diplomatique en Ukraine pour tenter de protéger les défenseurs des droits humains et leurs familles qui courent un risque important et font face à une menace imminente de la part des autorités russes.

Enfin, au Bélarus et en Russie, veiller à ce que des canaux de communication sûrs et fiables soient ouverts pour que les défenseurs des droits de l'homme puissent partager des informations avec les missions diplomatiques et se préparer à l'éventualité d'une répression massive, qui pourrait les obliger à quitter la Russie. Je dois également dire que nous devons avoir pour priorité absolue de briser le blocus de l'information en Russie, afin que le peuple russe puisse comprendre pleinement les crimes horribles que commet son gouvernement et la raison insensée et horrible pour laquelle ses fils meurent. À mon avis, cette connaissance deviendrait notre arme la plus puissante contre cet horrible agresseur.

Merci.

**M. John HOWELL (Royaume-Uni, CE/AD, Président de l'Assemblée):** Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à Mme Inese LĪBIŅA-EGNERE de Lettonie.

**Mme Inese LĪBIŅA-EGNERE (Lettonie, PPE/DC):** Merci Monsieur le Président, chers amis de la démocratie, des droits de l'homme, de la liberté et de la paix,

Je remercie de tout cœur la rapporteure et les collègues qui ont participé au débat d'aujourd'hui.

Ici dans l'hémicycle, la majorité des mots prononcés aujourd'hui étaient directs, fondés sur des faits, à propos de l'agression, du génocide, du régime totalitaire - le tout par la Russie, qui est toujours un État membre ici. Auparavant, nous étions traités de « russophobes » pour avoir dit la vérité. Cependant, ce débat ne devrait pas porter sur la Russie et sur nos devoirs, attendus depuis longtemps, d'expulser un pays agresseur d'une Organisation de défense des droits de l'homme et de l'État de droit. Ce débat porte sur l'Ukraine et sur la manière d'arrêter la guerre et de la reconstruire.

Aujourd'hui, nous pouvons être ici pour la session extraordinaire. Nous sommes venus ici à Strasbourg en avion, en train ou autrement, [mais] nos collègues - les parlementaires de la Verkhovna Rada d'Ukraine - travaillent et votent les lois nécessaires à leur pays, voient leurs maisons bombardées, leurs familles au loin - avec un peu de chance, toujours en vie. De plus, cela se passe aujourd'hui, au 21e siècle.

Ce débat est aussi une excuse symbolique à nos collègues ukrainiens, géorgiens et moldaves ici, pour les longues sessions dans l'hémicycle, lorsqu'ils soutenaient et défendaient les victimes des territoires occupés par la Russie, en étant piégés dans la même pièce que le pays agresseur, qui leur riait au nez avec des lettres de créance et des droits de vote fraîchement renouvelés. Qui plus est, cette Assemblée a elle-même réussi à rédiger une procédure visant à affaiblir son mandat pour réagir à de nouveaux actes d'agression de la part de la Russie et ainsi de suite - incroyablement triste, mais très vrai.

Ce débat et notre rapport devraient au moins donner l'espoir que nous allons travailler sur comment mettre fin à cette guerre cruciale. J'espère sincèrement que nous partageons tous pleinement l'opinion selon laquelle nous devons trouver des moyens plus efficaces de soutenir l'Ukraine et son peuple, afin de mettre fin à la guerre. Le Parlement est le lieu où l'on peut s'exprimer. C'est pourquoi la démocratie parlementaire a été efficace jusqu'à présent.

Nous sommes une assemblée parlementaire, un parlement des parlements. Votons, parlons et aidons l'Ukraine - ne nous contentons pas d'applaudir et d'embrasser nos amis ukrainiens. Nous pouvons le faire. « *Wir schaffen das.* »

*Slava Ukraini.*

**M. John HOWELL (Royaume-Uni, CE/AD, Président de l'Assemblée):** Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à Mme Elena-Simona SPĂTARU de Roumanie.

**Mme Elena-Simona SPĂTARU (Roumanie, ADLE):** La Roumanie condamne fermement l'attaque criminelle de la Fédération de Russie contre l'Ukraine.

L'invasion russe de l'Ukraine viole effrontément l'ordre juridique international de l'après-Seconde Guerre mondiale, faisant de l'Europe le témoin de la pire agression militaire depuis des décennies. Je joins ma voix aux innombrables appels lancés à la Fédération de Russie pour qu'elle mette immédiatement et inconditionnellement fin à la guerre contre l'Ukraine et qu'elle se conforme à ses obligations en vertu du droit humanitaire international, pour permettre l'évacuation en toute sécurité des civils, ainsi que l'accès sûr et sans entrave à l'aide humanitaire pour tous ceux qui en ont besoin.

Tuer des civils en temps de guerre est une violation très grave de la Convention de Genève et de ses protocoles. C'est un crime de guerre et un crime contre l'humanité. Les personnes qui en sont directement responsables doivent répondre de leurs actes devant les tribunaux internationaux compétents. Tant de vies ukrainiennes ont été perdues uniquement pour les intérêts de Vladimir Poutine et son ambition sans limite de faire revivre l'Union soviétique.

La Roumanie soutient pleinement les mesures substantielles imposées à la Fédération de Russie à la suite de l'agression militaire contre l'Ukraine. Notre pays a également répondu à la demande d'assistance de l'Ukraine par le biais du mécanisme européen de protection civile. Mais la mobilisation massive des citoyens roumains, qui ont exprimé leur solidarité avec leurs voisins ukrainiens en leur offrant de la nourriture, de l'eau et un abri, a été bien plus importante. De plus, un centre logistique a été mis en place dans notre pays afin que les dons internationaux d'aide humanitaire puissent être collectés et acheminés vers l'Ukraine et ses citoyens.

J'espère que cette guerre pourra bientôt prendre fin et que la voie de la diplomatie pourra prévaloir pour mettre fin à la perte de ces vies innocentes.

*Slava Ukrainie !*

**M. John HOWELL (Royaume-Uni, CE/AD, Président de l'Assemblée):** Merci beaucoup.

Je donne maintenant la parole à Mme Inka HOPUSU. Vous êtes là ?

**Mme Inka HOPUSU (Finlande, SOC):** Monsieur le Président,

L'attaque brutale et totalement injustifiée de la Russie contre l'Ukraine a choqué toute l'Europe. Nous devons rester unis, montrer notre soutien total à l'Ukraine et condamner l'agression russe contre un autre État souverain. Dans toute guerre, les civils ne devraient pas faire partie du conflit. Tous les actes qui mettent en danger la vie et le bien-être des civils sont indubitablement mauvais et la Russie doit être tenue responsable de toutes les attaques visant des civils.

Nous devons envoyer une aide humanitaire à l'Ukraine et aux pays voisins et garantir des évacuations sûres de villes comme Marioupol. Cela fait chaud au cœur de voir les actes de bonté et d'aide offerts par tant de personnes. Une telle volonté d'aider devrait couvrir toute personne dans le besoin, indépendamment de sa couleur, de son origine ethnique ou de sa richesse. La décision d'accorder une protection temporaire dans

l'UE aux personnes fuyant l'Ukraine a été très appréciée. Nous devons garantir que les personnes qui ont dû fuir leur foyer retrouvent rapidement une vie aussi normale que possible. À ce jour, plus de deux millions de personnes ont fui l'Ukraine, dont plus d'un million d'enfants.

Je veux que nous portions notre attention sur les groupes vulnérables, tels que les personnes handicapées, les mineurs non accompagnés et les groupes minoritaires comme les Roms. Lorsque nous réfléchissons aux moyens de soutenir les Ukrainiens, nous devons accorder une attention particulière aux enfants. La douleur de la guerre se transmet de génération en génération. Nous le savons en Finlande.

Monsieur le Président,

La plupart des civils russes ne font pas partie de cette guerre. Le régime autoritaire du Président Poutine soutient la propagande de guerre et limite l'accès des citoyens à des informations neutres ou aux possibilités de protester contre la guerre. Un moyen important de limiter l'agression de la Russie à l'étranger est donc de soutenir les Russes qui défendent la paix et l'ouverture des médias. Le soutien de la société civile et de la démocratie en Russie finira par bouleverser la dictature.

Pour conclure, nous devons condamner ensemble la guerre d'agression russe et faire en sorte que le régime de Poutine en subisse les conséquences. Je soutiens fermement l'expulsion de la Russie de Poutine du Conseil de l'Europe. Notre objectif principal est de ramener la paix en Europe, de soutenir l'Ukraine dans la guerre et de montrer à la Russie que sa tentative de saper le droit international, la démocratie et les droits de l'homme n'aboutira pas. L'Europe restera unie.

*Slava Ukraini !*

**M. John HOWELL (Royaume-Uni, CE/AD, Président de l'Assemblée):** Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à Mme Ria OOMEN-RUIJTEN, des Pays-Bas.

**Mme Ria OOMEN-RUIJTEN (Pays-Bas, PPE/DC):** Merci, Monsieur le Président, chers collègues,

Nous sommes tous, dans le monde civilisé, choqués et horrifiés par les images quotidiennes de civils ukrainiens, jeunes et vieux, qui tentent d'échapper à la guerre d'agression.

Les images d'hôpitaux bombardés, de maisons et de pâtés de maisons détruits, de familles dans des abris en sous-sol, dans des stations de métro cherchant à se protéger mais également pillonnés, comme cela s'est produit aujourd'hui. Nous voyons les Russes entourant les villes et les citoyens qui tentent de survivre, même s'ils sont privés des besoins fondamentaux - de l'eau, de la nourriture et des produits de première nécessité. Qu'une telle guerre puisse être déclenchée et menée par le chef de l'État russe, le président Poutine, qui a signé en tant qu'autorité et ratifié les valeurs de notre Organisation. Le président Poutine, chaque jour, montre davantage que son leadership n'épargne rien ni personne ; [montrant] un manque de respect pour les citoyens des pays voisins, mais aussi pour les citoyens de son propre pays - pour leurs soldats.

Un Président qui, chaque jour, se concentre davantage sur ses propres intérêts et sur les intérêts du cercle qui l'entoure. Des citoyens sous le capot qui retiennent l'information et réduisent au silence les civils et les institutions. Cette Russie-là, nous devons la bloquer.

Chers collègues,

Avec M. Axel SCHÄFER, nous étions rapporteurs pour le suivi de la Russie. Nous avons eu plusieurs entretiens avec des ONG [sur] leur vie difficile en Russie. Nous avons visité le pays l'été dernier et avons organisé une nouvelle visite début avril prochain pour notre rapport. Avec la délégation russe, nous avons défini les grandes lignes du rapport. Nous prendrions toutes les propositions législatives critiques et suivrions les conseils de la Commission de Venise pour voir comment des mesures positives concrètes - mais aussi, comme je l'ai dit, avec un calendrier - pourraient être prises.

Pouvez-vous imaginer, Monsieur le Président, que d'anciens collègues avec lesquels nous avons conclu ces arrangements préliminaires, permettent maintenant à leur Président et à leur gouvernement de se battre contre des voisins, qu'ils appellent aussi leurs frères ? Pourquoi ne se sont-ils pas levés ? Pourquoi ces collègues, anciens collègues, n'ont-ils pas élevé leur voix contre cette guerre dévastatrice, ces actes criminels contre des êtres humains ; et mis en danger également leur propre peuple ?

La cruauté contre les citoyens en Ukraine est quelque chose qui m'émeut aussi jour et nuit, mais avoir eu des collègues à qui je n'aurais pas dû faire confiance est une profonde coupure dans mon cœur.

Je vous remercie.

**M. John HOWELL (Royaume-Uni, CE/AD, Président de l'Assemblée):** Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à Mme Minna REIJONEN. Est-elle dans la salle ? Oui.

**Mme Minna REIJONEN (Finlande, CE/AD):** Merci.

En automne, j'ai visité Khmelnytsky, en Ukraine, lorsque la ville a reçu le prix européen du Conseil de l'Europe, décerné par nous. Cette ville magnifique et progressiste et ses habitants sympathiques m'ont fait une grande impression. À l'époque, personne ne pouvait imaginer ce qui allait se passer en six mois. En tout cas, pas en Europe. La guerre en Europe est une chose terrible. Il y a maintenant des réfugiés nationaux de Kiev, Kharkiv, Sumy, Marioupol et de nombreux autres endroits à Khmelnytsky. Pour de nombreux réfugiés, Khmelnytsky est un lieu de repos sur le chemin de la Pologne ou d'autres pays européens.

La situation des Ukrainiens est très touchante. Tous les Européens et, je l'espère, toutes les personnes présentes dans cette salle sont choqués par la terrible dévastation causée par la guerre d'agression russe sur le peuple et le pays de l'Ukraine. Personne ne devrait vivre dans la peur dans sa propre maison ou dans son propre pays. Personne. Il a été choquant d'apprendre que la Russie a bombardé l'hôpital pour enfants de Marioupol, où des femmes accouchaient. Ce bombardement a détruit des vies et a affecté l'avenir. Il a empêché la vie future d'enfants innocents. La douleur est dure. Le désir d'aider est fort.

L'article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme stipule : « Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne. » Ce droit de l'homme a maintenant été violé de manière flagrante par l'invasion de l'Ukraine par la Russie et le ciblage de cibles civiles. L'Ukraine a déjà fait fuir deux millions huit cent mille personnes à l'étranger en tant que réfugiés et il y a au moins 1,85 million de réfugiés nationaux. Ce sont tous des gens qui devraient être à l'école aujourd'hui, au travail, à la retraite ou en vacances. Cependant, ils ont dû quitter leur maison et leur vie, fuir leur propre pays et laisser leurs pères, maris et fils se battre sans savoir s'ils reverront un jour leurs proches ou leur maison.

Il ne devrait y avoir aucun conflit ou contradiction en Europe aujourd'hui qui doit être résolu par les armes. En Finlande, nous ressentons une grande douleur et une grande compassion. J'espère que la guerre se terminera bientôt.

**M. John HOWELL (Royaume-Uni, CE/AD, Président de l'Assemblée):** Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à Monsieur Adnan DIBRANI qui est en ligne.

Monsieur DIBRANI, vous devez demander la parole. Oui.

Devons-nous passer à Mme Mirosława NYKIEL ? D'accord.

**Mme Mirosława NYKIEL (Pologne, PPE/DC):** Merci, M. le Président.

*Mayi Ukrayins'kyi druzi,*

Je voudrais commencer mon discours par une forte expression de solidarité et de soutien à la nation ukrainienne. Les courageuses troupes ukrainiennes qui protègent leur patrie et leur commandant en chef, le Président Volodymyr Zelensky, qui a prouvé qu'il était un véritable homme d'État. Cette situation totalement inédite dans l'histoire contemporaine de l'Europe entraîne de nouvelles responsabilités pour nous, hommes politiques des pays européens, et pour l'Europe dans son ensemble.

Le mot-clé qui devrait être notre principe directeur dans les semaines et les mois à venir est l'unité. Nous devons être unis contre l'agression russe et les crimes de guerre commis par le régime de Poutine. Nous devrions imposer des sanctions encore plus strictes à la Russie et au Bélarus, notamment une interdiction totale des importations de pétrole et de gaz russes et le retrait de la Sberbank et de la Gazprombank du système bancaire SWIFT.

En ce moment même, des milliers de camions en provenance des pays de l'UE, remplis de médicaments, de nourriture et de pièces détachées qui serviront à aider l'armée russe, se dirigent vers la frontière avec le Bélarus et la Russie. Nous devons mettre un terme à cela immédiatement. J'ai également un message pour Dmitry Peskov qui sait que la Russie se retire du Conseil de l'Europe : nous sommes heureux. Nous ne voulons pas de vous ici. Il n'y a pas de place pour les criminels de guerre et leurs sbires dans cette enceinte.

Pendant trop longtemps, nous avons fermé les yeux sur les actions de la Russie - d'abord en Tchétchénie, puis en Géorgie, et maintenant en Ukraine. Il n'y a plus de temps pour les demi-mesures. Les politiciens et les diplomates polonais vous ont mis en garde contre la Russie depuis des années. Toutes nos craintes et inquiétudes se sont avérées totalement justifiées. Alors s'il vous plaît, écoutez-nous quand nous disons plus de sanctions, plus d'aide militaire à l'Ukraine, et plus d'unité.

Gloire à l'Ukraine. *Slava Ukraini !* Merci.

**M. John HOWELL (Royaume-Uni, CE/AD, Président de l'Assemblée):** Merci beaucoup.

Je demande maintenant à M. Momodou Malcolm JALLOW de prendre la parole.

Vous êtes là, Monsieur.

**M. Momodou Malcolm JALLOW (Suède, GUE):** Merci beaucoup, Monsieur le Président.

Permettez-moi de commencer par m'adresser respectueusement à nos collègues, à nos collègues ukrainiens et au peuple ukrainien. Nous sommes avec vous, nous sommes avec vous tous. Nous exprimons notre plus profonde solidarité et notre soutien à l'ensemble du peuple ukrainien.

Monsieur le Président,

Nous vivons des temps difficiles et nous ne pouvons pas être indifférents face à l'oppression et à l'injustice. C'est pourquoi nous devons condamner dans les termes les plus forts possibles l'invasion et l'agression de l'Ukraine par la Fédération de Russie.

Monsieur le Président,

Nous ne pouvons pas être indifférents face à une souffrance humaine aussi tragique. C'est pourquoi nous voulons prendre une position sérieuse et unie ici aujourd'hui. Des millions de femmes, d'enfants et de personnes handicapées sont déplacés, des familles séparées et des moyens de subsistance dévastés. Nous ne pouvons pas être indifférents, Monsieur le Président. C'est pourquoi nous devons montrer notre solidarité unie au peuple ukrainien. Nous admirons votre courage, nous sommes inspirés par votre résilience et nous serons à vos côtés dans votre quête de liberté, de paix et de sécurité.

Monsieur le Président,

Le Conseil de l'Europe est la plus grande institution des droits de l'homme au monde et nous poursuivons un idéal de paix depuis plus de 70 ans, et c'est précisément pour cette raison que nous devons montrer, non seulement avec des mots, mais aussi avec des actions, notre engagement inébranlable à défendre la démocratie, la liberté et l'état de droit. L'attaque contre l'Ukraine est aussi une attaque contre la paix et la sécurité et une violation flagrante du droit international, elle doit cesser maintenant.

Monsieur le Président,

Il est plus important aujourd'hui que jamais pour nous de nous concentrer sur la manière de mettre fin à cette guerre, de nous concentrer sur la désescalade, de nous concentrer sur la création de couloirs humanitaires pour aider et évacuer les civils. La guerre est toujours une expérience dévastatrice, et en tant qu'États membres, nous devons soutenir activement les mouvements de paix et être généreux dans notre solidarité. Tous ces Russes pro-démocratie et pacifistes qui manifestent en grand nombre sont parfaitement conscients du risque d'être arrêtés, mais ils sortent chaque jour et le font.

Nous devons veiller à ce que toute personne qui cherche refuge puisse être protégée et avoir pleinement accès à ses droits. Quand je dis tout le monde, je pense à tous les Ukrainiens, quand je dis tout le monde, je pense aussi aux Russes, quand je dis tout le monde, je pense aussi aux étudiants africains, moyen-orientaux et asiatiques pris au piège de cette guerre tragique et qui cherchent refuge dans les pays voisins.

Et oui, leurs expériences sont réelles et ne sont pas des « *fake news* », elles ne sont pas non plus de la propagande russe. Elles sont réelles et nous ne pouvons pas les minimiser. Enfin, permettez-moi d'exhorter tous les États membres à être unis dans le soutien de l'avis et de la résolution, car toute autre attitude serait contraire à l'objectif même de cette grande institution.

Merci beaucoup.

**M. John HOWELL (Royaume-Uni, CE/AD, Président de l'Assemblée):** Merci beaucoup M. Momodou Malcolm JALLOW.

Je pense que nous allons passer en ligne à Mme Mònica BONELL.

**Mme Mònica BONELL (Andorre, ADLE):** Merci, Monsieur le Président.

Je tiens à condamner fermement la violence et à exprimer une solidarité absolue avec le peuple ukrainien et avec chacune des victimes de ce conflit.

C'est précisément ici, dans la maison des droits de l'homme, que des mesures doivent être prises pour que chacun reçoive l'aide nécessaire, surtout en Ukraine mais pas seulement, car nous devons aussi penser aux autres pays frontaliers qui ont été touchés par cette guerre et qui accueillent chaque jour des milliers de réfugiés.

Et, cependant, n'oublions pas non plus les millions de Russes qui n'ont rien à voir avec ce conflit, dont les droits sont également violés et qui paieront un jour les conséquences des décisions de leurs gouvernants. Eux non plus ne méritent pas d'être oubliés.

L'Andorre est un pays qui a une longue histoire de paix. C'est pourquoi nous appelons la Russie à respecter l'intégrité territoriale de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières, internationalement reconnues, et nous appelons également tous les pays qui jouent un rôle de médiateur afin que, par le dialogue et la diplomatie, ce cauchemar prenne bientôt fin pour le bien de tous.

Merci, Monsieur le Président.

**M. John HOWELL (Royaume-Uni, CE/AD, Président de l'Assemblée):** Merci.

Maintenant je passe à Lord George FOULKES.

**Lord George FOULKES (Royaume-Uni, SOC):** Monsieur le Président, tout d'abord, puis-je dire qu'il est absolument vital que nous soutenions massivement ce rapport et l'expulsion de la Russie. Nous ne devons en aucun cas nous laisser distraire par les stratagèmes que, d'après ce que je comprends, les politiciens russes préparent. Nous devrions savoir maintenant que nous ne pouvons pas leur faire confiance.

Monsieur le Président, dans le calme et la raison de cet hémicycle, il nous est difficile de comprendre les atrocités qui se déroulent actuellement sur le terrain en Ukraine. De terribles atrocités. Mais la réalité nous a été rapportée, de manière si frappante aujourd'hui, par Mme Larysa BILOZIR et ses deux enfants, Lisa et Anna Mariia. Elles retournent maintenant dans l'incertitude et la terreur de l'Ukraine, tandis que nous retournons dans la sécurité de nos maisons.

J'ai été très impressionné par le courage du peuple ukrainien, par le courage de ses députés et, surtout, par le courage de son président. Je pense que nous devons tous nous regarder en face, personnellement. Aurions-nous un tel courage dans de telles circonstances ? Personnellement, j'en doute fort.

C'est pourquoi nous devons faire tout ce que nous pouvons pour les soutenir dans leur lutte. Tout ce que nous pouvons faire en tant que parlementaires, dans notre parlement national, et dans les organisations internationales, pas seulement à l'APCE - tout ce que nous pouvons faire pour les soutenir. Cela doit inclure des sanctions fortes à l'encontre de Poutine et du régime de Loukachenko, car le Bélarus a été complice de cette invasion et doit également être sanctionnée.

Je crains que nous ne soyons engagés dans une longue, longue lutte. Nous ne devons pas laisser peser notre intérêt et notre soutien. Parce que comme tant de personnes l'ont dit, tant de députés, dans cet excellent débat que nous avons eu : ce n'est pas seulement un combat de Poutine contre le peuple ukrainien - c'est un combat de la dictature contre la démocratie. Et pour notre bien à tous, pas seulement pour le peuple ukrainien, mais pour nous tous, la démocratie doit gagner ce combat.

**M. John HOWELL (Royaume-Uni, CE/AD, Président de l'Assemblée):** Merci beaucoup, Lord FOULKES.

Je passe maintenant la parole à Mme Eva DECROIX.

**Mme Eva DECROIX (République tchèque, CE/AD):** Mesdames et Messieurs,

Madame la rapporteure,

Je voudrais vous parler aujourd'hui au nom de la nation tchèque qui a connu l'humiliation et l'agression de l'entrée des chars russes sur son territoire en 1968 mais qui a aussi, un peu dans un passé plus lointain, connu l'humiliation de l'abandon de notre pays par les alliés européens.

Les citoyens de mon pays portent les événements de 1938 à 1968 comme un profond traumatisme national mais, aujourd'hui, ce traumatisme national nous permet d'être, dans l'âme, beaucoup plus proches de nos amis ukrainiens. Parce que l'histoire ne doit pas se répéter.

Je suis fière, aujourd'hui, que notre pays, y compris l'opposition, soit uni derrière l'Ukraine. Je suis encore plus fière que, pendant que je parle ici, mon Premier ministre soit à Kiev avec ses collègues slovènes et polonais pour soutenir le Président Zelensky. Parce que ce ne sont pas seulement les mots, ce sont les gestes qui comptent ; ce sont les gestes qui vont compter encore beaucoup plus longtemps, pas seulement aujourd'hui. Merci, merci pour ce geste important.

Moi, je viens de la génération qui n'a pas connu la guerre, qui n'a pas connu ces événements dont je viens de parler. Moi, je viens de la génération qui était assurée, pendant les études universitaires, de ne pas avoir la guerre en Europe, d'avoir une communauté internationale à travers tous ces traités multilatéraux ou bilatéraux qui sont suffisamment forts et qui offrent suffisamment de garanties pour que ces histoires ne se répètent plus.

Le jour de l'invasion de la Russie en Ukraine, on savait tous que cette sécurité dans le monde européen n'allait plus jamais être comme avant. On sait aujourd'hui qu'aucune obligation basée sur le droit international ne s'est avérée suffisamment forte pour empêcher la nature perverse d'un homme de déclarer la guerre. Mais il faut aussi dire que ce système de traités internationaux et la communauté internationale ne sont pas ébranlés tout entiers.

Le débat d'aujourd'hui le montre bien : nous sommes capables d'être unis, d'être forts. Notre système est toujours suffisamment robuste. Bien sûr, il a des limites ; l'essence de ses limites, c'est chaque vie qui est perdue aujourd'hui en Ukraine. Ça, c'est l'erreur et c'est la question : que va-t-il se passer dans le futur ? Comment va-t-on pouvoir changer ce système ? Comment va-t-on pouvoir repousser ces limites pour que cela ne redevienne plus la réalité d'aujourd'hui ?

Il faut aussi avouer qu'en une semaine, nous sommes tombés du haut de nos discussions théoriques, sur comment être encore plus égaux dans les moments paisibles, dans la boue des civils affamés et fuyant de Marioupol, ou fuyant des tirs d'Irpin. Nous sommes aussi tombés dans l'impuissance diplomatique.

*Slava Ukraini*, et j'espère que cela sera une leçon pour nous, pour le futur.

**M. John HOWELL (Royaume-Uni, CE/AD, Président de l'Assemblée):** Nous allons maintenant passer à M. Gudmundur THORARINSSON.

**M. Birgir THÓRARINSSON (Islande, PPE/DC):** Monsieur le Président,

Nos pensées et nos prières vont à ceux qui souffrent en Ukraine. Des personnes innocentes, qui ont perdu leurs proches, des femmes et des enfants. Des millions de réfugiés qui ont été forcés de quitter leur foyer. Des familles brisées. La guerre de Poutine en Ukraine est un crime contre l'humanité. Une guerre contre l'Europe. Une guerre contre la démocratie. La plus grande attaque contre un État européen depuis la Seconde Guerre mondiale. Le monde ne sera plus le même.

Nous devons nous souvenir de notre histoire européenne. On ne peut pas faire confiance aux dictateurs. Si M. Poutine n'est pas arrêté, il continuera. Nous ne pouvons pas faire confiance à M. Poutine. Il a menti à son propre peuple et il a menti à la communauté internationale. Une aide militaire et humanitaire supplémentaire doit être fournie à l'Ukraine immédiatement. L'agression russe actuelle en Ukraine est une menace grave pour la sécurité nationale de l'UE et des États-Unis, qui ne doit pas être sous-estimée.

Les sanctions commencent à porter leurs fruits, mais il faut immédiatement en faire plus pour maintenir cette dynamique. Poutine doit être jugé pour crimes contre l'humanité. L'allègement des sanctions ne devrait être envisagé que lorsque le peuple russe, bon et honnête, se sera levé et aura chassé le dictateur criminel. La nation ukrainienne est unie et prête à se battre jusqu'au bout. Ce moment de vérité donne naissance à une

nouvelle qualité de la société et des individus. En Pologne, j'ai visité des centres d'accueil pour réfugiés. Les Polonais ont ouvert non seulement leurs cœurs, mais aussi les portes de leurs maisons aux réfugiés en fuite. Je félicite le peuple polonais pour sa grande compassion et son hospitalité.

M. le Président ,

Je suis arrivé hier de Lviv, en Ukraine. Je me suis réveillé au milieu de la nuit ce week-end lors de l'attaque de missiles russes près de la frontière avec la Pologne, où 35 personnes ont été tuées. J'ai visité un hôpital militaire à Lviv, et j'ai parlé à des jeunes hommes de 19 et 21 ans, qui avaient perdu un bras et une jambe. J'avais le cœur brisé.

J'ai parlé aux réfugiés. Une jeune mère avec deux enfants, elle a dû laisser sa mère derrière elle et son frère. Tout est tellement irréel, a-t-elle dit. Chaque jour, j'espère que ce n'est qu'un mauvais rêve, dit-elle les larmes aux yeux. À la frontière polonaise, j'ai vu des familles se dire au revoir alors que les hommes restaient derrière pour se battre.

M. le Président,

La guerre de Poutine en Ukraine est horrible et doit être arrêtée. Que Dieu bénisse le Président Zelenskyy et le peuple courageux d'Ukraine, et qu'il les garde en sécurité et libres.

**M. John HOWELL (Royaume-Uni, CE/AD, Président de l'Assemblée):** Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à Mme Arta BILALLI ZENDELI.

**Mme Arta BILALLI ZENDELI (Macédoine du Nord, SOC):** Merci Monsieur le Président, chers collègues, Mesdames et Messieurs,

Nous sommes tous conscients que l'Europe et la démocratie font face à un très grand défi aujourd'hui. C'est un défi car il ne s'agit pas seulement d'une guerre au milieu de l'Europe en 2022. Ce n'est pas seulement une guerre entre l'Ukraine et la Russie, mais c'est une guerre entre les valeurs démocratiques et autocratiques.

Sachant que le Conseil de l'Europe est fondé sur la démocratie et les valeurs démocratiques, je suis convaincu que nous devons soutenir la démocratie et les valeurs démocratiques et exclure les valeurs autocratiques.

Mesdames et Messieurs,

Le 21ème siècle était censé être défini par le développement, la prospérité et le partenariat, mais nous sommes confrontés à une très mauvaise situation. Une situation selon laquelle nous avons, depuis 18 jours selon le discours du Premier ministre ukrainien, des milliers de morts, dont plus de 900 enfants. C'est une très mauvaise situation parce que nous ne savons pas où et quand cela va s'arrêter. C'est pourquoi je pense que notre réponse doit être immédiate et que toutes les personnes responsables devront rendre des comptes devant la Cour pénale internationale.

Nos collègues du Parlement ukrainien ont dit hier qu'ils étaient en fait des réfugiés. Cela peut arriver à presque tout le monde, surtout à ceux d'entre nous qui viennent de pays où la démocratie est faible. C'est pourquoi je dois travailler davantage au partenariat, à l'intégration et à la collaboration dans des valeurs qui sont synonymes de démocratie, et travailler moins ou penser moins aux valeurs qui nous divisent et nous nuisent en Europe.

Chers collègues du Parlement ukrainien,

Vous êtes un réfugié aujourd'hui mais soyez un réfugié fier car votre pays et votre nation se battent pour la démocratie - une valeur qui devrait déjà être garantie, mais il semble qu'elle ne le soit pas. Le monde démocratique est avec vous. Nous vous soutenons. Nous soutenons le peuple ukrainien, votre intégrité territoriale et votre souveraineté.

*Slava Ukraini !*

Merci.

**M. John HOWELL (Royaume-Uni, CE/AD, Président de l'Assemblée):** Merci beaucoup.

La parole est maintenant à M. Christian KLINGER, en ligne.

**M. Christian KLINGER (France, PPE/DC):** Monsieur le Président,

Mes chers collègues,

Je voudrais commencer cette intervention en rendant hommage à la population ukrainienne qui fait face au feu des bombes russes et qui se bat aujourd'hui avec courage.

Le Comité des Ministres a décidé de consulter notre Assemblée sur les nouvelles mesures potentielles à prendre pour sanctionner l'agression russe. Je crois qu'il est de notre devoir de montrer notre solidarité avec l'Ukraine, compte tenu des multiples violations des droits de l'homme que nous observons aujourd'hui. On peut légitimement se poser la question de si la Fédération de Russie a encore sa place au Conseil de l'Europe, bien qu'à vrai dire, il faudrait s'en prendre à Poutine, son Président, et non à la population russe.

La situation en Ukraine est plus qu'alarmante, comme nous le montrent les bombardements sur Marioupol. Les habitants sont privés d'eau, de gaz et d'électricité. La nourriture commence à manquer cruellement. Les immeubles sont bombardés sans relâche par les forces russes qui n'hésitent pas à viser la population civile.

Face à cette situation grave et à ces violations des droits humains, il est de notre devoir de venir en aide aux réfugiés qui souhaitent demander l'asile. Nous ne devons pas commettre les mêmes erreurs qu'en 2015 et 2016. L'Italie et la Grèce s'étaient alors retrouvées seules en première ligne pour accueillir des millions de réfugiés syriens qui fuyaient la guerre. Nous devons apprendre de nos erreurs et organiser au mieux l'arrivée de ces réfugiés. Cette fois, c'est notamment la Pologne et la Roumanie qui sont en première ligne. Les autres États membres de l'Union européenne doivent prêter leur assistance. Les réfugiés doivent être répartis sur l'ensemble des États membres, en tenant évidemment compte de leurs préférences et de leurs attaches. La Commission européenne doit mobiliser des moyens humains, matériels et financiers pour permettre d'accueillir dignement ces personnes.

Il ne faut pas s'y tromper, mes chers collègues : cette guerre est appelée à durer et le nombre de réfugiés à augmenter, d'autant plus que les forces russes renforcent les frappes sur la population civile pour tenter de venir à bout de la résistance ukrainienne.

Si nous avons d'ores et déjà franchit le cap des 3 millions de réfugiés, les experts annoncent que ce chiffre pourrait atteindre rapidement les 5 millions. Dans ce contexte, le Conseil de l'Europe doit rester actif. En effet, son expertise sera indispensable pour permettre un accueil des réfugiés respectueux des droits et garantir que toutes ces personnes qui souhaitent quitter l'Ukraine puissent le faire. La gestion des demandes d'asile suppose une certaine expérience dont dispose aujourd'hui le Conseil de l'Europe. Notre Commissaire aux droits de l'homme pourra assister la Commission européenne et les États membres de notre Organisation pour cela.

Enfin, il faudra permettre aux ressortissants des États tiers vivant en Ukraine de pouvoir se rendre dans d'autres pays européens, pour pouvoir regagner leur pays d'origine s'ils le souhaitent. Dans cette situation d'urgence, l'accueil sans condition devra être organisé, sachant que la volonté de la plupart des réfugiés sera de regagner leur Ukraine natale dès la fin du conflit.

Vive la paix en Ukraine.

**M. Tiny KOX (Pays-Bas, GUE, Président de l'Assemblée):** Merci beaucoup.

La parole est maintenant à M. Jaroslav BŽOCH, de la République tchèque.

Monsieur BŽOCH, vous avez la parole.

**M. Jaroslav BŽOCH (République tchèque, ADLE):** Merci, Monsieur le Président.

Cette institution défend les droits humains, l'humanité, l'égalité, la paix et d'autres choses importantes. Et de quoi parlons-nous aujourd'hui ? Nous parlons d'agression, de guerre, du meurtre de personnes innocentes, de civils qui meurent. C'est de cela que nous parlons. Nous parlons de tout ce qui va à l'encontre de ce que cette Organisation représente.

Je pense qu'il n'y a pas de place dans une Organisation comme le Conseil de l'Europe, et je crois vraiment qu'il n'y a pas de place sur terre, pour quiconque agit comme Poutine et son régime.

Il ne s'agit pas d'une opération spéciale. Peu importe comment ils l'appellent. C'est un acte de guerre, c'est une agression, et c'est le meurtre de personnes innocentes.

Je viens de République Tchèque où les soviétiques avaient aussi leur propre opération spéciale. Ils l'ont appelée « aide » quand ils sont arrivés dans notre pays en 1968. Donc nous savons tous que lorsqu'il y a un pays où des soldats russes mettent le pied sur son sol, ils ne viennent pas pour aider. Ils viennent pour ruiner ce pays, pour ruiner les valeurs et tout ce qui a été construit jusqu'à présent depuis la seconde guerre mondiale.

Je ne pense même pas que ce soit une guerre russe. Je pense que c'est une guerre de Poutine, assis dans son bunker, qui pense et rêve de son empire, qui appartient déjà au passé, et nous en sommes reconnaissants.

Cela a commencé à l'été 2008, cela a continué en 2014, et honnêtement – pour être honnête avec nous-mêmes – nous fermions les yeux sur ce qui se passait. Nous sommes tous des politiciens à la pensée rationnelle, donc nous pouvions imaginer qu'il y aurait quelque chose, qu'il pourrait y avoir quelque chose comme un conflit comme celui-ci, lorsque des bombes et des roquettes atterrirent sur des maisons, des hôpitaux, des écoles, et que des gens meurent.

Nous devons arrêter cela maintenant. Nous devons l'arrêter maintenant. Nous ne pouvons pas faire un seul pas en arrière.

Nous avons beaucoup entendu parler de la situation en Ukraine, notamment par nos collègues ukrainiens aujourd'hui. Leurs témoignages sont déchirants. Je peux à peine imaginer que cela arrive à nouveau à mon pays – ce qui s'est passé en 1968.

Nous avons vu deux jeunes enfants de mon collègue de l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe, et je peux à peine parler lorsque je vois cela.

Je suis donc émerveillé par le courage de tous les Ukrainiens. Vous avez mon respect, vous avez mon cœur, et je vous soutiens à tout moment.

Nous devons arrêter le plan de Poutine. Le plan de Poutine est de nous diviser et de nous conquérir. Nous devons l'arrêter maintenant, parce que l'union fait la force.

*Slava Ukraini.*

**M. Tiny KOX (Pays-Bas, GUE, Président de l'Assemblée):** Merci beaucoup, Monsieur BŽOCH.

Avant de donner la parole à l'orateur suivant, je voudrais apporter une précision. Peut-être avez-vous déjà entendu que la Secrétaire Générale du Conseil de l'Europe a reçu une notification de la Fédération de Russie annonçant qu'elle se retire du Conseil de l'Europe en vertu de l'article 7. Pour votre précision, cela n'intervient pas dans nos discussions. Le Comité des Ministres nous demande un avis sur la nécessité d'une action supplémentaire et sur l'article 8, et nous sommes dans ce processus que nous terminerons plus tard dans la soirée. Donc, sachez que notre processus se poursuit.

Je donne maintenant la parole à M. Richard HOLDEN, du Royaume-Uni.

**M. Richard HOLDEN (Royaume-Uni, CE/AD):** Merci beaucoup, Monsieur le Président.

Je ne pense pas que nous devrions leur permettre de se retirer. Je pense que nous devrions les forcer à se retirer et à écouter cette Assemblée et le Comité des Ministres. Écouter les voix présentes dans cette salle aujourd'hui.

Je veux envoyer un message au peuple ukrainien et lui faire savoir que nous sommes solidaires avec lui et avec ses représentants. Nos amis ukrainiens qui sont ici aujourd'hui et ceux qui ne peuvent pas être présents mais qui sont apparus sur des écrans vidéo et nous ont parlé avec tant d'éloquence, nous vous saluons.

Nous sommes à vos côtés. Nous vous soutenons. Vous vous battez non seulement pour votre pays, vos maisons et votre liberté, mais aussi pour des valeurs – des valeurs que nous partageons et des valeurs que, je l'espère, nous défendrons ensemble, plus tard dans la soirée, contre la tyrannie de la Russie – de Poutine, au nom du peuple russe.

J'espère vraiment que cette Assemblée ne leur permettra pas de se retirer, mais qu'elle les mettra dehors.

Je voudrais juste mentionner trois points très brièvement.

Le premier concerne la souveraineté.

Le Conseil de l'Europe représente des États souverains. Nous sommes un ensemble d'États souverains ; issus de parlements souverains de toute l'Europe, nous nous exprimons ici aujourd'hui et avec un ensemble de valeurs communes.

L'attaque dont nous avons été témoins est une attaque contre tous nos pays. C'est une attaque contre tous nos droits à l'autodétermination et à la souveraineté. Ce faisant, elle constitue une menace pour nous tous.

Deuxièmement, pour nos membres qui ont traditionnellement été neutres ou non-alignés – c'est une position historique que beaucoup ont adoptée au cours des périodes du passé où elle était compréhensible dans une compétition entre les positions idéologiques des nations, elle pouvait être comprise. Mais lorsqu'il s'agit de l'agression pure et simple d'un de nos membres contre un autre, aucun d'entre nous ne peut se permettre d'être non-aligné.

Lorsqu'il s'agit de violations internationales du droit, de crimes contre des civils, d'attaques contre un État souverain indépendant, ce n'est pas une question d'idéologie. Il n'y a pas de zone grise. C'est noir et blanc. C'est une question de bien et de mal. Nous devons être du côté du bien et du côté du peuple ukrainien.

Enfin, je voudrais appeler l'humanité de ce Conseil de l'Europe à soutenir les Ukrainiens et à envoyer un message unifié.

Nous ne pourrons arrêter la Russie que si nous sommes unis et le vote de ce soir – et j'espère qu'il y aura encore un vote – sera aussi clair que possible dans cette direction.

Il apparaît maintenant que l'accord de Minsk était un peu comme l'accord de Munich. Nier le mal ne le fera pas disparaître.

Si nous ne tenons pas tête à Poutine maintenant sur ce point, et si nous continuons à nous laisser prendre à ses mensonges, nous continuerons à nous laisser prendre à n'importe quoi. En fin de compte, des institutions comme celle-ci tomberont si nous ne défendons pas les bases sur lesquelles elles ont été créées.

C'est un moment historique pour cette institution, née sur les décombres de la guerre, de s'unir pour s'opposer à une autre.

Encourageons nos propres nations souveraines à travailler ensemble et à faire tout ce qu'elles peuvent pour soutenir l'Ukraine.

D'ici, envoyons un message clair à Poutine.

Faisons savoir au monde que le Conseil de l'Europe est aux côtés de l'Ukraine.

*Slava Ukraini.*

**M. Tiny KOX (Pays-Bas, GUE, Président de l'Assemblée):** Merci beaucoup, Monsieur HOLDEN.

La parole est à Mme María Luisa BUSTINDUY. Est-ce que je le prononce correctement ? J'espère que oui. Elle vient d'Espagne.

Vous avez la parole, Madame.

**Mme María Luisa BUSTINDUY (Espagne, SOC)\*:** Merci beaucoup, Monsieur le Président.

Chers collègues,

Nous savons tous qu'en 1949, après deux guerres mondiales, un groupe de six représentants européens, des hommes de dialogue, a décidé de créer le Conseil de l'Europe avec la ferme proposition de construire une Europe de la paix fondée sur les valeurs des droits de l'homme, de la démocratie et de l'État de droit.

C'était précisément le point de départ d'un travail réalisé pendant 70 ans où les femmes et les hommes ont travaillé ensemble. C'est ce que nous avons fait en dépit de nos différences, de nos spécificités ou de notre intérêt légitime.

Mais, avant tout, et par-dessus tout, nous voulions garantir le respect d'un lieu où nous pourrions vivre ensemble et où les personnes seraient respectées, où leurs droits seraient respectés, et où nous aurions des relations de bon voisinage entre les territoires sur la base du respect mutuel. Il a fallu de nombreuses années, beaucoup de travail, et de grands efforts, pour construire une Europe meilleure et plus juste. C'est cette Europe aujourd'hui qui est abîmée.

Nous avons été stupéfaits d'assister à cette agression de la part de la Russie contre l'Ukraine.

Nous ne pouvons toujours pas comprendre la raison de cette agression. Bien qu'il y ait eu quelques signes, il est vrai que nous n'avons pas pu ou voulu lire.

19 jours d'horreur, d'injustice et de destruction subis par le peuple ukrainien dans sa chair, mais quelque chose que, hélas, nous connaissons dans une certaine mesure dans d'autres pays européens.

Nous sommes concernés ici dans nos pays, et dans notre organisation, l'Assemblée. C'est pourquoi nous examinons ce projet de résolution que, bien entendu, nous soutiendrons sans hésitation. Nous tenons à féliciter la rédactrice, Mme Ingrid SCHOU.

Notre message doit être unanime et clair : non aux violations du droit international. Non à l'ignorance de notre traité. Non aux violations des droits de l'homme. Par-dessus tout, non à la guerre.

Ils ont peut-être la force des armes, mais ils n'ont pas la force de la raison. C'est là que nous intervenons. Il est donc très important que notre message soit fort, clair et unanime.

Même s'ils se sont retirés, nous avons passé deux jours à travailler et à examiner cette folie.

Nous étions au courant de la situation avant de venir ici.

Au moment de partir, nous serons vraiment déterminés à nous battre aussi fort que possible.

Nous avons entendu nos collègues ukrainiens, en particulier ces femmes courageuses : elles ont parlé de leur angoisse, de leur peur et de leur inquiétude, mais elles doivent être sûres de notre détermination à nous battre pour défendre leur pays.

Je voudrais leur dire : vous n'êtes pas seules. Aujourd'hui, nous nous sentons tous Ukrainiens.

**M. Tiny KOX (Pays-Bas, GUE, Président de l'Assemblée):** Muchas gracias, Madame María Luisa BUSTINDUY.

Le prochain orateur est M. Frédéric REISS de France. Vous avez la parole.

**M. Frédéric REISS (France, PPE/DC):** Merci, Monsieur le Président.

Chers collègues,

L'attaque armée totalement injustifiée de la Fédération de Russie contre l'Ukraine, le 24 février dernier, a plongé l'Europe dans une situation d'une gravité extrême. Élu d'un territoire particulièrement traumatisé par les horreurs des deux guerres mondiales du XXe siècle, je suis à la fois stupéfait de voir resurgir une telle menace et déterminé à faire tout mon possible pour éviter l'embrasement de notre continent. En effet, les Alsaciens ont connu l'évacuation en 1939, mon père et mon beau-père ont été enrôlés de force dans la Wehrmacht en 1942, et l'annexion de fait de l'Alsace par Hitler a été un traumatisme terrible.

Aujourd'hui, la guerre qui déchire deux pays frères, la Russie et l'Ukraine, est épouvantable. Le bilan est déjà extrêmement lourd : des milliers de victimes civiles, des millions de réfugiés, des villes détruites, des populations assiégées sans eau ni nourriture et un risque nucléaire avéré.

Je suis né en 1949, année de naissance du Conseil de l'Europe. La Convention européenne des droits de l'homme et la Cour européenne des droits de l'homme ont aussi vu le jour après la seconde guerre mondiale afin de favoriser la réconciliation durable des peuples européens. Cet objectif, que nous croyions acquis, est brutalement remis en cause.

Or, nous, parlementaires de l'APCE, nous avons pour mission d'œuvrer pour la préservation de la paix et de la démocratie. Les droits de représentation de la Fédération de Russie au Conseil de l'Europe ont été, à juste titre, suspendus par le Comité des Ministres dès le lendemain de l'attaque. Il n'aurait pas été acceptable

qu'un État membre bafouant les droits à la vie et à la vie familiale, ainsi que l'interdiction de la torture et des traitements inhumains prévus par les articles 2, 3 et 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, puisse continuer à exercer toutes ses prérogatives au sein de notre Assemblée.

Les demandes faites à la Fédération de Russie de ne plus perpétrer d'attaques militaires contre des civils et de préserver les écoles et les hôpitaux ont été vaines. Le non-respect des couloirs humanitaires est un scandale absolu. Chaque matin, nous découvrons les dégâts humains et matériels causés par de nouveaux bombardements. Le pire, c'est qu'après 20 jours de conflit, ces informations tragiques deviennent presque habituelles.

J'ai toujours été un fervent défenseur du dialogue mais aujourd'hui, le maintien de la Russie au sein du Conseil de l'Europe est indéfendable, à la lumière des atrocités commises par son armée en Ukraine.

À plus long terme, lorsque sera négocié le règlement du conflit, il faudra exiger la souveraineté de l'Ukraine et l'intégralité de son territoire. Céder sur ce point s'avèrerait extrêmement dangereux pour d'autres pays européens. Je pense particulièrement à la République de Moldavie et à la Géorgie.

Il nous faut donc allier la diplomatie et la fermeté des sanctions. Mais avons-nous réellement le choix ?

J'exprime ma solidarité au peuple ukrainien. Je voterai bien évidemment en faveur de l'avis qui nous est soumis pour que vive l'Ukraine.

**M. Tiny KOX (Pays-Bas, GUE, Président de l'Assemblée):** Merci, Monsieur Frédéric REISS

Le prochain intervenant dans le débat est Mme Marica MONTEMAGGI de Saint-Marin.

Vous avez la parole.

**Mme Marica MONTEMAGGI (Saint-Marin, SOC):** Merci, Monsieur le Président,

Chers collègues,

Toute action qui viole le droit international, qui nécessite l'utilisation d'armes par ceux qui défendent leur terre, leur État, doit être fermement condamnée. Cette guerre a des origines lointaines, les graves conséquences sur la population civile sont sous nos yeux, la violation des droits de l'homme, la peur qui oblige les citoyens à quitter leurs maisons, leurs familles et à fuir ceux qui prétendent par la violence imposer leur raison.

La République de Saint-Marin n'a pas l'intention de se tenir à l'écart, mais d'exercer activement sa neutralité historique. Je ne cesse de croire que les gouvernements doivent tout mettre en œuvre pour que la diplomatie, la reprise du dialogue, soient les seuls outils efficaces pour mettre fin à l'agression, revenir au respect du droit international, et poursuivre la paix et garantir au peuple ukrainien son autodétermination démocratique. Des couloirs humanitaires, des mesures humanitaires doivent être assurés afin que les citoyens ukrainiens qui cherchent refuge puissent le faire dans la plus grande sécurité possible. Les femmes font preuve de tout leur courage et de leur force pour affronter le très long voyage avec leurs enfants afin de les retrouver.

Nous savons combien la situation des femmes et des enfants est vulnérable, surtout en temps de guerre. La communauté ukrainienne de notre pays est la deuxième plus importante, et ce que la population démontre sur le plan humain est incroyable. Je voudrais donc dire à mes collègues ukrainiens que vous n'êtes pas seuls, que vos concitoyens ne sont pas seuls. En ce moment, tout le monde met de côté.

Saint-Marin est un petit État d'environ 34 000 habitants. À ce jour, plus de 170 Ukrainiens ont été accueillis. Ce n'est pas le contexte pour parler des sanctions que, de toute façon, la communauté internationale met en place pour isoler la Russie pour son agression, mais elles ne doivent pas interrompre le fait que ces liens qui, même s'ils sont contrastés, sont nécessaires pour que le dialogue ne s'essouffle pas, laissant seulement la réponse violente.

J'espère que les négociations pourront se poursuivre et aboutir à un cessez-le-feu. Quelles que soient les opinions exprimées dans cette assemblée à l'égard de la Fédération de Russie, elles ne doivent pas rompre le lien et l'accent mis sur la société civile russe. Le Conseil de l'Europe doit continuer à maintenir son attention, sa responsabilité envers les millions de citoyens russes qui doivent pouvoir compter sur la Convention européenne des droits de l'homme et y croire.

Merci.

**M. Tiny KOX (Pays-Bas, GUE, Président de l'Assemblée):** Merci, Madame Marica MONTEMAGGI.

La parole est à Mme Laima Liucija ANDRIKIENĖ de Lituanie.

Mme Laima Liucija ANDRIKIENĖ, vous avez la parole.

**Mme Laima Liucija ANDRIKIENĖ (Lituanie, PPE/DC):** Cher Président,

Chers collègues, chers Ukrainiens,

La Russie doit quitter le Conseil de l'Europe immédiatement. Un pays qui a, de la manière la plus brutale, violé la Charte des Nations unies et méprisé l'essence même du Conseil de l'Europe, telle qu'elle est inscrite dans son Statut, doit partir. Il n'y a pas de place pour une Russie agressive au sein du Conseil de l'Europe, qui défend fermement la démocratie, les droits de l'homme et l'État de droit, ainsi que la paix et notre coexistence pacifique.

Nous condamnons l'agression militaire et les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés par la Fédération de Russie, avec la complicité de la République du Bélarus, contre l'Ukraine souveraine et son peuple. Je saisis cette occasion pour exprimer ma solidarité personnelle et celle de mon pays avec l'Ukraine et son peuple. Dans sa récente résolution, le Parlement lituanien appelle les parlements des États démocratiques à faire pression pour l'ouverture de couloirs humanitaires sur le territoire de l'Ukraine, notamment par le biais du mécanisme des Nations unies, afin de permettre aux civils de sortir en toute sécurité des zones d'actions militaires et des territoires illégalement occupés et contrôlés par la Fédération de Russie. Mon Parlement demande également la déclaration de zones d'exclusion aérienne dans le ciel au-dessus des corridors humanitaires et au-dessus des centrales nucléaires et des installations de stockage des déchets nucléaires de l'Ukraine. C'est faisable, chers collègues.

Chers collègues, nos parlements devraient lancer un appel urgent au Secrétaire général des Nations unies, M. António GUTERRES, pour qu'il expulse la Fédération de Russie de son statut de membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, le principal organe des Nations unies, chargé de maintenir la paix et la sécurité internationales. L'adhésion de la Russie aux Nations unies doit être suspendue.

Nous devons poursuivre cette politique jusqu'au retrait complet des troupes russes des territoires souverains de l'Ukraine, de la Géorgie, de la Moldavie et du Bélarus. Depuis cette haute tribune de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, j'appelle les États membres du Conseil de l'Europe et les autres démocraties à fournir toute l'aide possible à l'Ukraine et à s'efforcer d'obtenir l'adhésion la plus large possible du monde aux sanctions contre les régimes russe et biélorusse.

Que Dieu bénisse l'Ukraine.

*Slava Ukraini !*

**M. Tiny KOX (Pays-Bas, GUE, Président de l'Assemblée):** Merci beaucoup.

La parole est maintenant à Mme Mai KIVELÄ, de Finlande.

Madame KIVELÄ, vous avez la parole.

**Mme Mai KIVELÄ (Finlande, GUE):** Cher Monsieur le Président,

Chers collègues,

Je tiens tout d'abord à exprimer ma plus profonde solidarité avec l'Ukraine et le peuple ukrainien. Le peuple ukrainien se bat courageusement pour la liberté et la souveraineté. Nous vous voyons et nous sommes à vos côtés pour mettre fin à la guerre.

Il est important que nous condamnions fermement et unanimement la guerre totale de la Russie, les violations des droits de l'homme et du droit humanitaire international. Il n'y a tout simplement aucune justification à l'horrible attaque de la Russie contre l'Ukraine qui ne mène qu'à la souffrance et à la mort.

En même temps, nous savons que de nombreux Russes ne veulent pas de cette guerre. Beaucoup d'entre eux manifestent pour s'y opposer. La manifestante du journal télévisé, Marina Ovsjannikova, s'est adressée aux gens en Russie et a terminé son message en disant « N'ayez pas peur. Ils ne peuvent pas tous nous arrêter ».

La répression de la société civile en Russie est profondément préoccupante. La mise en place des droits de l'homme et de la démocratie nécessite une société civile forte, diverse et indépendante. L'opposition politique et les organisations non gouvernementales doivent pouvoir travailler sans crainte ni oppression.

Le mouvement anti-guerre et les défenseurs des droits de l'homme en Russie agissent malgré ces conditions difficiles et dangereuses. Ils ont également besoin de notre soutien et de notre solidarité maintenant. Nous vous voyons et nous sommes aussi à vos côtés. L'attaque de la Russie contre l'Ukraine est également une attaque contre les valeurs que nous défendons.

La capacité et la volonté de la communauté internationale de défendre les droits de l'homme sont aujourd'hui mises à l'épreuve. Nous devons démontrer que nous défendons les principes et valeurs fondamentaux qui caractérisent l'Europe telle que nous la connaissons. Le moment est venu de nous placer du bon côté de l'Histoire.

Merci beaucoup.

**Mme Ria OOMEN-RUIJTEN (Pays-Bas, PPE/DC, Présidente de l'Assemblée):** Merci beaucoup, Madame KIVELÄ.

Je donne maintenant la parole à M. Daniel MILEWSKI, de Pologne.

**M. Daniel MILEWSKI (Pologne, CE/AD):** Il y a des moments dans l'Histoire que nous appelons décisifs, et c'est un moment décisif pour les Ukrainiens qui luttent pour leur liberté et la survie même de leur nation. C'est également un moment décisif pour le peuple russe qui doit décider s'il choisit la voie de la coexistence pacifique et de l'avenir démocratique ou s'il suit Vladimir Poutine vers un désert aride d'isolement, de pauvreté et d'asservissement.

Mais c'est aussi un moment décisif pour nous, Européens, car pendant trop longtemps, trop d'entre nous ont fait semblant de ne pas voir d'où venait l'argent des oligarques russes, pendant trop longtemps nous avons fermé les yeux sur le fait que le gaz et le pétrole pouvaient être utilisés comme chantage politique, pendant trop longtemps les attitudes habituelles ont ignoré la supercherie russe.

Notre objectif doit être de faire progresser la liberté, la paix et la prospérité en Europe. Si nous ne comprenons pas cet impératif, nous nous retrouverons tous en plus grand danger encore.

Il est temps de montrer notre solidarité, avec le peuple d'Ukraine, et oui, il est temps de sacrifier le profit à court terme pour la stabilité et la paix à long terme. Et alors nous aurons la prospérité. Pendant des années, en Pologne, nous avons averti que la Russie de Poutine n'était pas un vrai partenaire et qu'on ne pouvait pas lui faire confiance. Nous n'avons pas été écoutés. Nous avons fait notre travail en réduisant notre dépendance à l'égard des approvisionnements en gaz russe, et en ne profitant pas du blanchiment d'argent de la Russie. Maintenant, le monde libre est uni contre la guerre génocidaire de la Russie. Tous les liens avec la Russie sont coupés et les sombres intérêts de Poutine sont exposés.

Je ne peux qu'espérer et prier pour que quelque chose de bon sorte de ces événements tragiques. En tant qu'Européens, nous devons agir maintenant pour soutenir l'Ukraine contre cette agression, nous devons nous battre pour notre héritage démocratique et l'avenir de notre civilisation, et nous souvenir que la gloire et la liberté de l'Ukraine n'ont pas encore péri.

*Šče ne vmerla Ukraina, y slava, y volja !*

**Mme Ria OOMEN-RUIJTEN (Pays-Bas, PPE/DC, Présidente de l'Assemblée):** Je vous remercie, Monsieur Daniel MILEWSKI.

La parole est maintenant à M. Pedro CEGONHO, du Portugal. Vous avez la parole.

**M. Pedro CEGONHO (Portugal, SOC):** « Quel est l'intérêt de la guerre ? Pourquoi les gens ne peuvent-ils pas vivre ensemble pacifiquement ? Pourquoi toute cette destruction ? »

Cette phrase a été écrite le 3 mai 1944 par Anne Frank.

Il ne devrait pas être possible pour les peuples d'Europe de vivre à nouveau l'horreur de la guerre, de la mort et de la destruction.

Il ne devrait pas être possible pour les peuples d'Europe de vivre à nouveau le désespoir de familles séparées, d'avenirs perdus et d'intérêts irréconciliables.

Nous tous ici présents appelons à un arrêt du conflit et demandons que la diplomatie et l'éthique prévalent.

Nous sommes également préoccupés par le patrimoine mondial dans des villes comme Kiev et Odessa. Les murs des musées sont vides ; les caves sont remplies d'œuvres d'art emballées. Sauver l'art est la deuxième priorité après sauver des vies, car le patrimoine repose également sur la conviction de l'identité culturelle unique de l'Ukraine.

C'est pourquoi nous voulons nous souvenir du courage et du risque que prennent les artistes, les directeurs de musée et les techniciens ukrainiens pour protéger le patrimoine. Un patrimoine qui appartient non seulement à l'Ukraine, mais aussi à toute l'humanité.

Pendant plus de six ans, j'ai travaillé avec la délégation ukrainienne au Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe.

Aujourd'hui, nos pensées vont vers ces femmes et ces hommes qui se battent aux côtés de leur population.

Aujourd'hui, nous pensons à ces maires qui nourrissent et soignent leur population, mais qui sont attaqués, kidnappés et, qui sait, tués.

Nous devons également suivre le président du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe et soutenir sa déclaration, dans laquelle il condamne fermement l'enlèvement des maires et les pressions exercées sur les représentants élus locaux dans les territoires occupés, et demande leur libération immédiate.

Nous, les peuples d'Europe, demandons aux dirigeants russes de donner une chance à la paix.

Merci, Madame la Présidente.

**Mme Ria OOMEN-RUIJTEN (Pays-Bas, PPE/DC, Présidente de l'Assemblée):** Merci beaucoup, Monsieur Pedro CEGONHO.

La parole est à M. Dara CALLEARY.

**M. Dara CALLEARY (Irlande, ADLE):** Madame la rapporteure, je vous remercie pour votre rapport, pour le travail extraordinaire que vous avez accompli dans ce rapport.

Madame la présidente, je me réjouis de la précision apportée par le président, à savoir que nous poursuivons nos travaux ce soir malgré l'annonce faite par la Russie de son intention de se retirer du Conseil de l'Europe.

Ils ont l'intention de se retirer en utilisant l'article 7.

Ils ont l'intention de faire cela pour essayer d'arrêter, de se retirer avant que nous ne les y poussions. Et nous devons les pousser, les expulser. Le Comité des ministres doit également les expulser car, en les expulsant, nous défendons les valeurs de cette organisation, nous défendons les valeurs de l'Europe.

Nous défendons l'essence même de notre être en tant que citoyens de l'Europe.

Quelle autre assemblée parlementaire dans ce monde a ce soir des membres armés et sur un champ de bataille ?

Quelle autre assemblée parlementaire compte dans ses rangs des femmes du bataillon diplomatique, qui se battent politiquement et se battent ici avec des mots, avec passion, avec un courage total, et avec leurs filles ?

Quelle autre assemblée parlementaire peut désigner ses membres qui pourraient ne pas revenir à la prochaine séance de cette Assemblée si nous ne prenons pas de décisions fortes ici ce soir ?

En tant que représentants élus, nous devrions être aux côtés des maires, des représentants locaux qui ont été enlevés parce qu'ils sont des représentants élus. C'est la seule raison. Ils sont kidnappés parce qu'ils sont l'un d'entre nous.

Nous sommes aux côtés du mouvement pro-démocratie en Russie qui met sa vie en danger ce soir en défendant les valeurs que nous considérons comme acquises, peut-être, chaque jour.

Nous sommes aux côtés de chaque Ukrainien. Chaque personne qui, ce soir, ne sait pas ce qui l'attend demain.

Mais tandis que nous nous tenons, Madame la Présidente, aux côtés du peuple ukrainien, c'est aussi le moment pour cette institution de se regarder dans le miroir et de se poser quelques questions très difficiles.

Ces valeurs - les valeurs que nous défendons - ont-elles été compromises par l'ambition géographique et l'expansion géographique ?

Les États membres compromettent-ils ces valeurs par l'ambition géographique, par l'opportunisme économique, et par divers autres compromis qu'ils font pour saper ces valeurs.

Ce soir, Madame la Présidente, nous adressons donc nos meilleurs vœux à l'Ukraine. *Seasaimid le muintir na hÚcráine, mar a dúirt muid.* Nous sommes aux côtés du peuple ukrainien, comme nous le disons en gaélique.

Mais nous devons veiller à ce que ce moment ne se reproduise pas.

Nous devons aussi nous poser les questions difficiles, dans cette institution, dans les autres institutions européennes, dans les États membres.

Nous devons nous efforcer de devenir pertinents pour la vie de chaque citoyen ukrainien, mais aussi de chaque citoyen européen.

*Go raibh maith agaibh.* (Merci à tous, en gaélique).

**Mme Ria OOMEN-RUIJTEN (Pays-Bas, PPE/DC, Présidente de l'Assemblée):** Merci beaucoup, Monsieur CALLEARY.

Et j'appelle maintenant M. Geraint DAVIES et je pense qu'il est en ligne.

Est-ce que c'est vrai ?

Oui. Monsieur DAVIES.

**M. Geraint DAVIES (Royaume-Uni, SOC):** Madame la Présidente,

L'attaque barbare et non provoquée de Vladimir Poutine contre l'Ukraine est une attaque contre la démocratie, les droits de l'homme et l'État de droit. En tant que telle, elle constitue une attaque contre les principes fondateurs mêmes du Conseil de l'Europe, créé après la Seconde Guerre mondiale. Et donc la Russie doit être éjectée et exclue sans délai.

Le fait que l'Ukraine envisageait d'adhérer à l'Union européenne et à l'OTAN pour protéger son économie, pour protéger sa sécurité, n'est pas un prétexte légitime pour Vladimir Poutine d'envahir une démocratie souveraine dirigée par le président Zelenskyy, une personne juive que Vladimir Poutine n'a pas hésité à qualifier de nazie. C'est Vladimir Poutine lui-même qui a toutes les caractéristiques d'un dictateur fasciste : oppression à l'intérieur, agression à l'extérieur.

Peut-être veut-il que l'Ukraine, deuxième plus grand pays d'Europe, pour ses céréales, son uranium, son gaz, apporte fierté et richesse à la Russie. Mais au lieu de cela, il fait d'un grenier à blé un terrain vague, d'une nation pacifique une génération de héros qui couve, même s'ils sont temporairement vaincus, jusqu'à ce que l'étincelle de la résistance éclate à nouveau dans la flamme de la liberté.

Qu'est-ce que cela signifiera pour le peuple de Russie ? Pas la fierté et la prospérité, mais la haine, la honte et la pauvreté.

Vladimir Poutine, bien sûr, parie sur la crainte de l'Occident de voir sa main se poser sur le bouton nucléaire, prête à tirer. Le monde regarde avec horreur la catastrophe humanitaire qui se déroule avec les bombardements de civils et les deux millions et demi de réfugiés ukrainiens.

Mais souvenons-nous aussi des soldats russes, jetés sur le feu comme un combustible consommable dans le périple sanglant de Poutine. Il est certain que le peuple russe préférerait sa propre liberté, et il a déjà assez de terres. Tant qu'une autre figure de type Gorbatchev n'émerge pas, et que la Russie ne revient pas sur ses actes, il faut l'éjecter et l'exclure.

Poutine n'a que la Chine vers laquelle se tourner pour obtenir une aide économique, et il est certain qu'elle finira par vouloir des terres russes en échange, de sorte que la Russie ne gagne rien. La Chine veut la stabilité, la croissance et la puissance, pas l'isolement, le chaos et la décadence. Elle n'autorisera donc pas le tir d'une arme nucléaire, car elle en comprend les conséquences.

Nous devons donc rester fermes sur nos valeurs, forts dans nos décisions et, dans un deuxième temps, bannir la Russie de notre Assemblée parlementaire, pour ne la laisser revenir à l'avenir que si ses actions sont totalement inversées et nos principes pleinement respectés.

**Mme Ria OOMEN-RUIJTEN (Pays-Bas, PPE/DC, Présidente de l'Assemblée):** Merci, Monsieur DAVIES.

Maintenant je donne la parole à M. Tomasz LATOS de Pologne.

**M. Tomasz LATOS (Pologne, CE/AD):** Madame la Présidente,

Chères et chers collègues,

Il faut le dire clairement : l'invasion russe de l'Ukraine est un acte d'agression sans précédent, truffé de crimes de guerre difficilement imaginables au XXI<sup>e</sup> siècle. La politique agressive de la Russie visant à maintenir un contrôle politique sur ses voisins a pris la forme d'une agression militaire, sans précédent depuis la seconde guerre mondiale.

Une guerre à grande échelle contre un État voisin est un acte criminel qui exige non seulement une condamnation, mais aussi une réponse ferme. J'appelle à une opposition forte et unie à l'agression russe. Seules des sanctions économiques fermement appliquées et des mesures sévères de pression diplomatique ont une chance de désamorcer la crise. L'Ukraine mérite un soutien économique et matériel.

C'est une période de test pour l'ensemble de l'Europe. Les erreurs des années 1930 ne doivent pas se reproduire. L'indépendance de l'Ukraine est désormais un intérêt stratégique commun à l'ensemble du monde civilisé.

L'Europe doit être consciente que la politique de Poutine n'est pas seulement une tragédie pour le peuple ukrainien, mais aussi une menace pour la sécurité de l'ensemble du continent.

Merci.

**Mme Ria OOMEN-RUIJTEN (Pays-Bas, PPE/DC, Présidente de l'Assemblée):** Merci beaucoup, Monsieur Tomasz LATOS.

La parole est maintenant à Mme Annicka ENGBLOM. Je vous vois déjà. Vous avez la parole.

**Mme Annicka ENGBLOM (Suède, PPE/DC):** Merci, Madame la Présidente.

Au cours des huit dernières années, nos collègues ukrainiens, baltes et géorgiens nous ont mis en garde, au sein de cette Assemblée, contre le fait que l'évolution de la sécurité en Europe ne faisait qu'empirer, ce qui nous vaut aujourd'hui de nous retrouver dans toute son horreur.

Près de la moitié de la délégation suédoise s'est rangée à leurs côtés, mais la majorité de cette Assemblée a choisi de faire confiance aux outils démocratiques de nos civilisations, à nos lois humanitaires, à nos institutions démocratiques, ce qui est compréhensible. Ce sont les piliers sur lesquels nos nations ont été construites, mais auxquels Poutine, son régime et sa délégation à l'Assemblée ont été totalement indifférents depuis le début.

Eh bien, nous y sommes. La décision que nous prendrons ce soir et ce que nous ferons à partir de maintenant aura un impact sur l'avenir du peuple ukrainien et de nous tous.

Madame la Présidente, je ne suis pas seulement un parlementaire. J'ai un passé de militaire dans la marine royale suédoise et dans les services de renseignement. Je tiens donc en haute estime les compétences de combat stratégique, la persistance et l'héroïsme du peuple ukrainien. Mais, je suis également une mère, je vais donc m'exprimer en tant que mère en russe.

**Mme Annicka ENGBLOM (Suède, PPE/DC)\*:** Mères russes. Braves mères de Russie. Vous qui avez parlé, protesté et exigé l'arrêt de la guerre en Afghanistan et le retour de vos fils, nous avons tous vu, soutenu et admiré votre lutte.

Le temps est à nouveau venu de dire ce que vous devez dire. Vos fils mènent une guerre injuste. Une guerre injustifiée déclenchée contre vous, le peuple russe, par un régime cruel et sanguinaire, dirigé par Poutine.

Une guerre injustifiée qui a dévasté le pays voisin, l'Ukraine. Vos frères et sœurs.

Vos fils meurent par milliers et gisent parmi les cadavres. Ils sont envoyés au combat dans des trains depuis la Biélorussie.

Vos fils se battent sans même savoir pourquoi et dans quel but et pourquoi ils tuent des Ukrainiens.

En tant que mère, je vous lance un appel. D'une mère à une autre mère. Soyez de notre côté, dans notre combat pour la liberté et notre lutte pour la vie.

Gloire à l'Ukraine.

Gloire aux héros.

**Mme Ria OOMEN-RUIJTEN (Pays-Bas, PPE/DC, Présidente de l'Assemblée):** Chère Annicka, je ne sais pas où vous avez appris la langue russe, mais encore plus de respect pour vous, merci beaucoup.

Je donne maintenant la parole à Mme Yuliya LOVOCHKINA, d'Ukraine.

**Mme Yuliya LOVOCHKINA (Ukraine, SOC):** Chères et chers collègues,

Après avoir envahi l'Ukraine, la Fédération de Russie a déclenché la plus grande guerre en Europe depuis la seconde guerre mondiale.

Je sais – et mon amie Mme Saranda BOGUJEVCI nous l'a bien dit ainsi que tous ceux qui étaient là – qu'il y a eu d'autres guerres, mais que celle-ci est la plus grande.

Nous sommes tous témoins d'une catastrophe à l'échelle planétaire – ne la sous-estimons pas – il me s'agit pas d'une catastrophe continentale. En raison de l'agression russe contre l'Ukraine, à la suite d'attaques militaires à grande échelle dans presque toutes les régions de l'Ukraine, un très grand nombre de mes concitoyens souffrent. Des milliers de civils, dont des femmes, de jeunes enfants et des nourrissons, ont été tués. Beaucoup d'autres ont été blessés.

L'Ukraine traverse une catastrophe humanitaire sans précédent. Des millions de citoyens ukrainiens ont été contraints de devenir des réfugiés et des personnes déplacées.

L'ensemble de la délégation ukrainienne et moi-même soutenons pleinement la décision qui sera prise aujourd'hui. La Fédération de Russie ne peut plus être membre du Conseil de l'Europe.

Chaque jour, la guerre prend la vie de mes compatriotes, principalement des civils.

Aujourd'hui, lors de notre réunion, nous avons discuté de nombreuses conséquences, de la manière dont nous pouvons aider, de ce qui doit être abordé, des actions à entreprendre, nous avons discuté de beaucoup de choses – mais pas comme cela.

Il y a une heure à peine, j'ai reçu un appel d'une amie qui était dans son premier trimestre ; elle a perdu son enfant à cause du stress que tout le monde subit. Elle était trop stressée. Elle est en bonne santé, mais elle était trop stressée et elle a dit qu'elle avait perdu son enfant.

Aujourd'hui, les Ukrainiens n'ont qu'une seule demande : mettre un terme à la guerre et aux cruelles effusions de sang. Un cessez-le-feu immédiat basé sur des négociations appropriées est d'une nécessité vitale.

Le Président Volodymyr Zelensky a déclaré à plusieurs reprises qu'il y était prêt, afin de mettre un terme aux tueries et aux distractions.

Il existe un format de négociations en ligne qui donne un peu d'espoir. Compte tenu de cela, j'appelle l'Assemblée et ses membres individuels à stimuler les négociations à tous les niveaux possibles, à la force du poignet, afin que nous mettions un terme à cette horreur, aux incendies de rue, aux cruelles effusions de sang et à la destruction à grande échelle des villes ukrainiennes.

En outre, je demande instamment à l'Assemblée d'appeler la communauté internationale et les États membres du Conseil de l'Europe à fournir une assistance à l'Ukraine.

Nous avons besoin à la fois d'une aide immédiate – tout ce qui est possible –, et d'une assistance à long terme après la guerre pour surmonter les conséquences de la destruction et du désastre humanitaire.

Une dernière phrase : la guerre d'agression contre l'Ukraine représente une menace pour toute l'Europe et il est désormais évident que nous avons besoin d'une nouvelle architecture de sécurité européenne.

Il est temps d'entamer une discussion sur son format et ses possibles modalités.

**Mme Ria OOMEN-RUIJTEN (Pays-Bas, PPE/DC, Présidente de l'Assemblée):** Merci beaucoup.

Je donne maintenant la parole à Mme Jorida TABAKU, de l'Albanie.

**Mme Jorida TABAKU (Albanie, PPE/DC):** Chers collègues,

Il est toujours difficile de prendre la parole après que l'un de nos collègues ukrainiens ait partagé son histoire si dure.

Permettez-moi de commencer par rendre hommage au courage du peuple ukrainien et de ses dirigeants pour leur détermination à lutter pour la liberté. Ce que nous faisons maintenant est une leçon pour tous.

Merci à Mariia, Olena, Larysa, Yuliya et à tous ceux qui sont avec nous dans cette salle, mais aussi qui travaillent en dehors de cette salle.

C'est mon premier mandat au Conseil de l'Europe. J'ai été vraiment touchée par la solidarité et l'unité dont les membres ont fait preuve ici au cours des deux derniers jours, mais aussi par le leadership de la rapporteure qui a fait un excellent travail avec l'avis que nous avons. Un document politique très fort.

Nous devons porter haut la liberté et la dignité humaine que la Convention européenne des droits de l'homme nous enseigne depuis plus de 70 ans maintenant. Cette invasion est le fait d'un membre du Conseil à un autre membre de ce Conseil, et ne peut être acceptable. Nous devons nous rappeler comment la guerre s'est déroulée en Europe il y a 80 ans.

Certains d'entre nous ont des souvenirs très frais d'autres guerres dans les Balkans. Je suis originaire d'Albanie. Les images vives du coût d'une guerre il y a seulement 25 ans sont très fortes chez les habitants des Balkans occidentaux. C'est pourquoi nous devons nous préparer et agir rapidement, pas lorsque les choses en sont à un stade où des décisions comme celle que nous prenons aujourd'hui auraient dû être prises auparavant.

Nous ne pouvons pas permettre qu'un autre précédent se déroule sous nos yeux.

Nous avons vu des crises humanitaires, économiques et sociales où les femmes, les enfants et tous les autres ont été attaqués. Les images de Marioupol ont été choquantes pour tout le monde, surtout pour ceux qui ont aussi des enfants à la maison.

Je pense que l'intégrité territoriale, la sécurité des personnes, la fourniture de conditions minimales et de conditions de vie sont désormais une obligation pour tous nos pays, quelle que soit leur taille. J'ai entendu de grandes discussions hier et aujourd'hui. Le rapport voté à l'unanimité au sein du groupe politique montre que cette Assemblée connaît sa voie. Cette Assemblée fournira également des orientations au Conseil des ministres pour la décision finale concernant l'expulsion de la Russie.

Je crois que demander gentiment ne fonctionnera plus.

Ce qui se passe est en contradiction avec le droit international, toutes les normes et tous les principes. Personne ne peut fermer les yeux.

Je pense que nous devrions également envoyer un message fort pour aider à résoudre la crise humanitaire et demander aux États membres de l'UE de poursuivre les programmes de soutien au peuple ukrainien, de consacrer toutes les énergies et les ressources aux plans visant à restaurer le plan d'action pour les réformes démocratiques en Ukraine.

Par-dessus tout, nous devons aider à mettre fin à la guerre.

Merci.

**Mme Ria OOMEN-RUIJTEN (Pays-Bas, PPE/DC, Présidente de l'Assemblée):** Merci beaucoup, Madame Jorida TABAKU.

Je donne maintenant la parole à M. Claude KERN.

**M. Claude KERN (France, ADLE):** Merci, Madame la Présidente.

Mes chers collègues,

Deux ans seulement après la guerre au Haut-Karabakh, un nouveau conflit éclate entre deux États membres de notre Organisation. Un conflit d'une ampleur qui secoue toute l'Europe et qui interroge très directement les valeurs de notre Organisation.

Je regrette sincèrement que tous les efforts diplomatiques déployés pour éviter ce conflit n'aient pas porté leurs fruits. L'agression russe contre l'Ukraine, déclenchée le 24 février dernier, est inacceptable. Le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a décidé, dès le 25 février, de suspendre la Fédération de Russie de ses droits de représentation au Comité des Ministres et à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Cette décision était une première étape absolument nécessaire. Elle est aujourd'hui clairement insuffisante, même si le chemin qui suit va conduire à priver, à terme, les citoyens russes de recours devant la Cour européenne des droits de l'homme. Vladimir Poutine ne nous laisse pas le choix. Pour s'en convaincre, il suffit d'observer l'attitude russe depuis 2014 : la suspension des pouvoirs des parlementaires russes en 2014 n'a pas permis d'obtenir des avancées notables sur la situation en Ukraine. Leur retour au sein de notre Assemblée en 2019 non plus, et elle n'a en rien permis d'éviter la guerre.

Certes, les questions de défense et de sécurité ne relèvent pas de la compétence du Conseil de l'Europe. Toutefois, le préambule de notre Convention rappelle que le Conseil de l'Europe doit renforcer les liens entre les États membres, profondément attachés au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, qui constituent les assises mêmes de la justice et de la paix dans le monde. Ces valeurs ne sont pas partagées aujourd'hui par la Fédération de Russie, qui n'a eu de cesse de tester la crédibilité de notre Organisation.

Les bombardements qui s'intensifient et visent directement les populations civiles pour les effrayer, ou la création de couloirs humanitaires menant vers la Russie ou le Bélarus montrent le cynisme des dirigeants russes, qui ne prennent nullement en considération les droits des populations ukrainiennes. Bien au contraire, Poutine et son entourage sont à l'origine de massacres et de véritables crimes de guerre.

Ce que nous apprennent les ONG et les journalistes de la situation sur le terrain est particulièrement préoccupant. On assiste, avec ce conflit, à la négation de toutes les valeurs défendues par le Conseil de l'Europe depuis sa création. C'est la raison pour laquelle nous nous devons de réagir aujourd'hui, tant pour affirmer notre solidarité avec les Ukrainiens que pour rappeler notre attachement à nos valeurs. La Russie de Vladimir Poutine ne peut pas faire partie du Conseil de l'Europe : il en va de la crédibilité de notre Organisation.

Pour conclure, je tiens à dire bravo au peuple ukrainien pour son courage, en leur apportant tout notre soutien.

*Slava Ukraini !*

**Mme Ria OOMEN-RUIJTEN (Pays-Bas, PPE/DC, Présidente de l'Assemblée):** Merci beaucoup, Monsieur KERN.

La parole est maintenant à M. Paolo GRIMOLDI.

**M. Paolo GRIMOLDI (Italie, CE/AD):** Merci, Madame la Présidente.

Merci à tous pour le débat intéressant que nous avons eu.

Je tiens à souligner que l'heure est venue d'être fermes mais aussi de montrer notre responsabilité et solidarité.

Je fais partie des quelques députés que j'ai entendus aujourd'hui qui se sont rendus dans la région pour voir ce qui se passe : la semaine dernière, j'étais en Pologne, j'ai eu l'occasion de me rendre à la frontière ukrainienne et j'ai également vu la tragédie humanitaire à laquelle nous assistons.

Et comme ici, au Conseil de l'Europe, nous nous occupons aussi avant tout des droits humains, je pense que c'est un sujet qui devrait nous préoccuper tous.

J'ai rencontré M. Mykyta POTURAIIEV qui est le chef de la délégation ukrainienne auprès de l'OSCE. Il nous a dit quels étaient les principaux problèmes. Et, mes remerciements vont surtout à la Pologne, qui ce matin avait accueilli 1 800 000 Ukrainiens en difficulté, et aux autres pays voisins, notamment la Hongrie, la Slovaquie, la Roumanie, etc.

Permettez-moi de dire que nous leur devons un grand merci et je trouve pour le moins étrange, et je n'ai entendu personne le dire aujourd'hui, que le Parlement européen, avec un timing presque comique, sanctionne la Pologne et la Hongrie au moment même où la Pologne et la Hongrie font partie des pays qui font le plus d'efforts pour essayer de prendre en charge ce drame humanitaire.

Nous devrions donc au moins nous demander si le moment était approprié, car pour l'instant, je pense que la Pologne et les autres pays d'Europe de l'Est devraient recevoir de l'aide, et non des sanctions.

Entre autres, certains de ces pays ont été critiqués par le passé pour leur attitude à l'égard de l'immigration, mais aujourd'hui nous nous rendons compte que lorsque de véritables réfugiés arrivent, ces pays méritent d'être remerciés et respectés.

Ensuite, il y a l'aspect pragmatique : il y a des problèmes de gestion.

On m'a dit que de nombreux Ukrainiens qui arrivent en Europe ne peuvent même pas changer leur monnaie, car les banques européennes ne changent pas la hryvnia et la monnaie ukrainienne. Ce sont de petites choses, mais elles sont fondamentales pour essayer d'aider ces personnes.

Aujourd'hui, l'Allemagne a demandé aux Gouvernements ukrainien et polonais d'arrêter les trains transportant ces réfugiés, ces personnes qui se rendent également en Allemagne. Je pense que la solidarité doit prévaloir en ce moment. Pas en arrêtant les trains, mais en essayant de déplacer et d'aider ces personnes à travers l'Europe.

Et permettez-moi de terminer sur une note finale : il y a quelque temps, une jeune Allemande, Carola Rackete, a critiqué le Gouvernement italien pour avoir arrêté les migrants économiques. Puisque cette fois nous parlons de véritables réfugiés, fuyant la guerre, je me demande où est passée Carola Rackete.

Merci.

**Mme Ria OOMEN-RUIJTEN (Pays-Bas, PPE/DC, Présidente de l'Assemblée):** Merci beaucoup.

Je donne maintenant la parole à Mme Tamar TALIASHVILI, de Géorgie.

**Mme Tamar TALIASHVILI (Géorgie, SOC):** Madame la Présidente,

Mes chers collègues,

Je représente la Géorgie, le peuple qui a souffert des graves atrocités de la guerre d'agression russe à plusieurs reprises au cours des dernières décennies, y compris une occupation continue des régions géorgiennes.

Notre délégation au Conseil de l'Europe, dont je fais personnellement partie, ainsi que les collègues ukrainiens et plusieurs autres pays, ont été très actifs pour avertir que la Russie n'a pas abandonné son objectif de conquête de l'Europe libre. Malheureusement, l'agresseur a exploité une occasion de négocier à partir d'une position de force continue.

Maintenant, chers collègues, maintenant que l'Europe est confrontée à une guerre à grande échelle, où trouver la solution ? L'une des réponses est l'unité, l'unité non seulement au sein du Conseil de l'Europe à travers ses nombreux organes et institutions, mais au-delà. Une action coordonnée entre toutes les institutions européennes est nécessaire pour faire face à cette menace, et d'autre part, pour embrasser les amis et les alliés et renforcer leur confiance dans le leadership européen.

La survie de la liberté européenne sera déterminée par le fait que l'Europe aura le courage de relever ce défi du leadership.

La Géorgie reste attachée à l'objectif d'une paix juste, équitable et durable en Europe. La Géorgie figurait parmi les co-auteurs de la résolution du Conseil de sécurité des Nations unies en faveur de l'Ukraine. La Géorgie est également co-auteur de l'appel à une enquête sur les crimes de guerre russes auprès de la Cour pénale internationale.

Aujourd'hui, mes collègues, en votant en faveur de cette décision puissante, équitable et juste de l'Assemblée parlementaire d'expulser la Russie, nous réitérons une fois de plus notre soutien total à l'intégrité territoriale, à la souveraineté et à l'indépendance de l'Ukraine.

Le temps n'a pas de prix, chaque minute des enfants innocents et des personnes sans défense deviennent de nouvelles cibles des balles et des bombes de l'agresseur.

J'apprécie cette détermination résolue de l'Assemblée et je m'adresse au Comité des Ministres avec la certitude que ce trait d'unité et de force au sein de notre Assemblée parlementaire sera mis en œuvre immédiatement.

*Slava Ukraini !*

**Mme Ria OOMEN-RUIJTEN (Pays-Bas, PPE/DC, Présidente de l'Assemblée):** Merci beaucoup, Madame TALIAHVILI.

Je donne maintenant la parole à M. Nicos TORNARITIS, de Chypre.

**M. Nicos TORNARITIS (Chypre, PPE/DC):** Madame la Présidente,

Nos pensées, nos prières, notre sympathie et notre solidarité vont en ce moment au peuple ukrainien.

La position de Chypre est fondée sur des principes, en accord avec les décisions de l'UE et des Nations Unies. Nous sommes clairs sur ce point. Une agression est une agression et doit être condamnée d'où qu'elle vienne. En tant que petit État membre de l'UE, Chypre, dont 37 % du territoire continue d'être occupé illégalement depuis l'invasion turque de 1974, ne peut se permettre la neutralité.

Nous sommes du côté de l'Ukraine.

Nous sommes du côté de la légalité internationale.

Il est déplorable qu'une fois de plus, la Russie envahisse un territoire étranger, en violation flagrante du droit international, des droits de l'homme et de l'État de droit. Elle a violé les principes et valeurs démocratiques fondamentaux du monde civilisé. Quiconque tente de minimiser son importance sape en fait les principes fondamentaux qui définissent les relations internationales et ruine la crédibilité de notre organisation et de ce qu'elle représente.

Nous devons être unis, décisifs et clairs afin de défendre nos valeurs fondamentales. Nous ne pouvons accepter, ni tolérer, l'invasion d'un État membre par un autre. Nous ne pouvons pas accepter le principe de deux poids deux mesures.

Nous devons également nous demander si nous sommes prêts à permettre à un autre État membre du Conseil de l'Europe, également membre de l'OTAN et candidat à l'UE, de s'écarter des positions convenues et des décisions collectives concernant l'agression russe en Ukraine. Des mesures punitives ne devraient-elles pas également être appliquées dans ce cas ?

Cher Président, chers collègues,

Enfin et surtout, je voudrais rendre hommage à la détresse du peuple ukrainien et exprimer mon admiration pour sa résolution et son courage et réaffirmer notre détermination à mettre fin à cette invasion brutale.

Slava Ukraini.

**Mme Ria OOMEN-RUIJTEN (Pays-Bas, PPE/DC, Présidente de l'Assemblée):** Merci beaucoup, Monsieur TORNARITIS.

Je donne maintenant la parole, je pense en ligne, à Madame Blerina GJYLAMETI.

J'espère que je l'ai bien dit. Vous avez la parole.

**Mme Blerina GJYLAMETI (Albanie, SOC):** Chères et chers collègues,

C'est mon premier mandat au Conseil de l'Europe et je n'aurais jamais pensé devoir prononcer un discours à un moment aussi crucial pour la démocratie, pour la vie réelle.

Un garçon de cinq ans, une fille de dix ans ; une mère de trois enfants ; un père qui a quitté la maison en pensant à sa famille à tout moment. Ils ont tous perdu la vie dans un puissant bombardement qui symbolise la terrible guerre de Poutine contre l'Ukraine. Le seul membre de cette famille à avoir survécu est Sophia, qui a dû lutter contre la mort sans savoir que son frère, sa sœur et ses parents ne vivaient plus.

Ce n'est qu'une infime partie des terribles histoires de guerre qui se déroulent au cœur de l'Europe. Ceux qui pensent que c'est loin, ont tort. Cela montre que nous n'avons rien appris de l'Histoire.

Aujourd'hui, quatre-vingt ans après la guerre mondiale, et trente ans après la chute du rideau de fer, l'Europe est malheureusement témoin de crimes, de violence, de bombardements de civils dont le seul rêve était de faire partie de la famille européenne.

Chères et chers collègues, les images et la douleur provenant des bombardements en Ukraine font partie de ces moments qui nous font réfléchir sur nos vies, sur ce que nous faisons chaque jour. C'est un moment de haute responsabilité chaque fois que nous prenons une décision importante concernant notre vote, comme la décision que nous prenons aujourd'hui.

Nous devons être unis, et nous devons voter pour que la Fédération de Russie ne soit plus membre du Conseil de l'Europe.

La guerre en Ukraine a montré que la paix en Europe est trop fragile. Elle nous a montré comment les larmes de joie et les souhaits de nos enfants pour l'avenir se transforment en larmes de désespoir, où la mort est devenue la compagne de ces froides journées de mars sous la pluie des bombardements.

En provenance d'un pays qui, au cours de son histoire, a souffert d'un manque de liberté, nous savons parfaitement quel en est le prix. Malheureusement, le temps a montré que ceux qui souffrent le plus sont les personnes âgées, les enfants, les femmes.

En tant que pays d'origine de Mère Teresa, une femme qui est devenue le symbole de l'aide pour ceux qui sont dans le besoin, l'Albanie, bien qu'étant un petit pays, se tiendra debout pour préserver la vie et la dignité des valeurs humaines avec ses alliés.

L'heure est venue de prendre des décisions. L'hésitation fait perdurer la violence et les politiques extrémistes, compromettant ainsi la sécurité de toute l'Europe. Mère Teresa disait : « *si nous n'avons pas la paix, c'est parce que nous avons oublié que nous nous appartenons les uns aux autres* ».

Par conséquent, ceux qui ont dit que ce n'est pas notre guerre ont tort. C'est la guerre de l'Europe, et elle nécessite notre engagement total pour que la paix revienne.

Merci.

**Mme Ria OOMEN-RUIJTEN (Pays-Bas, PPE/DC, Présidente de l'Assemblée):** Merci beaucoup.

Je donne maintenant la parole à Mme Franziska HOOP.

**Mme Franziska HOOP (Liechtenstein, ADLE):** Madame la Vice-présidente,

Chers collègues,

Au nom de la délégation du Liechtenstein, je tiens à exprimer mes profonds regrets et ma solidarité avec le peuple et le gouvernement ukrainiens.

L'agression de la Russie contre l'Ukraine doit être condamnée avec la plus grande fermeté. Cette attaque militaire constitue non seulement une violation flagrante du droit international, mais elle est également contraire à toutes les valeurs que défend le Conseil de l'Europe.

J'appelle la Fédération de Russie à mettre fin immédiatement à cette attaque armée et demande le retrait immédiat des forces armées russes du territoire souverain de l'Ukraine. Je suis profondément choquée par les informations faisant état de violations systématiques et graves du droit humanitaire international par les forces armées russes. La vie de la population civile et les infrastructures civiles doivent être protégées et

sécurisées à tout moment. Il en va ainsi de la mise en place de corridors humanitaires. Les crimes de guerre et les violations des droits de l'homme doivent faire l'objet de poursuites pénales et les auteurs doivent être tenus responsables devant la justice.

Ma délégation se félicite de la décision unanime du Comité des Ministres de consulter l'Assemblée parlementaire sur la marche à suivre conformément à l'article 8 du Statut du Conseil de l'Europe.

Une action unie et cohérente est essentielle pour défendre les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit. La suspension immédiate de la Russie a été une réponse claire et forte à l'attaque militaire de la Fédération de Russie. Le Conseil de l'Europe a ainsi rempli son rôle de gardien des droits de l'homme.

Le retrait autonome de la Fédération de Russie du Conseil de l'Europe soulève de nombreuses questions - et en soulèvera encore beaucoup d'autres. Mais ma délégation voudrait déjà dire une chose : il est de la plus haute importance que nous assurions le contact avec les Russes qui doivent craindre une violation de leurs droits de l'homme. Avec eux directement, ou avec les organisations non gouvernementales concernées.

Le Liechtenstein croit en la force du multilatéralisme et s'engage intensivement en sa faveur. C'est pourquoi nous sommes toujours d'avis qu'il est plus efficace de maintenir le dialogue que de fermer définitivement la porte aux discussions.

L'agression continue de la Russie contre l'Ukraine et les violations flagrantes et persistantes des valeurs fondamentales du Conseil de l'Europe montrent toutefois que cette attitude fondamentale a elle aussi ses limites.

Les États qui protègent et respectent la démocratie, l'État de droit et les droits de l'homme ont leur place à notre table. Et pour ceux qui ne sont pas ou plus assis à la table, il doit être possible de faire à nouveau partie de cette communauté - lorsque les valeurs du Conseil de l'Europe seront aussi les leurs.

Merci.

**Mme Ria OOMEN-RUIJTEN (Pays-Bas, PPE/DC, Présidente de l'Assemblée):** Merci beaucoup.

La parole est à M. Markus WIECHEL.

Il n'est pas dans l'hémicycle.

Il est en ligne ?

M. Markus WIECHEL, en ligne.

**M. Markus WIECHEL (Suède, CE/AD):** Madame la Présidente,

Lorsque nous nous sommes réunis dans cette enceinte il y a moins de deux mois, nous vivions encore dans ce que l'on appelle l'ère de l'après-guerre froide.

Cette ère a débuté au début des années 1990 et a vu la propagation de la démocratie dans des nations auparavant non libres, ainsi que l'apaisement des tensions en Europe en général.

Il fut un temps où, comme le dit le dicton, « espoir rime avec histoire ».

Certes, il y a eu des revers, certains États ayant brisé leur animosité. Ceci dit, il y a aussi eu, dans l'ensemble, des efforts internationaux fructueux pour réinstaller la paix.

Cependant, cette ère s'est effondrée il y a trois semaines, le 24 février 2022, lorsqu'un État membre du Conseil de l'Europe, la Russie – aujourd'hui, comme nous le savons, un ancien État membre – a brutalement envahi un autre État membre, l'Ukraine.

La Russie a envahi brutalement un autre État membre, l'Ukraine, après avoir rassemblé quelque 200 000 soldats et des centaines de chars, d'avions et de navires de guerre tout autour des frontières de l'Ukraine.

Cette invasion s'est déroulée alors que la Russie participait à des pourparlers diplomatiques et refusait d'admettre son projet méprisable de violer le droit international en envahissant ses voisins démocratiques et pacifiques.

Aujourd'hui, en ce moment même, les bombes russes tuent des milliers d'Ukrainiens et rasant leurs villes. Elles visent les quartiers civils, où les habitants luttent pour survivre à des nuits glaciales et à des abris sans nourriture, sans eau potable et sans électricité ; les hôpitaux, les écoles, les magasins d'alimentation, les installations nucléaires, les usines - tout est bon à prendre pour les intrus.

Trois millions d'Ukrainiens ont réussi à fuir le pays. Des millions d'autres essaient de le faire. Nous sommes de tout cœur avec eux, comme avec tous ces milliers d'Ukrainiens qui continuent à lutter courageusement pour leur liberté.

Ce que nous voyons en ce moment semble être l'œuvre d'un seul homme, à savoir le dictateur russe Vladimir Poutine.

L'attaque semble n'avoir eu ni raison ni objectif clairs, si ce n'est, d'une manière ou d'une autre, de restaurer une Union soviétique grandiose du passé.

Le monde entier se demande donc ce qui s'est passé et ce qui se passe dans la tête de Poutine.

Chers collègues,

Il y a seulement trois ans, la délégation russe a été reconduite dans notre Assemblée avec tous les droits, alors qu'elle n'avait rien fait pour mériter cet honneur.

Même si une majorité de cette Assemblée semble être assez naïve, je suis sûr que la plupart, sinon tous, ont appris de leurs erreurs.

J'espère que tous feront ce qu'ils peuvent dans leurs parlements pour faire pression sur la Russie et les pays qui soutiennent cette invasion par des sanctions économiques sévères, et pour soutenir l'Ukraine en lui fournissant des armes et en répondant à d'autres besoins.

La défense de nos frères et sœurs ukrainiens nous concerne tous.

Je souhaite conclure sur une note plus réjouissante, à savoir que nous avons vu les pays européens se rassembler dans la solidarité d'une manière que personne n'aurait pu imaginer avant le 24 février 2022.

Il va sans dire que la paix et la liberté sont au cœur même de notre Conseil de l'Europe. Nous avons à nouveau le pouvoir de faire rimer « espoir et histoire ».

*Slava Ukraini.*

**Mme Ria OOMEN-RUIJTEN (Pays-Bas, PPE/DC, Présidente de l'Assemblée):** Merci beaucoup.

L'orateur suivant serait Mme Etilda GJONAJ, mais elle n'est pas connectée. Je voudrais donc donner la parole à M. Olivier BECHT.

**M. Tiny KOX (Pays-Bas, GUE, Président de l'Assemblée):** Monsieur Olivier BECHT, s'il vous plaît, veuillez demander la parole.

**M. Tiny KOX (Pays-Bas, GUE, Président de l'Assemblée):** Cela ne va pas fonctionner en ce moment.

Je donne maintenant la parole à M. George PAPANDREOU, de la Grèce.

George, vous avez la parole.

**M. George PAPANDREOU (Grèce, SOC):** Le 24 février, cette guerre semblait n'être qu'un mauvais rêve, et pourtant nous nous sommes réveillés dans un cauchemar bien réel, alors que nous croyions ne plus jamais voir ce continent en guerre.

La première réaction de beaucoup d'entre nous a été un grand « pourquoi ? ». Pourquoi une telle irrationalité, une telle mégalomanie, une telle brutalité, une telle guerre fratricide de sang-froid ? Puis le « pourquoi » est devenu un grand « non ». Un « non » d'indignation, un « non » aux mensonges et aux « fake news », un « non » à la destruction des villes, un « non » aux souffrances inimaginables, aux crimes de guerre, à la mort d'innocents, au massacre aveugle d'hommes, de femmes, d'enfants et de personnes âgées, et un « non » bien fort à la mention insensée d'armes chimiques, biologiques ou nucléaires.

Aujourd'hui, cependant, ici au Conseil de l'Europe, il nous est demandé de crier fermement un « oui » bien fort, un « oui » sans réserve à la solidarité et à l'assistance au courageux peuple ukrainien. Des femmes, des enfants, des familles, et tous ceux qui se battent pour leur liberté, leur patrie, et leurs moyens de subsistance. Et en tant que Grec, je n'ai pas mentionné l'ancienne et vaillante communauté des Grecs de Marioupol.

Et un grand « oui » de bienvenue à tous les réfugiés qui cherchent un refuge dans nos pays, fuyant la persécution, la famine et la mort. Et un « oui », une leçon pour nous tous pour renforcer la lutte pour la démocratie, l'état de droit, les droits de l'homme, le respect de l'intégrité territoriale, et la résolution pacifique des conflits. Et donc un « oui » à la condamnation claire de Poutine et à l'expulsion de la Russie du Conseil de l'Europe.

Mon pays, la Grèce, a été expulsé du Conseil de l'Europe dans les années 1970. J'étais un jeune réfugié, un militant de la résistance. Nous nous sommes battus pour cela, nous avons salué cette décision. Ce n'était pas une décision contre le peuple grec, c'était une décision contre une dictature militaire qui emprisonnait et torturait toute voix d'oppression.

C'était une décision contre le règne des puissants, contre le totalitarisme. Cette décision a renforcé notre lutte pour la démocratie et la liberté dans le pays où est né le concept de démocratie. Et la décision d'aujourd'hui n'est pas contre le peuple de Russie, elle est contre le régime autocratique, kleptocratique et oppressif de Poutine.

Unis aujourd'hui, notre décision deviendra un phare pour tous les combattants pour des institutions fortes et démocratiques dans le monde. Un phare pour ceux qui, aujourd'hui encore, se battent courageusement pour une Russie et une Biélorussie différentes. Un pays de liberté, de droits de l'homme et de coopération pacifique, dans une Europe élargie aux valeurs démocratiques.

La Russie a déjà été contrainte de se retirer du Conseil sous le poids écrasant de nos voix dans cette salle.

Une première victoire.

Nous nous sentons tous Ukrainiens aujourd'hui.

*Slava Ukraini !*

**M. Tiny KOX (Pays-Bas, GUE, Président de l'Assemblée):** Merci beaucoup, Monsieur George PAPANDREOU.

La prochaine oratrice est Mme Jennifer DE TEMMERMAN, de la France.

**Mme Jennifer DE TEMMERMAN (France, ADLE):** Merci, Monsieur le Président.

Comme tous avant moi, je voudrais commencer par exprimer mon soutien au peuple ukrainien mais aussi aux voisins, ceux qui les ont soutenus, depuis le début, depuis des années, et qui sont également en première ligne.

En 2019, nous avons été naïfs. Nous n'avons pas entendu les avertissements de nos collègues. Dans l'Histoire, il y avait eu des précédents : nous n'avons pas su tirer les leçons nécessaires. Personnellement, j'ai cru à l'époque que c'était le mieux à faire pour le peuple russe, victime d'un pouvoir décadent et despotique. Il pourrait ainsi continuer à saisir la Cour européenne des droits de l'homme. Mais finalement, pour quels résultats ?

Même si c'est un peu tard et même si cela ne changera pas la situation actuelle, je voudrais cependant présenter mes excuses au peuple ukrainien et à tous ceux qui ont eu la lucidité de les soutenir depuis des années. Le Conseil de l'Europe a été créé aux lendemains d'une guerre terrible, dans l'espoir d'éviter un nouvel embrasement. Sommes-nous à la veille de la fin d'une illusion ? La paix en Europe ne tient désormais qu'à un fil. Ne regardons pas ailleurs. Croyez-vous réellement que se montrer faible face à un monstre nous épargnera ?

Aujourd'hui, nous avons l'opportunité de nous racheter, en adoptant d'une seule voix et sans faiblir le rapport de notre collègue. Nous avons le devoir d'être à la hauteur du courage du peuple ukrainien. Pour cela, je pense que nous devons entendre les requêtes de nos amis, ceux qui nous avaient avertis et que nous n'avons pas su écouter avant, y compris lorsque cela concerne la zone d'exclusion aérienne.

Quels représentants du peuple serions-nous si nous ne tenions pas compte de nos concitoyens ? Chez moi, en Flandre, telle entreprise affrète des camions pour convoier des dons émanant de toute la circonscription, tel maire accueille sous son toit une famille ukrainienne. Je ne doute pas un moment de ce qu'ils attendent de mon vote. Un grand écrivain russe, correspondant de Gandhi, a écrit « *le gouvernement est une réunion d'hommes qui fait violence au reste des hommes* ». Les pommes tombent parfois loin des arbres. C'est ce qui se passe actuellement en Russie. N'oublions pas non plus les opposants à Poutine : c'est peut-être par eux que pourrait revenir la lumière.

Ce que nous allons voter aujourd'hui n'est qu'une pierre. Mais une pierre est un rempart contre une barbarie. Une pierre peut vaincre un géant. Et une pierre fait une maison.

Demain, nous reconstruirons. Aujourd'hui, nous devons apporter un soutien sans faille à l'Ukraine et tenter d'endiguer un déferlement de violence.

**M. Tiny KOX (Pays-Bas, GUE, Président de l'Assemblée):** Merci, Madame Jennifer DE TEMMERMAN.

Le prochain orateur est M. Olivier BECHT de la France.

**M. Olivier BECHT (France, ADLE):** Merci beaucoup, Monsieur le Président.

L'invasion brutale de l'Ukraine par la Russie signe le retour de la guerre en Europe. Nous pensions, avec la chute du mur de Berlin, pouvoir jouir des dividendes de la paix ; voilà que l'Histoire nous rappelle avec brutalité que nous sommes tous Ukrainiens. Face à cette agression armée d'un État membre du Conseil de l'Europe par un autre, une seule solution s'offre à nous : l'exclusion de l'agresseur.

J'ai défendu, il y a quelques années, le maintien de la Russie dans notre Organisation car je croyais utile que les Russes puissent continuer à bénéficier de la protection de la Cour européenne des droits de l'homme. Force est de constater que c'est le chemin inverse qui a été pris. Mais si l'exclusion de la Russie de la famille de la grande Europe est aujourd'hui inévitable, il est indispensable de spécifier qu'il s'agit bien de la Russie de Vladimir Poutine, car nul n'est éternel au pouvoir et je nourris l'espoir que le peuple russe trouvera la force de mettre un jour à sa tête un dirigeant qui renouera avec nos valeurs communes.

Il faut que la Russie sache que, ce jour-là, elle pourra retrouver la place et le rang qui sont les siens dans cette grande famille européenne. Il faudra aussi, le temps venu, que notre Organisation réfléchisse à sa propre évolution. En effet, les valeurs sont fondamentales mais elles ne sont que des piliers du temple. Pour tenir debout, les valeurs ont besoin du ciment des coopérations concrètes qui permettent une prospérité partagée. C'est le chemin qu'ont dessiné les Pères fondateurs, en 1950, en invitant les États à se réunir pour bâtir autour de l'énergie les conditions d'une prospérité commune.

Le Conseil de l'Europe ne pourra survivre sans évoluer sur ce même chemin. À l'heure où les Accords de Paris sur le climat nous conduisent, d'ici 2050, vers une société sans énergie fossile, nous ne pouvons espérer vivre en paix sur notre continent sans associer chaque État de la grande Europe à cet immense défi qui conditionnera le développement économique futur et le bien-être des populations. Je formule donc le vœu que nous puissions travailler sans tarder aux conditions qui permettront, avec la Russie de l'après-Poutine...

**M. Tiny KOX (Pays-Bas, GUE, Président de l'Assemblée):** Maintenant nous vous perdons M. Olivier BECHT.

Je suis désolé. La connexion a été coupée.

Chers collègues, nous arrivons maintenant au dernier orateur de notre liste, Mme Maria JUFEREVA-SKURATOVSKI, d'Estonie.

Madame Maria JUFEREVA-SKURATOVSKI, vous avez la parole.

**Mme Maria JUFEREVA-SKURATOVSKI (Estonie, ADLE):** Monsieur le Président, chers membres,

Je voudrais commencer mon discours en soulignant un fait simple : les actions de la Fédération de Russie contre l'Ukraine sont une guerre qui entraîne la destruction, des pertes déchirantes et la mort de civils et d'enfants innocents. Cette guerre a commencé il y a huit ans déjà, et l'agresseur n'a jamais assumé la responsabilité de ses actes. Nommons les choses telles qu'elles sont.

L'Assemblée a toujours joué le rôle de gardienne des droits de l'homme et de la démocratie en Europe. La défense et la promotion de la sécurité et de la liberté démocratiques reposent sur nos épaules. Et ces valeurs sont plus que jamais nécessaires aujourd'hui. Si nous n'agissons pas maintenant, l'agression de la Russie contre l'Ukraine aura des conséquences négatives mondiales et à long terme qui remettent en cause l'ordre international fondé sur des règles tel que nous le connaissons. Nous avons été témoins à de nombreuses reprises de la façon dont la Russie ignore ses obligations énoncées dans la Convention européenne des droits de l'homme. L'invasion russe de la Géorgie en 2008, l'annexion de la Crimée en 2014, l'empoisonnement d'Alexeï Navalny, cette liste peut être poursuivie sans fin.

L'APCE doit entreprendre les démarches nécessaires pour expulser la Russie du Conseil de l'Europe. Il faut donc utiliser toutes les voies juridiques disponibles pour demander des comptes à l'agresseur. Nous devons nous réveiller avant qu'il ne soit trop tard.

L'Estonie se félicite de la réaction rapide du Conseil de l'Europe à l'agression de la Russie, lorsque le droit de représentation de la Russie au sein de l'organisation a été suspendu. Je voudrais également souligner qu'hier, le Parlement estonien a adopté une déclaration qui appelle les États membres des Nations Unies à prendre des mesures immédiates pour établir une zone d'exclusion aérienne afin d'éviter des pertes civiles massives en Ukraine. Nous admirons l'étonnant courage de tout le peuple ukrainien, et nous nous tenons aux côtés des Ukrainiens, pas seulement avec des mots, mais avec des actions concrètes.

Chers collègues, la Russie a ramené la guerre en Europe. Des millions de personnes ont perdu leur maison et leurs proches. Les gens se réfugient dans les stations de métro et les sous-sols, pleurant et espérant la paix. Ces cauchemars se produisent parce que le président de la Fédération de Russie, M. Poutine, a décidé que le pays voisin de la Russie, l'Ukraine, n'a pas le droit d'exister.

Il n'y a pas et il n'y aura pas de place pour l'agresseur dans cette organisation fondée sur des valeurs.

Nous devons envoyer un message fort.

*Slava Ukraini, heroyam slava !*

**M. Tiny KOX (Pays-Bas, GUE, Président de l'Assemblée):** Merci beaucoup, Madame JUFEREVA-SKURATOVSKI.

Chères et chers collègues, nous sommes arrivés à la fin de la liste des orateurs.

Permettez-moi tout d'abord de remercier la Secrétaire générale de l'Assemblée, et en particulier le service de la séance, d'avoir pu vous accueillir tous.

Plus de la moitié des membres de l'Assemblée ont pris la parole au cours de cette session extraordinaire. C'est un record, mais c'est grâce à notre excellent Secrétariat que nous avons pu vous accueillir tous.

Je tiens également à remercier les interprètes de nous avoir donné une chance, de nous avoir permis de poursuivre le débat jusqu'à présent.

Je tiens à vous remercier tous pour votre grande discipline, personne n'a volé le temps de parole des autres. Donc, à la fin, vous avez tous pu prendre la parole.

J'appelle maintenant Mme Ingjerd SCHOU, la rapporteure, pour répondre à toutes les remarques que vous avez faites.

Je vous donne les dix prochaines heures Mme Ingjerd SCHOU. Non, sentez-vous libre, mais vous savez que le temps de parole est limité.

**Mme Ingjerd SCHOU (Norvège, PPE/DC, Rapporteure):** Monsieur le Président,

Chères et chers collègues,

Je vous remercie pour ce débat, pour votre dévouement et votre respect pour la gravité de la question sur laquelle nous avons eu à délibérer.

Nous sommes dans une situation inimaginable. La guerre fait rage au milieu de l'Europe. La souffrance est terrible et les besoins sont énormes.

En tant qu'Assemblée, nous avons toujours soutenu le dialogue. Mais cette agression est un point de non-retour. Il n'y a pas de place pour un agresseur dans la maison européenne. J'ai écouté attentivement tous vos commentaires importants, mais j'espère que vous comprenez qu'avec un tel nombre d'intervenants, il ne m'est pas possible de vous répondre à tous individuellement.

Tous vos points de vue présentés ici aujourd'hui méritent notre attention. Si ils ne sont pas inclus dans ce texte, nous devons les garder à l'esprit et nous assurer de donner suite aux besoins et aux initiatives qu'ils représentent.

Certains d'entre vous ont mentionné l'importance d'atteindre le peuple russe, dont beaucoup ne soutiennent pas cette guerre et n'ont pas accès à des informations indépendantes et objectives à son sujet. Je suis d'accord. Nous devons trouver des moyens d'offrir une plate-forme à tous les Russes qui partagent les valeurs du Conseil de l'Europe et à ceux qui protestent courageusement contre la guerre.

Le texte que vous avez devant vous est fort et contient un message clair pour le Comité des Ministres. J'espère sincèrement qu'il pourra être soutenu à l'unanimité par les 46 délégations présentes aujourd'hui.

L'Histoire témoignera de la vérité, à savoir que c'est cette Assemblée, par le biais des actions menées ici cette semaine, qui a dit à la Russie qu'elle n'avait plus sa place ici. Je vous encourage tous à voter pour, pour que cette décision soit unanime.

Comme je l'ai dit dans mon introduction, un Conseil de l'Europe uni est un Conseil de l'Europe plus fort. Dans cette situation extraordinaire, l'unité européenne est importante.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

**M. Tiny KOX (Pays-Bas, GUE, Président de l'Assemblée):** Merci, Madame la Rapporteuse.

Le Président de la commission souhaite-t-il prendre la parole ?

Monsieur Kimmo KILJUNEN, vous disposez de 2 minutes.

**M. Kimmo KILJUNEN (Finlande, SOC, Premier vice-président de la Commission des questions politiques et de la démocratie):** Merci beaucoup, Monsieur le Président.

Tout d'abord, je tiens à remercier la rapporteure pour la préparation du rapport. Madame Ingjerd SCHOU, vous avez fait un très bon rapport, équilibré et consensuel. Nous vous remercions tous beaucoup pour celui-ci.

Nous sommes très solidaires de l'Ukraine et des Ukrainiens, car ils se battent non seulement pour leur souveraineté, leur existence nationale, mais aussi pour les valeurs universelles de la démocratie, des droits de l'homme et de l'État de droit.

Cette agression est condamnée par la quasi-totalité du monde. Nos citoyens sont descendus dans la rue pour protester, mais des milliers de Russes ont également fait preuve d'un grand courage en manifestant leur opposition.

Monsieur le Président, je souligne que ce document d'opinion a été soutenu à l'unanimité, approuvé par la commission des affaires politiques et de la démocratie. Une voix s'est exprimée là-bas, et j'espère qu'il y aura une voix ici aussi.

Il est temps d'envoyer un message fort à l'Ukraine, à la Russie, et au Comité des Ministres, sur ce que nous pensons à cet égard.

Monsieur le Président, vous savez que je suis un homme de dialogue, mais nous sommes maintenant dans une situation où il n'y a qu'une seule option.

Avec la direction et la politique actuelles, la Fédération de Russie ne peut pas être membre du Conseil de l'Europe.

Merci.

**M. Tiny KOX (Pays-Bas, GUE, Président de l'Assemblée):** Merci, Monsieur Kimmo KILJUNEN.

Le débat est clos.

La commission des questions politiques et de la démocratie a présenté un projet d'avis que vous trouverez dans le document 15477, sur lequel 20 amendements et 2 sous-amendements ont été déposés.

Je rappelle à l'Assemblée que le temps de parole sur les amendements sera de 30 secondes.

Je crois comprendre que le vice-président de la commission des questions politiques et de la démocratie a proposé à l'Assemblée que les amendements 9, 6, 1 et 13 au projet d'avis, qui ont été adoptés à l'unanimité par la commission, soient déclarés adoptés.

C'est d'accord ? C'est d'accord M. Kimmo KILJUNEN ?

Oui.

Comme il n'y a pas d'objection, je déclare que les amendements 9, 6, 1 et 13 au projet d'avis sont adoptés.

La parole est à Mme Lesia VASYLENKO pour soutenir l'amendement 5.

Vous avez 30 secondes.

## **Vote: Consequences of the Russian Federation's aggression against Ukraine**

**Mme Lesia VASYLENKO (Ukraine, ADLE):** Merci.

Cet amendement concerne essentiellement la bonne séquence des événements.

L'agression de la Fédération de Russie a commencé non pas il y a 20 jours, mais il y a huit ans, le 20 février 2014.

C'est essentiellement ainsi que le rapport devrait commencer : « qu'en continuation de la guerre d'agression menée par la Fédération de Russie contre l'Ukraine depuis le 20 février 2014, à partir du 24 février 2022, la Fédération de Russie a commencé toutes les atrocités dont nous sommes témoins maintenant ».

Voilà l'objet de cet amendement. Je vous demande de le soutenir.

Je vous remercie.

**M. Tiny KOX (Pays-Bas, GUE, Président de l'Assemblée):** Quelqu'un souhaite-t-il s'exprimer contre l'amendement ?

Je n'en vois aucun.

**M. Kimmo KILJUNEN (Finlande, SOC, Premier vice-président de la Commission des questions politiques et de la démocratie):** Voté en faveur à une large majorité.

**M. Tiny KOX (Pays-Bas, GUE, Président de l'Assemblée):** La commission est favorable à l'amendement.

Je vais maintenant mettre l'amendement aux voix.

Le vote dans l'hémicycle et par correspondance est maintenant ouvert.

Le vote est clos. Je demande l'affichage des résultats.

*L'amendement est adopté.*

La parole est à M. Emanuelis ZINGERIS pour soutenir l'amendement n° 17. Vous avez 30 secondes.

**M. Emanuelis ZINGERIS (Lituanie, PPE/DC):** Merci, cher Président.

Mon amendement portait sur la solidarité de ces courageux membres du parlement ukrainien qui sont avec nous.

L'Assemblée est solidaire de ses membres ukrainiens en ces heures sombres.

Je voudrais ajouter que je vois les enfants qui viennent d'arriver au cours des trois derniers jours. Nous accueillons les enfants de vos familles.

Je vous remercie.

**M. Tiny KOX (Pays-Bas, GUE, Président de l'Assemblée):** Merci, Monsieur Emanuelis ZINGERIS.

Quelqu'un souhaite-t-il s'exprimer contre l'amendement ?

Je ne vois personne.

Quel est l'avis de la commission ?

**M. Kimmo KILJUNEN (Finlande, SOC, Premier vice-président de la Commission des questions politiques et de la démocratie):** La commission est à faveur à une large majorité.

**M. Tiny KOX (Pays-Bas, GUE, Président de l'Assemblée):** La commission est favorable à l'amendement.

Je vais maintenant mettre l'amendement aux voix.

Le vote est ouvert.

Le vote est clos.

Je demande l'affichage des résultats.

*L'amendement est adopté.*

L'amendement 9 est adopté à l'unanimité. L'amendement 6 est adopté à l'unanimité.

Nous en venons maintenant à l'amendement 18 avec le sous-amendement.

La parole est à M. Pieter OMTZIGT pour soutenir l'amendement 18.

Vous avez 30 secondes.

**M. Pieter OMTZIGT (Pays-Bas, PPE/DC):** Merci, Monsieur le Président.

Il est très important que les crimes qui sont commis en ce moment en Ukraine soient poursuivis. Donc, si votre maison est détruite, si vos proches sont tués, il devrait y avoir un tribunal.

La Cour pénale internationale repose sur le Traité de Rome. La Russie n'a pas ratifié ce traité. D'ailleurs, l'Ukraine l'a signé mais ne l'a pas ratifié, j'espère qu'elle le fera bientôt.

Il serait donc très bon de voir comment nous pouvons mettre en place un tribunal indépendant pour faire cela.

**M. Tiny KOX (Pays-Bas, GUE, Président de l'Assemblée):** Merci beaucoup, Monsieur Pieter OMTZIGT.

La parole est à Mme Ingjerd SCHOU pour soutenir le sous-amendement 1 au nom de la commission des questions politiques et de la démocratie.

**Mme Ingjerd SCHOU (Norvège, PPE/DC, Rapporteuse):** Merci, Monsieur le Président.

Il s'agit d'un sous-amendement n° 1 à l'amendement n° 18.

Ce sous-amendement est très important. L'Assemblée doit se pencher sur la création éventuelle d'un tribunal pénal international, mais la question doit être mieux analysée.

Nous reviendrons sur cette question en avril.

Je vous remercie.

**M. Tiny KOX (Pays-Bas, GUE, Président de l'Assemblée):** Merci beaucoup.

Quelqu'un souhaite-t-il s'exprimer contre ce sous-amendement ?

Je ne vois personne.

Je crois comprendre que l'auteur de l'amendement principal est d'accord.

**M. Kimmo KILJUNEN (Finlande, SOC, Premier vice-président de la Commission des questions politiques et de la démocratie):** La commission est unanimement favorable au soutien du sous-amendement, mais aussi à la position sur l'amendement tel que modifié.

Également unanime.

**M. Tiny KOX (Pays-Bas, GUE, Président de l'Assemblée):** Merci beaucoup.

Je vais maintenant mettre le sous-amendement aux voix.

Je mets aux voix l'amendement.

Le vote est clos. Veuillez afficher les résultats.

*Le sous-amendement est adopté.*

Je vais maintenant mettre aux voix l'amendement principal.

Je mets aux voix l'amendement principal.

Le vote est clos. Je demande l'affichage des résultats.

*L'amendement n° 18 ainsi modifié est adopté.*

Nous en venons à l'amendement n° 2 avec un sous-amendement.

La parole est à M. Titus CORLĂȚEAN pour soutenir l'amendement n° 2. Vous disposez de 30 secondes.

**M. Titus CORLĂȚEAN (Roumanie, SOC):** Monsieur le Président,

En fait, cet amendement initial a été approuvé à l'unanimité. Il est vrai que le rapporteur a également proposé un sous-amendement qui a également été approuvé à l'unanimité.

Il s'agit simplement d'une indication factuelle sur le chiffre réel des réfugiés qui sont entrés dans mon pays, et pas nécessairement au nom de la Rapporteuse, mais aussi pour la République de Moldavie.

Il a été approuvé à l'unanimité.

Je vous remercie.

**M. Tiny KOX (Pays-Bas, GUE, Président de l'Assemblée):** Merci beaucoup, Monsieur CORLĂȚEAN.

Quelqu'un veut-il s'exprimer contre cet amendement ?

Je dois d'abord demander à Mme Ingjerd SCHOU de présenter le sous-amendement n° 2 au nom de la commission des questions politiques et de la démocratie.

**Mme Ingjerd SCHOU (Norvège, PPE/DC, Rapporteuse):** Oui.

Merci, Monsieur le Président.

Sous-amendement 1 à l'amendement 2. Ce sous-amendement vise à corriger des informations factuelles.

Je vous remercie.

**M. Tiny KOX (Pays-Bas, GUE, Président de l'Assemblée):** Merci beaucoup, Madame SCHOU.

L'auteur de la proposition étant d'accord, comme elle l'a indiqué, nous allons maintenant mettre le sous-amendement aux voix.

*Le sous-amendement est adopté.*

Nous allons maintenant voter sur l'amendement principal tel que modifié.

*L'amendement tel que modifié est adopté.*

Je m'excuse de ne pas l'avoir demandé au président de la commission, mais j'ai pensé qu'il était bon d'avoir également son approbation.

J'en viens maintenant à l'amendement 15.

Je crois savoir que M. George KATROUGALOS ou M. Momodou Malcolm JALLOW souhaitent retirer l'amendement 15 ?

Quelqu'un d'autre souhaite-t-il le présenter ?

*Ce n'est pas le cas, l'amendement 15 est donc retiré.*

Nous en venons maintenant à l'amendement oral 1.

J'ai reçu un amendement oral de la commission des questions politiques et de la démocratie qui est libellé comme suit.

« Remplacer le paragraphe 13.8 par le paragraphe suivant : Libérer et réintégrer immédiatement tous les hommes et les représentants locaux enlevés, ainsi que libérer les militants. »

À mon avis, l'amendement oral répond aux critères de l'article 34.7.a.

Quelqu'un s'oppose-t-il à ce qu'il soit débattu ? Ce n'est pas le cas.

Par conséquent, la parole est à Mme Ingjerd SCHOU pour soutenir l'amendement oral 1.

Vous avez 30 secondes.

**Mme Ingjerd SCHOU (Norvège, PPE/DC, Rapporteure):** Merci, Monsieur le Président.

Il s'agit d'un amendement oral au paragraphe 13.8.

L'objectif de l'amendement oral est de demander la libération et la réaffirmation de tous les maires et autorités locales kidnappés et de libérer les activistes sans écrire de noms afin de couvrir tous ceux qui peuvent se trouver dans cette situation.

Je vous remercie.

**M. Tiny KOX (Pays-Bas, GUE, Président de l'Assemblée):** Merci, Madame Ingjerd SCHOU.

La commission est évidemment favorable.

**M. Kimmo KILJUNEN (Finlande, SOC, Premier vice-président de la Commission des questions politiques et de la démocratie):** La commission y est évidemment favorable.

**M. Tiny KOX (Pays-Bas, GUE, Président de l'Assemblée):** Merci beaucoup.

Je mets ensuite l'amendement oral aux voix.

Je mets aux voix l'amendement oral.

Le vote est clos. Puis-je voir les résultats affichés ?

*L'amendement oral est adopté.*

Nous en venons à l'amendement n° 3. La parole est à Sir Christopher CHOPE pour soutenir l'amendement n° 3.

Vous disposez de 30 secondes.

**Sir Christopher CHOPE (Royaume-Uni, CE/AD):** Monsieur le Président,

Puis-je faire une brève déclaration au sujet des amendements 3, 12, 7 et 4 au paragraphe 14 ?

Ce matin, à la commission des affaires politiques et de la démocratie, il y a eu une inspiration et une incompréhension audibles lorsque le rapporteur s'est opposé aux amendements 3, 12, 7 et 4 au paragraphe 14 de l'avis.

Depuis lors, je suis très heureux de dire que des discussions ont eu lieu avec le rapporteur et les chefs des groupes politiques pour trouver une façon constructive d'avancer, afin que nous puissions parler d'une seule voix.

Le résultat est un accord sur le retrait des amendements 3 et 4, mais sur le retrait des amendements 12 et 7, qui couvrent un terrain similaire. 12 et 7, qui couvrent un terrain similaire, seront soutenus par le rapporteur et, espérons-le, par l'Assemblée dans son ensemble.

Sur cette base, je remercie toutes les personnes qui ont participé à ces discussions constructives et je demande l'autorisation de retirer l'amendement n° 3.

**M. Tiny KOX (Pays-Bas, GUE, Président de l'Assemblée):** Merci beaucoup, Sir Christopher CHOPE.

L'amendement 3 est retiré.

Quelqu'un d'autre souhaite-t-il présenter cet amendement ?

Ce n'est pas le cas.

Nous en venons à l'amendement 12.

La parole est à M. Emanuelis ZINGERIS pour soutenir l'amendement 12.

Vous avez 30 secondes.

**M. Emanuelis ZINGERIS (Lituanie, PPE/DC):** Amendement n° 12 basé sur une coalition plus large, comme l'a dit Sir Christopher CHOPE, après une longue discussion, l'amendement n° 12 signifie laisser l'assistance humanitaire et avoir leur résistance.

Simplement pour avoir une assistance à l'Ukraine. Je vous demande simplement de le soutenir, de tout mon cœur. C'est très important d'aider l'Ukraine.

Merci beaucoup, et merci beaucoup à tous les membres qui ont participé à la discussion.

**M. Tiny KOX (Pays-Bas, GUE, Président de l'Assemblée):** Quelqu'un souhaite-t-il s'exprimer contre l'amendement ?

Quel est l'avis de la commission ?

**M. Kimmo KILJUNEN (Finlande, SOC, Premier vice-président de la Commission des questions politiques et de la démocratie):** L'avis de la commission : à l'origine, nous l'avions rejeté à une courte majorité.

En tenant compte de la discussion sur ce qui aurait été fait maintenant, il semble y avoir un consensus derrière celui-ci.

**M. Tiny KOX (Pays-Bas, GUE, Président de l'Assemblée):** Merci beaucoup, Monsieur Kimmo KILJUNEN.

Je vais maintenant mettre l'amendement aux voix.

Le vote est ouvert.

Le vote est clos.

Je demande l'affichage des résultats.

*L'amendement est adopté.*

L'amendement 7 est retiré.

Désolé, l'amendement 7 n'est pas retiré.

C'est parce que la langue britannique de Sir Christopher CHOPE n'est pas toujours claire pour moi.

Donc, Sir Christopher CHOPE, veuillez présenter votre amendement.

**Sir Christopher CHOPE (Royaume-Uni, CE/AD):** Monsieur le Président,

Je suis ravi de pouvoir présenter l'amendement n° 7.

Il s'agit de permettre une plus grande assistance à l'Ukraine, et notamment le contrôle de l'espace aérien ukrainien qui est d'une importance fondamentale dans cette guerre.

C'est pourquoi la délégation du Royaume-Uni considère important cet amendement – et je sais que nos collègues ukrainiens estiment également qu'il s'agit d'un amendement vraiment important – et j'espère que le reste de l'Assemblée sera d'accord.

**M. Tiny KOX (Pays-Bas, GUE, Président de l'Assemblée):** Merci beaucoup, Sir Christopher CHOPE.

Quelqu'un souhaite-t-il s'exprimer contre l'amendement ? Je ne vois personne...

Quel est l'avis de la commission ?

**M. Kimmo KILJUNEN (Finlande, SOC, Premier vice-président de la Commission des questions politiques et de la démocratie):** Il a été rejeté par une courte majorité à l'origine, mais il semble maintenant faire l'objet d'un consensus.

**M. Tiny KOX (Pays-Bas, GUE, Président de l'Assemblée):** Je vous remercie beaucoup.

Je vais maintenant mettre l'amendement aux voix.

*L'amendement n° 7 est adopté.*

J'en viens à l'amendement n° 16. La parole est à M. Momodou Malcolm JALLOW pour soutenir l'amendement n° 16.

Vous avez 30 secondes.

**M. Momodou Malcolm JALLOW (Suède, GUE):** Si vous vous souvenez, nous avons retiré l'amendement 15 après une conversation que nous avons eue pour essayer, dans l'esprit du consensus, de réduire le nombre d'amendements.

Je demande à chacun d'entre vous de voter en faveur de l'amendement 16.

Comme je l'ai dit dans mon discours, il s'agit d'une réalité. Il est important que chacun ait accès à la sécurité et à un endroit sûr, qu'il puisse demander asile et, s'il cherche refuge, qu'il ait la possibilité de trouver refuge.

Il s'agit de non-discrimination. Il s'agit d'égalité de traitement.

J'espère que vous le soutiendrez.

Je vous remercie.

**M. Tiny KOX (Pays-Bas, GUE, Président de l'Assemblée):** Merci beaucoup.

Quelqu'un souhaite-t-il s'exprimer contre l'amendement ? Pas le cas. Quel est l'avis de la commission ?

**M. Kimmo KILJUNEN (Finlande, SOC, Premier vice-président de la Commission des questions politiques et de la démocratie):** Approuvé à une large majorité.

**M. Tiny KOX (Pays-Bas, GUE, Président de l'Assemblée):** Merci beaucoup.

Nous allons maintenant mettre l'amendement aux voix.

Le vote est ouvert.

Le vote est clos. Puis-je demander l'affichage des résultats ?

*L'amendement est adopté.*

J'en viens maintenant à l'amendement 4, mais il est entre les mains de John... quelqu'un d'autre veut-il le proposer ?

Ce n'est pas le cas.

Nous en venons à l'amendement 8. Je donne la parole à M. Rik DAEMS pour soutenir l'amendement 8.

Vous avez 30 secondes.

**M. Rik DAEMS (Belgique, ADLE):** Chères et chers collègues,

Nous allons prendre une décision très importante aujourd'hui, mais il y a aussi demain et après-demain.

Cette terrible situation ne disparaîtra pas à court terme. Espérons que nous pourrons faire plus.

Je pense que beaucoup de choses ont été faites, et je félicite le Président, la Secrétaire générale et le Comité des Ministres pour cela, mais je pense que nous devrions essayer de faire plus que ce que nous faisons aujourd'hui.

Le paragraphe 15 ne vise que le Commissaire aux droits de l'homme et le Représentant spécial sur les migrations et les réfugiés. Nous devrions mettre en place un groupe de travail pour examiner ce que nous pouvons faire 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, et agir. Les mots comptent, les actes comptent encore plus.

**M. Tiny KOX (Pays-Bas, GUE, Président de l'Assemblée):** Merci beaucoup, Monsieur Rik DAEMS.

Quelqu'un souhaite-t-il s'exprimer contre l'amendement ?

Monsieur Frank SCHWABE, vous avez la parole.

**M. Frank SCHWABE (Allemagne, SOC):** Merci, Monsieur le Président,

Je suis vraiment désolé mais je ne peux pas soutenir cet amendement.

Je vous demande de suivre la position de la rapporteure et de la commission, car je pense que nous ne devrions pas créer une sorte d'organe – nous ne savons pas encore ce qu'il devrait représenter, ce qu'il devrait être. Évaluons-le, élaborons-le au sein du comité présidentiel peut-être. Je pense que nous reviendrons peut-être en avril sur cette question, mais nous ne devrions pas prendre une décision très rapide, sans savoir ce qu'elle représente.

Je vous demande donc de voter contre cet amendement.

**M. Tiny KOX (Pays-Bas, GUE, Président de l'Assemblée):** Merci beaucoup, Monsieur Frank SCHWABE.

Quel est l'avis de la commission ?

**M. Kimmo KILJUNEN (Finlande, SOC, Premier vice-président de la Commission des questions politiques et de la démocratie):** Rejeté.

**M. Tiny KOX (Pays-Bas, GUE, Président de l'Assemblée):** La commission l'a rejeté.

Je mets maintenant l'amendement aux voix.

Le vote est maintenant clos. Puis-je avoir les résultats ?

*L'amendement est rejeté.*

J'en viens maintenant à l'amendement 20. La parole est à M. Pieter OMTZIGT pour soutenir l'amendement 20.

Vous avez 30 secondes.

**M. Pieter OMTZIGT (Pays-Bas, PPE/DC):** Merci.

Si votre maison est détruite ou si vos droits de l'homme ne sont pas respectés, vous pouvez vous adresser à votre tribunal local et, en fin de compte, à la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg.

Ils peuvent poursuivre votre propre nation.

Eh bien, si votre nation est occupée, alors le pays qui a le contrôle effectif est celui que vous pouvez poursuivre.

Il sera très fastidieux pour les citoyens ukrainiens d'aller d'abord devant les tribunaux russes, puis de venir à Strasbourg avec 10 ans de retard. C'est pourquoi cet amendement propose qu'ils puissent s'adresser directement à la Cour de Strasbourg.

**M. Tiny KOX (Pays-Bas, GUE, Président de l'Assemblée):** Merci beaucoup Monsieur Pieter OMTZIGT, quelqu'un souhaite-t-il s'exprimer contre l'amendement ? Je n'en vois pas.

Quel est l'avis de la commission ?

**M. Kimmo KILJUNEN (Finlande, SOC, Premier vice-président de la Commission des questions politiques et de la démocratie):** Approuvé à une large majorité.

**M. Tiny KOX (Pays-Bas, GUE, Président de l'Assemblée):** Merci beaucoup.

Je vais maintenant mettre l'amendement aux voix.

Le vote est ouvert.

Le vote est clos. Puis-je avoir les résultats affichés ?

*L'amendement est adopté.*

Nous en venons maintenant à l'amendement 10. La parole est à M. Emanuelis ZINGERIS pour présenter l'amendement 10.

Vous avez 30 secondes.

**M. Emanuelis ZINGERIS (Lituanie, PPE/DC):** Oui, l'amendement vient d'être modifié par vous tous. C'était avant que je projette le même amendement de mon cher ami M. Pieter OMTZIGT. Je devrais retirer cet amendement.

C'est la même chose d'un point de vue logistique, d'établir un tribunal international. Si nous sommes d'accord pour le faire en temps voulu, dans un délai très court, ne votons pas pour cela. Je voudrais le retirer.

**M. Tiny KOX (Pays-Bas, GUE, Président de l'Assemblée):** Merci beaucoup, Monsieur ZINGERIS.

Il retire son amendement. Quelqu'un d'autre souhaite-t-il le présenter ? Ce n'est pas le cas.

*L'amendement n° 11 tombe car l'amendement oral n° 1 est adopté.*

*L'amendement n° 1 est adopté à l'unanimité.*

Je crois comprendre que M. Pieter OMTZIGT souhaite retirer l'amendement n° 19, n'est-ce pas ?

Oui. Quelqu'un d'autre souhaite-t-il le présenter ? Ce n'est pas le cas. Je le retire.

La parole est à Mme Laima Liucija ANDRIKIENĖ pour soutenir l'amendement n° 14.

Vous avez 30 secondes.

**Mme Laima Liucija ANDRIKIENĖ (Lituanie, PPE/DC):** Merci, Monsieur le Président.

Au paragraphe 20, la toute première phrase, j'ai proposé d'agir immédiatement. La phrase se lira donc comme suit : « L'Assemblée est donc d'avis que le Comité des Ministres devrait demander à la Fédération de Russie de se retirer immédiatement du Conseil de l'Europe. »

Je vous remercie.

**M. Tiny KOX (Pays-Bas, GUE, Président de l'Assemblée):** Merci beaucoup.

Quelqu'un souhaite-t-il s'exprimer contre l'amendement ?

Ce n'est pas le cas.

Quel est l'avis de la commission ?

**M. Kimmo KILJUNEN (Finlande, SOC, Premier vice-président de la Commission des questions politiques et de la démocratie):** Approuvé.

**M. Tiny KOX (Pays-Bas, GUE, Président de l'Assemblée):** La commission est favorable à l'amendement.

Je vais maintenant mettre l'amendement aux voix.

Le vote est ouvert.

Le vote est clos.

Puis-je demander l'affichage des résultats ?

*L'amendement est adopté.*

L'amendement 30 ayant été adopté à l'unanimité, nous en venons au vote sur le projet d'avis.

J'informe l'Assemblée qu'une majorité des deux tiers est requise.

Nous allons procéder au vote sur le projet d'avis tel qu'amendé.

Le vote dans l'hémicycle et par correspondance est maintenant ouvert.

Le vote est clos.

Puis-je demander l'affichage des résultats ?

*L'avis est adopté à l'unanimité.*

Je vous remercie beaucoup.

Chers collègues, nous arrivons à la fin de la session.

Permettez-moi de faire une dernière remarque pour dire que nous sommes, bien sûr, tristes d'avoir dû demander aujourd'hui l'expulsion d'un membre de notre organisation qui est membre depuis plus de 25 ans. Je suis heureux que nous ayons osé le faire.

C'est clair. Si vous franchissez des lignes rouges, il n'y a pas de place pour vous dans cette organisation.

Je suis très heureux que, pendant ces deux jours, notre Assemblée ait fonctionné non pas comme une arène, où nous confrontions tout le monde avec nos différences, mais nous avons fonctionné comme une agora. Le vote unanime à la fin l'a prouvé.

Je suis reconnaissant au Comité des Ministres et au Secrétaire Général pour la coopération efficace qui a permis que cette fois, après une violation flagrante du Statut, nous puissions agir, et agir en synergie.

Demain, je m'adresserai au Comité des Ministres pour lui faire part de notre position unanime et de nos attentes. Je suis convaincu qu'ils réagiront de manière appropriée.

Avant de rentrer chez moi, je veux bien sûr remercier Mme Ingjerd SCHOU, M. John HOWELL et Mme Nicole TRISSE de nous avoir soutenus, en particulier les interprètes, car ils ont fait un excellent travail, et ont pris beaucoup plus de temps qu'ils n'étaient obligés.

Pour finir, j'espère pouvoir souhaiter bonne chance à tous les membres de la délégation ukrainienne.

Restez en sécurité, restez sains et saufs. Sachez que cette Assemblée est maintenant avec vous.

Je vous remercie beaucoup.

La session est close.

## Requests for an explanation of vote

**Mme Margreet De BOER (Pays-Bas, SOC):** Je souhaite mentionner, pour que cela soit pris en compte au compte rendu de la séance, que lors du vote sur le rapport sur les *Conséquences de l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine*, en raison d'un problème technique, je n'ai pas pu voter. Mon intention était de voter en faveur du projet d'avis.

**Mme Jeanet van der LAAN (Pays-Bas, ADLE):** Je souhaite mentionner, pour que cela soit pris en compte au compte rendu de la séance, que lors du vote sur le rapport sur les *Conséquences de l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine*, en raison d'un problème technique, je n'ai pas pu voter. Mon intention était de voter en faveur du projet d'avis.

**Mme Edita ĐAPO (Bosnie-Herzégovine, PPE/DC):** Je souhaite mentionner, pour que cela soit pris en compte au compte rendu de la séance, que lors du vote sur le rapport sur les *Conséquences de l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine*, en raison d'un problème technique, je n'ai pas pu voter. Mon intention était de voter en faveur du projet d'avis.

**Mme Iwona ARENT (Pologne, CE/AD):** Je souhaite mentionner, pour que cela soit pris en compte au compte rendu de la séance, que lors du vote sur le rapport sur les *Conséquences de l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine*, je me suis abstenue par erreur. Mon intention était de voter en faveur du projet d'avis.

**Mme Alma ČOLO (Bosnie-Herzégovine, PPE/DC):** Je souhaite mentionner, pour que cela soit pris en compte au compte rendu de la séance, que lors du vote sur le rapport sur les *Conséquences de l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine*, en raison d'un problème technique, je n'ai pas pu voter. Mon intention était de voter en faveur du projet d'avis.

**Mme Natalia DAVIDOVICI (République de Moldova, PPE/DC):** Je souhaite mentionner, pour que cela soit pris en compte au compte rendu de la séance, que lors du vote sur le rapport sur les *Conséquences de l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine*, en raison d'un problème technique, je n'ai pas pu voter. Mon intention était de voter en faveur du projet d'avis.

**Mme Borjana KRIŠTO (Bosnie-Herzégovine, PPE/DC):** Je souhaite mentionner, pour que cela soit pris en compte au compte rendu de la séance, que lors du vote sur le rapport sur les *Conséquences de l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine*, en raison d'un problème technique, je n'ai pas pu voter. Mon intention était de voter en faveur du projet d'avis.